

DEPARTEMENT DU NORD

Arrondissement d'Avesnes sur Helpe

Communes de Saint-Hilaire-sur-Helpe – Avesnes-sur-Helpe – Haut-lieu

Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et enquête parcellaire relative à l'instauration de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine.

Demande présentée par NOREADE - (Régie SIDEN-SIAN) sur le territoire des communes de :

Saint-Hilaire-sur-Helpe – Avesnes-sur-Helpe et Haut-Lieu

Enquête du 24 octobre au 24 novembre 2022 inclus

Dossier comprenant quatre parties

- 1 – Rapport portant sur l'enquête publique
- 2 – Conclusions et avis portant sur l'utilité publique du projet
- 3 – Conclusions et avis portant sur l'enquête parcellaire
- 4 – Les annexes

4^{ème} partie : LES ANNEXES

Etabli en 3 exemplaires

- Préfecture (ARS) : 1 exemplaire papier et un exemplaire numérisé
- Tribunal Administratif : un exemplaire numérisé

Hubert Derieux

Commissaire Enquêteur

Décision du Tribunal Administratif de Lille du 6 janvier 2022

Arrêté préfectoral du 12 septembre 2022

Dossier E21 00119/59

Enquête d'utilité publique et enquête parcellaire relative à l'instauration de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine. Demande présentée par NOREADE sur le territoire des communes de Saint-Hilaire-sur-Helpe, Avesnes-sur-Helpe et Haut-Lieu

LISTE DES PIECES ANNEXEES

N°	Désignation
1	Ordonnance du Tribunal Administratif n° E21000119/59 du 06 janvier 2022
2	Arrêté préfectoral du 12 septembre 2022 prescrivant l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN-SIAN sur le territoire de la commune de Haut-Lieu
3	Avis d'enquête
4	Première insertion dans la Voix du Nord du vendredi 7 octobre 2022
5	Première insertion dans l'Observateur de l'Avesnois du vendredi 7 octobre 2022
6	Deuxième insertion dans la Voix du Nord du vendredi 28 octobre 2022
7	Deuxième insertion dans l'Observateur de l'Avesnois du vendredi 28 octobre 2022
8	Certificats d'affichage des communes (avant le début de l'enquête)
9	Lettre de notification individuelle
10	Lettre de notification individuelle rectificative
11	Décision à mi-enquête concernant prolongation d'enquête et réunion publique
12	Observations enregistrées dans les différents registres d'enquête publique
13	Procès-verbal de synthèse et accusé de réception du maître d'ouvrage
	Mémoire en réponse du maître d'ouvrage et lettre d'envoi
	Réponse de l'hydrogéologue agréé
14	Certificat d'affichage des communes (après la fin de l'enquête)
15	Demande de délai pour la remise des documents définitifs et réponse de la préfecture
16	Etat parcellaire
17	Plan parcellaire

Pièce 4.1
Annexes de 1 à 11

N°	Désignation
1	Ordonnance du Tribunal Administratif n° E21000119/59 du 06 janvier 2022
2	Arrêté préfectoral du 12 septembre 2022 prescrivant l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN-SIAN sur le territoire de la commune de Haut-Lieu
3	Avis d'enquête
4	Première insertion dans la Voix du Nord du vendredi 7 octobre 2022
5	Première insertion dans l'Observateur de l'Avesnois du vendredi 7 octobre 2022
6	Deuxième insertion dans la Voix du Nord du vendredi 28 octobre 2022
7	Deuxième insertion dans l'Observateur de l'Avesnois du vendredi 28 octobre 2022
8	Certificats d'affichage des communes (avant le début de l'enquête)
9	Lettre de notification individuelle
10	Lettre de notification individuelle rectificative
11	Décision à mi-enquête concernant prolongation d'enquête et réunion publique

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

06/01/2022

N° E21000119 /59

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire

CODE : 4

Vu, enregistrée le 30/12/2021, la lettre par laquelle le Préfet du Nord demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique comme ci-dessous détaillée :

Objet(s) : Demande d'autorisation relative à un projet de valorisation des eaux d'exhaure de la carrière Bocahut.

Maître d'ouvrage : Siden-Sian.

Territoire(s) concerné(s) : Commune de Haut-Lieu.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L.110-1, R.111-1, R.112-1 à R.112-27 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Hubert DERIEUX, géomètre expert, retraité est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au Préfet du Nord, au Président du Siden-Sian et à Monsieur Hubert DERIEUX.

Fait à Lille, le 06/01/2022

Le Président,

Christophe HERVOUET

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
L'adjoint administratif délégué.





**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence régionale de santé
Hauts-de-France**

Direction de la sécurité sanitaire
et de la santé environnementale

Sous-direction de la santé
environnementale

Service santé environnementale
nord

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE
PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE VALORISATION DES EAUX DE L'EXHAURE
ISSUE DE LA CARRIERE BOCAHUT DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE DU SIDEN-SIAN
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE HAUT LIEU**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.214-1 et suivants, L.215-13, R.123-1 et suivants et R.214-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-6 à R.1321-36 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L.110-1 et suivants, L.311-1 et suivants, R.131-1 et suivants et R.311-1 et suivants ;

Vu la loi n°2009-879 du 27 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 modifié relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé (ARS) ;

Vu le décret du 28 septembre 2020 portant nomination de Monsieur Benoît VALLET en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté du 31 août 2022 portant délégation de signature à Madame Fabienne DECOTTIGNIES, secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu le protocole départemental signé par le préfet du Nord et le directeur général de l'Agence régionale de santé le 28 octobre 2016 relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'Agence régionale de santé Hauts-de-France pour le préfet du département du Nord ;

Vu la délibération de SIDEN-SIAN en date du 9 juillet 2020 sollicitant :

- l'autorisation de valoriser l'eau de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT dans la nappe des calcaires pour un débit horaire maximal de 200 m³/h et d'un volume annuel de 1 460 000 m³, sur le territoire de la commune de Haut-Lieu ;
- l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée aux fins de la consommation humaine ;
- la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection en application de l'article R.215-13 du code de l'environnement et L.1321-2 du code de la santé publique ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Lille en date du 06/01/2022 désignant Monsieur Hubert DERIEUX en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour conduire l'enquête publique dont l'objet porte sur la demande d'autorisation de valoriser l'eau de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT;

Vu les pièces du dossier transmis par le SIDEN-SIAN en vue d'être soumises à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de cette opération ;

Vu le plan parcellaire des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la création du périmètre de protection immédiate ;

Vu la liste des propriétaires tels qu'ils sont connus d'après les documents cadastraux et les renseignements recueillis par l'expropriant ;

Considérant que la demande de valorisation de l'exhaure issue de la carrière Bocahut en vue de la consommation humaine présentée par SIDEN-SIAN

- entre dans le champ d'application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique, que l'eau qui sera prélevée, est à destination de la consommation humaine et nécessite la déclaration d'utilité publique, d'une part de la dérivation des eaux et, d'autre part des périmètres de protection autour du point de prélèvement ;
- que l'enquête parcellaire peut être menée conjointement à l'enquête d'utilité publique ;
- que l'emprise des périmètres de protection ou l'incidence des pompages concerne le territoire des communes de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe;

Sur proposition du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France et du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRETE

Article 1er : Il sera procédé pendant 32 jours consécutifs du :

Lundi 24 octobre 2022 à 9 heures au jeudi 24 novembre 2022 à 19 heures

1°) à une enquête publique préalable sur l'utilité publique de l'instauration des périmètres de protection autour dudit point de prélèvement ;

2°) à une enquête publique parcellaire en vue de déterminer les immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités ;

Article 2 : Monsieur Hubert DERIEUX, géomètre expert retraité, résidant à Cambrai (59400), est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur siègera à la mairie de Saint-hilaire-sur-Helpe (4 rue de la Mairie 59440 Saint-Hilaire-sur-Helpe) et procédera en cette qualité, conformément aux dispositions ci-après.

ENQUÊTE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Article 3 : Consultation du dossier

Le dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sera déposé à la mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe, siège de l'enquête, pendant 32 jours consécutifs, du 24/10/2022 - 9h au 24/11/2022 - 19h inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie.

Dans les mêmes conditions ce dossier d'enquête sera également mis à la disposition du public en mairies de Haut-Lieu et d'Avesnes-sur-Helpe.

Des attestations établies par les maires de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et de Avesnes-sur-Helpe certifieront la mise à la disposition du public du dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Le dossier pourra également être accessible à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/4208>

Article 4 : Dépôt des observations.

Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera déposé en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe pour y recevoir les observations éventuelles du public pendant le délai fixé et aux jours et heures indiqués à l'article 3.

Un registre subsidiaire coté et paraphé par le maire sera également déposé en mairies de Haut-Lieu et de Avesnes-sur-Helpe dans les mêmes conditions et aux mêmes fins.

Les intéressés ont en outre la faculté de faire parvenir leurs observations par lettre adressée pendant la durée et avant la date de clôture de l'enquête au commissaire enquêteur, domicilié en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe, qui les annexera au registre d'enquête ou sur le site internet dédié.

Des attestations établies par les maires de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et de Avesnes-sur-Helpe certifieront la mise à la disposition du public du dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Les observations et propositions pourront également être adressées du lundi 24 octobre 9 heures au jeudi 24 novembre 2022 19 heures sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> ou par courriel à l'adresse électronique suivante : enquete-publique-4208@registre-dematerialise.fr

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations en mairie les :

- lundi 24 octobre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 09 h à 12 h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12 h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 13h30 h à 16 h30 ;
- mercredi 16 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12 h ;
- samedi 19 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 9h à 12 h ;
- jeudi 24 novembre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe du 16h à 19 h

Article 5 : A l'expiration du délai prescrit, les registres d'enquêtes seront clos et transmis sans délai par les maires de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et d'Avesnes-sur-Helpe au commissaire enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le Siden-Sian, ou son représentant, responsable du projet, et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Il transmet l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées au préfet du Nord (Agence régionale de santé Hauts-de-France), qui transmettra l'ensemble du dossier au sous-préfet d'Avesnes-sur-Helpe qui y joindra son avis. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Lille.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté au préfet du Nord une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15 du code de l'environnement.

Le préfet du Nord adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet et à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête

ENQUÊTE PARCELLAIRE

Article 6 : Un dossier d'enquête parcellaire (plan parcellaire, liste des propriétaires) et un registre d'enquête ouvert, côté et paraphé par le maire seront déposés à la mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe, désignée siège de l'enquête, pendant le délai fixé et aux jours et heures indiqués à l'article 3.

Les intéressés ou leurs mandataires pourront consigner sur ce registre leurs observations relatives aux limites des périmètres de protection des captages et des terrains à grever de servitudes, ou les adresser par écrit au maire ou au commissaire enquêteur qui les annexera au dossier après les avoir visées.

Un dossier d'enquête ainsi que des registres subsidiaires côtés et paraphés par les maires concernés seront également déposés en mairies de Haut-lieu et de Avesnes-sur-Helpe dans les mêmes conditions et aux mêmes fins.

Les observations et propositions pourront également être adressées du lundi 24 octobre 9 heures au jeudi 24 novembre 2022 19 heures sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> ou par courriel à l'adresse électronique suivante : enquete-publique-4212@registre-dematerialise.fr

Des attestations établies par les maires de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et de Avesnes-sur-Helpe certifieront la mise à la disposition du public du dossier d'enquête parcellaire.

Article 7 : A l'expiration du délai prescrit, les registres d'enquêtes seront clos et signés par les maires Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et de Avesnes-sur-Helpe et transmis dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur, après avoir examiné l'ensemble des pièces et observations et après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer, donnera son avis motivé sur l'emprise des périmètres de protection projetés et dressera procès-verbal de ces opérations.

Le commissaire enquêteur transmettra le dossier et les registres, assortis du procès-verbal et de son avis, dans un délai de un mois au préfet du Nord (Agence régionale de santé Hauts-de-France), qui transmettra l'ensemble du dossier au sous-préfet d'Avesnes-sur-Helpe qui y joindra son avis, ainsi qu'au tribunal administratif de Lille.

PUBLICITE

Article 8 : Quinze jours au moins avant l'ouverture des enquêtes publiques, l'avis d'enquête sera inséré en caractères apparents et rappelé dans les huit jours de celles-ci dans les journaux à diffusion départementale (« Voix du Nord » et "L'observateur de l'avesnois ».)

Quinze jours avant l'ouverture des enquêtes publiques et durant toute la durée de celles-ci, cet avis fera l'objet d'une publication par voie d'affichage, et éventuellement par tous autres procédés, en mairie de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et de Avesnes-sur-Helpe. IL sera, en outre, publié sur internet :

- sur les registres dématérialisés aux adresses suivantes:
 - <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> ;
 - <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> ;
- sur le site de la préfecture du Nord

Ces formalités seront justifiées par certificats d'affichage des maires et un exemplaire des journaux qui seront annexés aux dossiers d'enquêtes.

Article 9 : Conformément à l'article R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe, siège de l'enquête, sera, en outre, faite par l'expropriant sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux propriétaires ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs, syndic ou ayants droit, du périmètre de protection rapprochée, connus de l'expropriant et figurant sur la liste établie par ce dernier et jointe au dossier de l'enquête parcellaire déposé en mairie. En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie par le maire qui en fera afficher une et, le cas échéant, en adressera une aux locataires et preneurs à bail rural.

Ces notifications devront parvenir à leurs destinataires avant l'ouverture des enquêtes prescrites par le présent arrêté.

Les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier en mairies sont tenus de fournir, notamment en cas d'inexactitudes, les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées, soit au 1er alinéa de l'article 5 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955, modifié, portant réforme de la publicité foncière (à savoir : nom, prénoms, profession, domicile, date et lieu de naissance, ainsi que le cas échéant nom du conjoint), soit au 1er alinéa de l'article 6 du même décret (pour les personnes morales) ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels, et ce dans le délai d'un mois qui suit la réception de la notification.

Article 10 : La publication du présent arrêté est faite en vue de l'application des articles L.311-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

« Article L311-1 : En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Article L311-2 : Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Article L311-3 : Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L. 311-1 et L. 311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnité. »

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 : A l'issue de l'enquête, une copie des rapports et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée sans délai à la préfecture du Nord et en chacune des mairies de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et de Avesnes-sur-Helpe, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, ainsi que sur internet sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante: <https://www.registre-dematerialise.fr/4208>

Article 12 : Les informations concernant le projet sont disponibles auprès de Monsieur le président du SIDEN-SIAN, 23 avenue de la Marme – BP 10159443 Wasquehal Cedex - par courriel à l'adresse suivante : l.pickaert@noreade.fr.

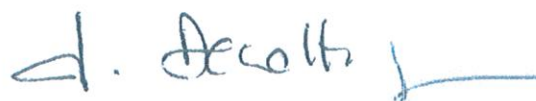
Article 13 : La secrétaire générale de la préfecture du Nord, le directeur général de l'ARS Hauts-de-France, le maire de la commune de Haut-Lieu, le maire de la commune de Saint-Hilaire-sur-Helpe, le maire de la commune de Avesnes-sur-Helpe, le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 14 : Copie du présent arrêté sera adressé à :

- monsieur le président du SIDEN-SIAN ;
- le maire de Haut-Lieu ;
- le maire de Saint-Hilaire-sur-Helpe ;
- le maire d'Avesnes-sur-Helpe ;
- la sous-préfète d'Avesnes-sur-Helpe ;
- monsieur Hubert DERIEUX, commissaire-enquêteur ;
- le directeur général de l'agence de l'eau Artois-Picardie ;
- le directeur départemental des territoires et la mer du Nord ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- le président du conseil départemental ;
- le président de la chambre d'agriculture régionale des Hauts de France ;
- le président de la commission locale de l'eau du SAGE de Sambre ;
- le président de la communauté de communes du cœur de l'avesnois.

Lille, le **12 SEP. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Fabienne DECOTTIGNIES

SIDEN-SIAN
-----**Instauration des périmètres de protection du point de prélèvement
des eaux de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT sur la commune de
Haut-Lieu**
-----**AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETES**

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe des enquêtes conjointes :

- enquête d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Bocahut à Haut-Lieu,
- enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires précités,

En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcellaire seront déposés en mairie de Haut-lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe du 24 octobre 2022 9h au 24 novembre 2022 19h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 :

- en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ;
- sur les sites <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> (enquête parcellaire),
- par courriel aux adresses électroniques suivantes : enquete-publique-4208@registre-dematerialise.fr (utilité publique) enquete-publique-4212@registre-dematerialise.fr (enquête parcellaire),
- par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Saint Hilaire-sur-Helpe (4 rue de la Mairie 59440 Saint-Hilaire-sur-Helpe).

Le Commissaire-Enquêteur, Monsieur Hubert DERIEUX recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie:

- lundi 24 octobre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 09 h à 12 h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12 h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 13h30 h à 16 h30 ;
- mercredi 16 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12 h ;
- samedi 19 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 9h à 12 h ;
- jeudi 24 novembre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe du 16h à 19 h

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>.

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Madame Ludivine PICKAERT (l.pickaert@noreade.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN.

A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de Haut-lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>.

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

CRÉATIONS/CONSTITUTIONS

Etude de Maître Anne-Sophie DELECROIX
Notaire à DENAIN (Nord), 180 rue de Villers

SCI WROBY

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Anne-Sophie DELECROIX, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée «Anne-Sophie REAL-DELECROIX», titulaire d'un Office Notarial à DENAIN, 180 rue de Villers, le 30 septembre 2022 a été constituée une société civile ayant les caractéristiques suivantes : La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevée, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers. La société est dénommée : SCI WROBY. Le siège social est fixé à : HORNAIN (59171). 2 rue des Campanules. La société est constituée pour une durée de 99 années. Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1.000,00 EUR). Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de l'ascendant ou du descendant d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. Les gérants sont Monsieur Stéphane WROBEL et Madame Gwladys LAO demeurant ensemble à HORNAIN (59171) 2 rue des Campanules. La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de DOUAI.

Pour avis. Le notaire.

R.S.A

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP en date à FLINES LEZ RACHES du 30 septembre 2022, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination : R.S.A - Forme : S.A.S. Capital social : 500 €. Apport en numéraire : 500 €. Siège social : 49 rue Dupire 59448 FLINES LEZ RACHES. Objet : Travaux de bâtiment entretien rénovation pour particuliers et professionnels. Durée : 99 ans. Président : M. DE FREITAS NUNES Richard, né le 21 mars 1989 à Caracas (Venezuela), de nationalité portugaise, demeurant 49 rue Dupire - 59448 FLINES LEZ RACHES. La société sera immatriculée près du Greffe du Tribunal de Commerce de DOUAI.

Le Président.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

AVIS ADMINISTRATIFS

GFP

A la suite d'une enquête des services de la concurrence, consommation et répression des fraudes (CCRF) de la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations d'Eure et Loir, son directeur a prononcé une amende administrative d'un montant de 299.200 € à l'encontre de la société GFP (nouveau NOVEOCARE) pour avoir communiqué et utilisé des numéros surtaxés dans ses relations avec les adhérents des mutuelles dont elle assure la gestion par délégation.

ETAT D'ABANDON MANIFESTE

VILLE DE ROUBAIX

PROCÈS-VERBAL PROVISOIRE DE DÉCLARATION EN ETAT D'ABANDON MANIFESTE

Objet : SUUV VACANTS - 39 RUE LACROIX

Vu les articles L.2243-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ; Vu l'arrêté 2022 A 656 du 16 mars 2022 portant délégation de fonction du Maire aux adjoints et conseillers municipaux délégués ; Vu le courrier d'avertissement en date du 8 juin 2021 ; Vu le PO 059512 21 0048 accordé en date du 9 décembre 2021 ; Nous, Philippe STEPHAN, adjoint au Maire de Roubaix, nous sommes rendus le jeudi 1er septembre 2022 à 15h00 au 39 RUE LACROIX 59100 ROUBAIX afin de constater l'état d'abandon manifeste de l'immeuble sis à cette adresse et cadastré B024. Nous avons constaté que l'immeuble considéré n'abrite aucun occupant et n'est manifestement plus entretenu depuis plusieurs années. Nous avons également fait les constatations suivantes : Fenêtres cassées, manques de gouttes d'eau au premier étage, chéneau en mauvais état provoquant des fuites en façade avant, briques manquantes sur certains encadrements de fenêtres, porte d'accès remplacée par un panneau bois. Ce bien se trouve donc en état d'abandon manifeste. Au vu de nos constatations, les travaux suivants s'avèrent nécessaires et indispensables pour faire cesser l'état d'abandon manifeste : Fenêtre cassée à remplacer, Fenêtres à fixer au premier étage, Chéneau à changer, Briques à intégrer aux encadrements des fenêtres, Porte d'entrée à changer. Le présent procès-verbal sera affiché pendant trois mois à la mairie et sur la propriété concernée. Il sera également publié dans les deux journaux suivants : Nord Éclair, la Voix du Nord. Il sera notifié aux héritiers et titulaires de droits réels connus. A défaut d'identification ou de domiciliation connue de ces personnes, la notification les concernant sera faite à la mairie. A l'issue d'un délai de trois mois à compter de la notification et des mesures de publicité du présent procès-verbal, si les propriétaires n'ont pas fait en sorte ou ne se sont pas engagés à ce que l'état d'abandon cesse, le Maire dressera le procès-verbal définitif d'abandon manifeste de la parcelle et le conseil municipal pourra décider de poursuivre l'expropriation de la parcelle au profit de la Ville, de la MEL, d'un organisme y ayant vocation ou d'un concessionnaire d'une opération d'aménagement visé à l'article L. 3004 du code de l'urbanisme, en vue soit de la construction ou de la réhabilitation aux fins d'habitat, soit de tout objet d'intérêt collectif relevant d'une opération de restauration, de rénovation ou d'aménagement. De quoi nous avons dressé le présent procès-verbal qui a été clos le 7 septembre 2022 à 15h45 et avons signé.

Pour le Maire, L'Adjoint Délégué, Philippe STEPHAN

VILLE DE ROUBAIX

PROCÈS-VERBAL PROVISOIRE DE DÉCLARATION EN ETAT D'ABANDON MANIFESTE

Objet : SUUV VACANTS - 18 RUE REMY COGHE

Vu les articles L.2243-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ; Vu l'arrêté 2022 A 656 du 16 mars 2022 portant délégation de fonction du Maire aux adjoints et conseillers municipaux délégués ; Vu les interventions répétées de la Police nationale et de la Police municipale pour des faits de squats et d'intrusions ; Vu les plaintes répétées des voisins et notamment celle du 7 novembre 2021 adressée au service de lutte contre le logement vacant, Vu le courrier d'avertissement adressé au propriétaire le 21 octobre 2021 en recommandé avec accusé réception resté sans réponse ; Nous, Philippe STEPHAN, conseiller municipal délégué, nous sommes rendus le jeudi 1er septembre 2022 à 14h40 au 18, RUE REMY COGHE 59100 ROUBAIX afin de constater l'état d'abandon manifeste de l'immeuble sis à cette adresse et cadastré LP44. Nous avons constaté que l'immeuble considéré n'abrite aucun occupant et n'est manifestement plus entretenu depuis plusieurs années. Nous avons également fait les constatations suivantes : Fenêtres cassées, manques ou remplacés par des panneaux de bois, dégradation des enduits en façade avant et risque de chute d'éléments sur le domaine public, jardin non-entretenu dont la végétation envahit la propriété voisine. Ce bien se trouve donc en état d'abandon manifeste. Au vu de nos constatations, les travaux suivants s'avèrent nécessaires et indispensables pour faire cesser l'état d'abandon : Remplacement et réparation des menuiseries endommagées ; Remplacement et sécurisation de la porte d'entrée ; Rafistolage des enduits en façade ; Entretien et débroussaillage du jardin. Le présent procès-verbal sera affiché pendant trois mois à la mairie et sur la propriété concernée. Il sera également publié dans les deux journaux suivants : LA VOIX DU NORD et NORD ÉCLAIR. Il sera notifié aux héritiers et titulaires de droits réels connus. A défaut d'identification ou de domiciliation connue de ces personnes, la notification les concernant sera faite à la mairie. A l'issue d'un délai de trois mois à compter de la notification et des mesures de publicité du présent procès-verbal, si les propriétaires n'ont pas fait en sorte ou ne se sont pas engagés à ce que l'état d'abandon cesse, le Maire dressera le procès-verbal définitif d'abandon manifeste de la parcelle et le conseil municipal pourra décider de poursuivre l'expropriation de la parcelle au profit de la Ville, de la MEL, d'un organisme y ayant vocation ou d'un concessionnaire d'une opération d'aménagement visé à l'article L. 3004 du code de l'urbanisme, en vue soit de la construction ou de la réhabilitation aux fins d'habitat, soit de tout objet d'intérêt collectif relevant d'une opération de restauration, de rénovation ou d'aménagement. De quoi nous avons dressé le présent procès-verbal qui a été clos le 7 septembre 2022 à 15h30 et avons signé.

Pour le Maire, L'Adjoint Délégué, Philippe STEPHAN

ENQUÊTES PUBLIQUES

PRÉFECTURES DU PAS-DE-CALAIS ET DU NORD

COMMUNE DE ANNEZIN

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE relatif au plan d'épandage des coquilles d'œufs par la S.A.S LIOT

En exécution du Code de l'Environnement et d'un arrêté inter-préfectoral du 6 septembre 2022, une enquête publique est ouverte, dans la commune de ANNEZIN, pendant 33 jours à partir du 3 octobre 2022, en vue d'être autorisée à régulariser son plan d'épandage des coquilles d'œufs produites par les sites de production sis 453, boulevard de la République - 62232 ANNEZIN. M. Pierpaolo BERNIO, Directeur Opérationnel est chargé du suivi du dossier. Tél : 03 21 64 58 80. Le public pourra prendre connaissance du dossier sur support papier relatif à cette installation, en mairie de ANNEZIN, siège de l'enquête, 453 Place du Général de Gaulle, le lundi au jeudi de 8h30 à 17h30 et de 13h30 à 17h30, le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, le samedi de 8h00 à 12h00, ainsi que du dossier sous format numérique à l'adresse suivante : www.pas-de-calais.gouv.fr/publications-consultation-du-public-enquete-publique-ICPE-autorisation-SASLIOT-ANNEZIN. Ce même dossier peut également être consulté, pendant la durée de l'enquête, en Préfecture du Pas-de-Calais - Service Installations Classées - Rue Ferdinand Buisson - 62020 ARRAS cedex 9, du lundi au vendredi de 9h00 à 17h30 et de 14h00 à 16h00. Une étude d'impact, le résumé non technique et le courrier de la mission régionale d'autorité environnementale sont insérés au dossier d'enquête publique. Un dossier sous format numérique est déposé en mairies de : Pas-de-Calais : Aci, Agnières, Avesnes-le-Comte, Bantelle, Berencourt-le-Carroy, Bourdon, Bussey, Camblain-au-Franch, Capelle-Fermont, Carancy, Cécourt, Dainville, Ecurie, Estrée-Wamin, Fampoux, Fiches, Foncquevillers, Gavrelle, Gonnettem, Hannescamp, Haute-Avesnes, Hinges, Houvin-Houvignoul, Laventie, Magnicourt-en-Comté, Marquion, Mingoval, Monchy-au-Bois, Monchy-Breton, Neuville-Saint-Vaast, Rivière, Rodinourt, Sauchy-Cauchy, Sauchy-Lésardi, Wailly, Wagnelle et Warlus. Nord : Abancourt, Aubers, Aubigny-Bac, Avesnes-le-Bois, Bantigny, Blecourt, Brulles-Marchiennes, Crèvecœur-sur-Escaut, Cuvillers, Ecailon, Esware, Estrun, Fressies, Haynecourt, Hem-Lenglet, Illes, Ivuy, Lesdain, Les-Rues-des-Vignes, Masnières, Naves, Paillecourt, Rallencourt-Sainte-Olle, Ramillies, Roux, Rumilly-en-Cambrésis, Sannoit, Santes, Saramont-Foreville, Somain, Thun-Eveque, Thun-Saint-Martin, Tilloy-les-Cambrai et Wallencourt. Les personnes qui auraient des observations à faire valoir au sujet de cette installation sont invitées soit à les consigner sur le registre ouvert, à cet effet, en mairie de ANNEZIN, siège de l'enquête, du 3 octobre 2022 au 4 novembre 2022 inclus, soit à les transmettre par courrier en mairie de ANNEZIN ou les formuler à M. Didier COURCIN, commissaire-enquêteur, qui sera présent en cette mairie : le jeudi 3 octobre 2022 de 9 h à 12 h le jeudi 13 octobre 2022 de 14 h à 17 h le lundi 17 octobre 2022 de 14 h à 17 h le mercredi 26 octobre 2022 de 9 h à 12 h le vendredi 4 novembre 2022 de 14 h à 17 h Les observations et propositions du public pourront également être formulées, du 3 octobre 2022 au 4 novembre 2022, en se rendant sur les sites internet des services de l'Etat dans les départements du Nord (<https://www.nord.gouv.fr>) et du Pas-de-Calais : <http://www.pas-de-calais.gouv.fr/publications-consultation-du-public-enquete-publique-ICPE-autorisation-SASLIOT-ANNEZIN>. Réagir à cet article. La copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public, pendant un an, en mairie de ANNEZIN, ainsi que dans les mairies précitées. A l'issue de l'enquête publique, les Préfets du Pas-de-Calais et du Nord statueront sur la demande d'autorisation d'exploiter. Les personnes intéressées pourront consulter sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais : www.pas-de-calais.gouv.fr/publications-consultation-du-public-enquete-publique-ICPE-autorisation-SASLIOT-ANNEZIN, les informations relatives à ce projet.



Agence régionale de santé Hauts-de-France

SIDEN-SIAN

Installation des périmètres de protection du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière EUROVIA sur la commune de Dompiere-sur-Helpe

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de Dompiere-sur-Helpe et Saint-Hilaire-sur-Helpe des enquêtes conjointes : enquête d'utilité publique l'installation des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Eurovia à Dompiere-sur-Helpe, enquête parcelaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires précisés. En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcelaire seront déposés en mairie de Dompiere-sur-Helpe et Saint-Hilaire-sur-Helpe du 24 octobre 2022 9h au 24 novembre 2022 19h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 : en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ; sur les sites <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213> (enquête parcelaire), par courriel aux adresses électroniques suivantes : enquete-publique-4210@registre-dematerialise.fr (utilité publique) enquete-publique-4213@registre-dematerialise.fr (enquête parcelaire), par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Dompiere-sur-Helpe (3 Le Village, 59440 Dompiere-sur-Helpe). Le Commissaire-Enquêteur, Madame Laurence CARTELET recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie : Lundi 24 octobre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 9h à 12h ; Samedi 5 novembre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 9h à 12h ; Mercredi 9 novembre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 16h à 19h ; Samedi 19 novembre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 9h à 12h ; Jeudi 24 novembre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 16h à 19h. Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213>. Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Madame Ludvine PICKAERT (lpickaert@nord.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN. A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de Dompiere-sur-Helpe et Saint-Hilaire-sur-Helpe et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213>.



Agence régionale de santé Hauts-de-France

SIDEN-SIAN

Installation des périmètres de protection du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT sur la commune de Haut-Lieu

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe des enquêtes conjointes : enquête d'utilité publique l'installation des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Bocahut à Haut-Lieu, enquête parcelaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires précisés. En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcelaire seront déposés en mairie de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe du 24 octobre 2022 9h au 24 novembre 2022 19h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 : en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ; sur les sites <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> (enquête parcelaire), par courriel aux adresses électroniques suivantes : enquete-publique-4208@registre-dematerialise.fr (utilité publique) enquete-publique-4212@registre-dematerialise.fr (enquête parcelaire), par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe (4 rue de la Mairie 59440 Saint-Hilaire-sur-Helpe). Le Commissaire-Enquêteur, Monsieur Hubert DERIEUX recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie : Lundi 24 octobre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 09 h à 12 h ; mercredi 9 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9 h à 12 h ; mercredi 9 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 13h30 à 18 h30 ; mercredi 16 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9 h à 12 h ; samedi 19 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 9 h à 12 h ; jeudi 24 novembre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 16 h à 19 h. Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>. Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Madame Ludvine PICKAERT (lpickaert@nord.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN. A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>.

COMMENT RÉDIGER UN MESSAGE DE CONDOLÉANCES



Mieux vaut écrire une lettre courte mais attentionnée envers la personne décédée. N'hésitez pas à mentionner les souvenirs partagés avec le défunt. N'ayez pas peur de prendre un ton personnel, intime, mortel le lien qui vous unissait avec la personne décédée. Exprimez les qualités du défunt, mais ne faites ni sa biographie ni son apologie, d'autres s'en chargeront. Si la personne avait une conviction religieuse forte, vous pouvez y faire référence de manière positive, cela peut être ressenti comme un message d'espoir envers la personne disparue.



L'Observateur

AVIS IMPORTANT

Pour le département du Nord, le **tarif 2022** d'insertion des annonces légales est fixé par arrêté du 19 novembre 2021 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 à **0,226 €** par caractère et à des forfaits spécifiques pour les annonces de constitution, de liquidation, de clôture et de procédures collectives.

Constitution

Par acte SSP, il a été constitué une SASU dénommée :

F12L Conseil

Capital : 1.000 €. Siège social : 34 Rue Charlemagne Broutin 59350 ST ANDRE LEZ LILLE. Objet : Conseil et services en systèmes et logiciels informatiques ; Développement, édition et vente de logiciels, de sites web et d'applications web et mobiles. Président : MARISSSEL Fabien 34 Rue Charlemagne Broutin 59350 ST ANDRE LEZ LILLE. Durée : 99 ans. Immatriculation au RCS Lille Métropole. Transmission des actions : cession libre des actions de l'associé unique. Admission aux assemblées et droit de vote : chaque actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

2298732

Par acte SSP, il a été constitué une SASU dénommée :

Dix-Sept-Ares

Capital : 1.000 €. Siège social : 126 rue Marie Curie 59118 WAMBRECHES. Objet : Activité de Géomètre-expert. Président : GOUVEIA-PINA Luis 16 allée Galia 59130 LAMBERSART. Durée : 99 ans. Immatriculation au RCS Lille Métropole. Transmission des actions : cession libre des actions de l'associé unique. Admission aux assemblées et droit de vote : chaque actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

2298729

Pierre POVEDA

AVOCAT

CENTRE PLUS

9 Rue Camille Desmoulins
66000 PERPIGNAN

Dénomination :

BONJORELEC

Forme : Société par action Simplifiée à capital variable. Siège social : SEQUELIN (59320) 2 TER rue de l'Europe. Objet : La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger : le négoce, l'importation et l'exportation, la vente au détail ou en gros de pièces détachées, de fournitures, de produits, matériels et équipements rattachés au domaine de l'électricité et tous autres domaines liés. Capital : 20.000 €. Maximum : 40.000 €. Minimum : 3.000 €. Président sans limitation de durée : Société par actions simplifiée ENERGIE ASSISTANCE INGENIERIE « EASING », au capital de 200.000 €, dont le siège est situé rue Pierre Magnol Mas de la Garrière Sud (66600) RIVESALTES, inscrit au registre du commerce et des sociétés de Perpignan sous le numéro 808 570 790, ayant pour Président M. Robert ABA-DIE, a été nommé président. Durée : 90 années à compter de l'immatriculation de la société au R.C.S. de Lille. Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : Chaque membre de l'assemblée a, sans réserve des exceptions légales, autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Clause restreignant la transmission des actions : Décision collective extraordinaire des actionnaires hors les cas de cession entre actionnaires. La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille.

Pour avis
2299473

Par acte SSP, il a été constitué une EURL dénommée :

C&M IT

Capital : 1.000 €. Siège social : 5, rue de la Gare 59380 STEENE. Objet : Conseil, gestion de projets, administration et formation non réglementée liée aux nouvelles technologies et toutes activités connexes ou liées. Gérant : VANDENBROUCKE Christophe 5, rue de la Gare 59380 STEENE. Durée : 99 ans. Immatriculation au RCS Dunkerque.

2298731

Dissolutions

SOCIETE CIVILE JACQFI

Société Civile au capital de 299.700 €
Siège social : 32-1 Pavé des Bois Blancs
59910 BONDUES
330 792 581 RCS Lille Métropole

Aux termes de l'AGE en date du 31/08/2022, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/08/2022 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel. A été nommé liquidateur M. PROUVOST Jacques demeurant 32 D Pavé des Bois Blancs 59910 BONDUES. Le siège de la liquidation est au siège social, adresse où doit être envoyée la correspondance. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de commerce de Lille Métropole.

2299299

ANKRE

SAS au capital de 1 500 €
Siège social : 34 rue de Lille
59890 QUESNOY-SUR-DEULE
890 975 618 RCS Lille-Métropole

L'AGE du 30/06/2022 a décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé liquidatrice Mme MILLOT Pauline, demeurant 34 rue de Lille 59890 QUESNOY-SUR-DEULE, et fixé le siège de liquidation au siège social.

Mention au RCS de Lille-Métropole.
2299431

Avis divers

THERET & ASSOCIES
SOCIETE D'AVOCATS

THERET & ASSOCIES
12 place Saint-Hubert
59000 LILLE

IDINAA

Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée au capital de 97.079,53 €
Siège social : Centre Routier de Transport (CRT) - 5 Rue Louis Blanc
59760 GRANDE SYNTHÉ
391 862 315 RCS Dunkerque

Par décisions du 16/09/2022, l'associé unique, statuant conformément à l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la Société.

2299432

Rectificatif à la parution du 02/09/2022 dans L'Observateur de l'Avesnois pour la société SAS EDITIONS ANTHONY STRAUB. Il fallait dire : Dénomination sociale : EDITIONS ANTHONY STRAUB.

2298753

Annonces administratives



AVIS DE PUBLICITE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD - Président du Département du Nord - Hôtel du Département - 51 rue Gustave DELORY - 59047 LILLE - Cedex - SIRET 22590001801244 L'avis implique l'établissement d'un Accord-Cadre.

Durée : 12 mois

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Type de pouvoir adjudicateur : Collectivité territoriale

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Services généraux des administrations publiques : Le marché ne fait pas l'objet d'une procédure conjointe.

Objet : Acquisition, réparation et fourniture de pièces détachées pour la mise en oeuvre de compteurs pour le Département du Nord

Référence : 20222046

Type de marché : fournitures

Mode : Procédure ouverte

Code NUTS : FRE11

Lieu principal de livraison : Territoire du Département du Nord - 59000 Département du Nord

Durée : 12 mois

Description : Accord cadres à bons de commande et à marchés subséquents pour l'acquisition, la réparation, la fourniture de pièces détachées et la formation pour la mise en oeuvre de compteurs dédiés aux cyclistes, piétons et cavaliers sur le Département du Nord

Code CPV principal : 38500000 - Appareils de contrôle et d'essai

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : Oui

Forme : Division en lots : Non

Les variantes sont refusées

Options : Oui

Les opérateurs économiques sont informés que le pouvoir adjudicateur pourra passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour des prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché public, en application de l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique, si les conditions sont remplies.

Reconductions : Oui

La consultation comporte 3 reconductions(s)

Conditions relatives au contrat

Autres conditions : Conditions particulières d'exécution : Non

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Marché réservé : Non

Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché :

Non

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

35 % : Valeur technique

5 % : Valeur environnementale et sociale

60 % : Prix

Renseignements : Correspondre avec l'Acheteur

Documents : Dossier de Consultation des Entreprises

Offres : Remise des offres le 31/10/22 à 16 h 30 au plus tard.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée : l'euro.

Validité des offres : 6 mois, à compter de la date limite de réception des offres.

Modalités d'ouverture des offres : Date : le 01/11/22 à 08 h 00 - Lieu : LILLE

Dépôt : Déposer un pli dématérialisé

Cette consultation bénéficie du Service DUME

Renseignements complémentaires :

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Appel d'offres ouvert (article R2124-21° - Code de la commande publique) passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents (articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique)

- Téléchargement des documents de la consultation par un opérateur économique : <http://www.lenord.fr/> à la mention "Marchés publics" ou directement sur <https://www.marchés-publics.info/> sur la procédure correspondante ;

- Modalités de remise des plis : cf article 3 du RC ;

- Modalités de sélections des candidatures : cf article 4 du RC ;

- Sous-critères de jugement des offres et modalités d'analyse des offres : cf article 4 du RC ;

- Les prestations démarrent à la notification du présent marché ;

- Modalités essentielles de financement : ressources propres de la collectivité, au titre de son budget de fonctionnement ;

- Les réponses au marché se font par voie électronique uniquement ;

- La valeur estimée est indiquée à titre purement indicatif ;

- Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture des plis : La date et le lieu sont donnés à titre indicatif. La séance d'ouverture n'est pas publique ;

- Code d'identification national : 22590001801244

Marché périodique : Non

Fonds : Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : Non

Adresse à laquelle les renseignements complémentaires peuvent être obtenus : Conseil Départemental du Nord - 51 rue Gustave Delory - 59047 LILLE - pap-travaux@lenord.fr

Recours

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Lille - 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 - 59014 LILLE Cedex - Tél : 03.59.54.23.42 - Fax : 03.59.54.24.45 - greffe.ta-lille@juradm.fr - <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

« Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;

- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;

- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 «Tarn et Garonne», dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat. »

Envoi le 30/09/22 à la publication.

2299286

PRÉFET
DU NORDLiberté
Égalité
Fraternité

Agence régionale de santé

Hauts-de-France

SIDEN-SIAN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETES

Installation des périmètres de protection du point de prélèvement des eaux de l'exhaure
issue de la carrière BOCAHUT sur la commune de HAUT-LIEU

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de HAUT-LIEU, SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE et AVESNES-SUR-HELPE des enquêtes conjointes :

- enquête d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Bocahut à HAUT-LIEU, - enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires précités. En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcellaire seront déposés en mairie de HAUT-LIEU, SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE et AVESNES-SUR-HELPE du 24 octobre 2022 à 9 h au 24 novembre 2022 19 h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 :

- en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ;

- sur les sites <https://www.registre-dematerialisee.fr/4208> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialisee.fr/4212> (enquête parcellaire),

- par courriel aux adresses électroniques suivantes :

enquete-publique-4208@registre-dematerialisee.fr (utilité publique)

enquete-publique-4212@registre-dematerialisee.fr (enquête parcellaire),

- par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Saint Hilaire-sur-Helpe (4 rue de la Mairie 59440 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE).

Le Commissaire-Enquêteur, M. Hubert DERIEUX recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie :

- lundi 24 octobre 2022 en mairie de SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE de 09 h à 12 h ;

- mercredi 9 novembre 2022 en mairie de HAUT-LIEU de 9 h à 12 h ;

- mercredi 9 novembre 2022 en mairie d'AVESNES-SUR-HELPE de 13 h 30 à 16 h 30 ;

- mercredi 16 novembre 2022 en mairie de HAUT-LIEU de 9 h à 12 h ;

- samedi 19 novembre 2022 en mairie d'AVESNES-SUR-HELPE de 9 h à 12 h ;

- jeudi 24 novembre 2022 en mairie de SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE de 16 h à 19 h

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialisee.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialisee.fr/4212>.

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Mme Ludvine PICKAERT (l.pickaert@nored.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN.

A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de HAUT-LIEU, SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE et AVESNES-SUR-HELPE et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialisee.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialisee.fr/4212>.

2299427

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS

CRÉATIONS/CONSTITUTIONS

MT GESTION

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
Siège social : 20 RUE DE LA CHAPELLE - 59840 LOMPRET

Aux termes d'un acte sous signature privée à LOMPRET en date du 17 OCTOBRE 2022, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société à responsabilité limitée. Dénomination sociale : MT GESTION. Siège social : 20 RUE DE LA CHAPELLE, 59840 LOMPRET. Objet social : L'aide, l'assistance et le soutien aux entreprises à l'exception de l'exercice des activités régies par des professions réglementées. Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. Capital social : 1 000 euros. Gérance : Madame Marie-Marthe TALLIEU, demeurant 20 RUE DE LA CHAPELLE 59840 LOMPRET, assure la gérance. Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de LILLE METROPOLE.

MODIFICATIONS/FUSIONS/ABSORPTIONS

LA MONDIALE RETRAITE SUPPLEMENTAIRE

SA au capital de 100 000 €
Siège social : 59370 MONS EN BAROEUL

32 avenue Emile Zola
903 475 515 RCS Lille Métropole
(société bénéficiaire)

LA MONDIALE

Société d'assurance mutuelle
Siège social : 59370 MONS EN BAROEUL - 32 avenue Emile Zola
775 625 635 RCS Lille Métropole

Aux termes de l'Assemblée Générale Mixte en date du 10.05.2022 et du Conseil d'Administration en date du 12.10.2022, après avoir pris connaissance du traité d'apport partiel d'actif en date du 29.03.2022, prévoyant l'apport de la branche d'activité complète et autonome « activité RPS » de la société LA MONDIALE au profit de la société LA MONDIALE RETRAITE SUPPLEMENTAIRE, et des rapports du Conseil et des Commissaires aux comptes, a :

- approuvé le traité d'apport partiel d'actif dans toutes ses stipulations et constate la réalisation des conditions suspensives
- décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 249.000 Euros pour le porter à 250.000 Euros
- décidé de modifier l'objet social qui devient : « Pratique des opérations d'assurance, de co-assurance et de réassurance couvrant les engagements de retraite professionnelle, ainsi que l'exercice d'activités qui en découlent, notamment la couverture de garanties complémentaires »
- constate que l'apport partiel d'actif et l'augmentation de capital qui en résulte sont définitivement réalisés.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.
Le dépôt légal sera effectué au RCS de Lille Métropole

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES



Agence régionale de santé
Hauts-de-France

SIDEN-SIAN

Installation des périmètres de protection du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière EUROVIA sur la commune de Dompiere-sur-Helpe

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTES

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de Dompiere-sur-Helpe et Saint-Hilaire-sur-Helpe des enquêtes conjointes :

- enquête d'utilité publique l'installation des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Eurovia à Dompiere-sur-Helpe,
- enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires prévus.

En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcellaire seront déposés en mairie de Dompiere-sur-Helpe et Saint-Hilaire-sur-Helpe du 24 octobre 2022 9h au 24 novembre 2022 19h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 :

- en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ;
- sur les sites <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213> (enquête parcellaire),
- par courriel aux adresses électroniques suivantes : enquete-publique-4210@registre-dematerialise.fr (utilité publique) enquete-publique-4213@registre-dematerialise.fr (enquête parcellaire),
- par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Dompiere-sur-Helpe (3 Le Village, 59440 Dompiere-sur-Helpe).

Le Commissaire-Enquêteur, Madame Laurence CARTELET recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie :

- Lundi 24 octobre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 9h à 12h ;
- Samedi 5 novembre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 9h à 12h ;
- Mercredi 9 novembre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 16h à 19h ;
- Samedi 19 novembre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 9h à 12h ;
- Jeudi 24 novembre 2022 en mairie de Dompiere-sur-Helpe de 16h à 19h.

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213>.
Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Madame Ludvine PICKAERT (lpickaert@nord.gouv.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN.
A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de Dompiere-sur-Helpe et Saint-Hilaire-sur-Helpe et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213>.



Agence régionale de santé
Hauts-de-France

SIDEN-SIAN

Installation des périmètres de protection du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT sur la commune de Haut-Lieu

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTES

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe des enquêtes conjointes :

- enquête d'utilité publique l'installation des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Bocahut à Haut-Lieu,
- enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires prévus.

En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcellaire seront déposés en mairie de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe du 24 octobre 2022 9h au 24 novembre 2022 19h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 :

- en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ;
- sur les sites <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> (enquête parcellaire),
- par courriel aux adresses électroniques suivantes : enquete-publique-4208@registre-dematerialise.fr (utilité publique) enquete-publique-4212@registre-dematerialise.fr (enquête parcellaire),
- par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe (4 rue de la Mairie 59440 Saint-Hilaire-sur-Helpe).

Le Commissaire-Enquêteur, Monsieur Hubert DERIEUX recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie :

- lundi 24 octobre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 09h à 12h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 13h30 à 16h30 ;
- mercredi 16 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12h ;
- samedi 19 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 9h à 12h ;
- jeudi 24 novembre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 16h à 19h

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>.
Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Madame Ludvine PICKAERT (lpickaert@nord.gouv.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN.
A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de Haut-Lieu, Saint-Hilaire-sur-Helpe et Avesnes-sur-Helpe et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>.

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des Installations Classées, de l'Utilité Publique
et de l'Environnement
Section des Installations Classées

Commune de BREBIERES

Enregistrement pour l'exploitation
d'un ENTREPÔT LOGISTIQUE

Société AMBROISE BOUVIER TRANSPORTS

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

La société AMBROISE BOUVIER TRANSPORTS dont le siège social est situé RN 12, Lieu dit Magdalous (59500) Saint-PIERRE-DES-LANDES, a déposé une demande d'enregistrement en vue d'exploiter un entrepôt logistique sur le site s ZAC du Parc des Bâillères, SUR LA COMMUNE DE BREBIERES.

Conformément au Code de l'Environnement, cette demande est soumise à consultation du public dont la période fixe par arrêté préfectoral du 17 octobre 2022.

Le dossier est consultable en mairie de BREBIERES, commune d'implantation du projet, du 14 novembre 2022 au 12 décembre 2022 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture de celle-ci (le lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h15 à 12h00 et de 13h30 à 17h15, et le jeudi de 13h30 à 17h15), ou un registre est ouvert pour recueillir les éventuelles observations du public.

Les personnes intéressées peuvent également adresser toute remarque par courrier à la Préfecture du Pas-de-Calais - Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial - Bureau des Installations Classées, de l'Utilité Publique et de l'Environnement, ou le cas échéant, par voie électronique avant la fin du délai de consultation du public à l'adresse suivante : pref-consultation-public@pas-de-calais.gouv.fr.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement est le Préfet du Pas-de-Calais. L'installation peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires ou d'un arrêté préfectoral de refus.

AVIS ADMINISTRATIFS

Commune de Wavrechain sous Faulx

INFORMATION MUNICIPALE

Le Maire de Wavrechain sous Faulx (59111) adresse qu'une procédure de reprise des tombes en déshérence est engagée au cimetière communal depuis 2018.

La liste des tombes concernées est consultable au cimetière et à l'officette Mairie.

Les familles, concernées, disposaient de 40 mois pour réaliser les travaux de réfection et pour faire valider leurs suffrages.

Le Mercredi 30 Novembre 2022 à 08 heures, 30
au cimetière de Wavrechain sous Faulx,

Il sera procédé au constat de l'état matériel des tombes concernées, déterminant ainsi l'abandon définitif ou la réhabilitation des tombes en procédure. Les familles concernées, sont invitées à participer à cette réunion où il sera évoqué l'historique de la procédure ainsi que le devenir des tombes abandonnées et le calendrier de reprise.

MARCHÉS PUBLICS

DIVERS



Sia Habitat

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MARCHÉ DE TRAVAIL

Pouvoir Adjudicateur :
Sia Habitat, SA d'IHLM à Conseil d'Administration, au capital social de 1 835 808 euros, dont le siège social est situé 67 avenue des Potiers CS 80649 59506 Douai Cedex, enregistrée au RCS de Douai sous le numéro 8045 550 258 et représentée par Madame Amélie DEBRABANDERE, Directrice Générale.

Objet : 2R2021123 - Marché de travaux de démolition, viabilisation et construction destinés à la réalisation de 39 logements collectifs et de 6 logements individuels localisés à SAINT AMAND LES EAUX, Rues Barbusse et des Murs.

La présente procédure a été déclarée sans suite par le pouvoir adjudicateur. Cette dernière est annulée et remplacée par la procédure 3R2021123.

Date d'envoi à la publication du présent avis de publication : le 24/10/2022

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

PROCÉDURES ADAPTÉES DE + 90 000 EUROS



Sia Habitat

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MARCHÉ DE TRAVAIL

Pouvoir Adjudicateur :
Sia Habitat, SA d'IHLM à Conseil d'Administration, au capital social de 1 835 808 euros, dont le siège social est situé 67 avenue des Potiers CS 80649 59506 Douai Cedex, enregistrée au RCS de Douai sous le numéro 8045 550 258 et représentée par Madame Amélie DEBRABANDERE, Directrice Générale.

Objet : Marché de travaux de démolition, viabilisation et construction destinés à la réalisation de 39 logements collectifs et de 6 logements individuels localisés à SAINT AMAND LES EAUX, Rues Barbusse et des Murs. RECONSULTATION SUITE A CLASSEMENT SANS SUITE.

Procédure de passation : Procédure adaptée avec négociation telle que visée par les dispositions des articles L2123-1 et R2123-4 du Code de la Commande Publique.

NB : Dans le cadre du présent marché, le candidat s'engage à réaliser une action d'insertion par l'activité économique (voir sur ce point les articles 3 du règlement de consultation, 1.5 du CCAP et l'acte d'engagement).

Référence de la consultation : 3R2021123

Alotissement : Les travaux relatifs à l'opération sont composés de 14 lots comme suit :

1. Gros œuvre / Dégagement,
2. charpente,
3. couverture étanchéité,
4. menuiseries extérieures,
5. menuiseries intérieures,
6. métallerie-serrurerie,
7. plâtrerie,
8. carrelage,
9. électricité,
10. plomberie-ventilation-chauffage,
11. peinture-sols souples,
12. ascenseur,
13. VRD-Espaces verts.

Renseignements et justificatifs à produire : La liste des pièces exigibles est fixée au Règlement de Consultation.

Critères de jugement des offres et pondération :

- Prix - 70%
- Valeur technique - 30%

Les critères de jugement des offres sont précisés au règlement de consultation.

Modalité d'obtention du dossier de consultation :
Les dossiers sont directement accessibles sur le site : <http://www.marches-publics.info/viv/index.cfm?IDS=4145>.

Date limite de réception des offres : le 10 novembre 2022 à 12h00

Renseignements complémentaires : Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront obligatoirement transmettre 10 jours avant la date limite de remise des offres, leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur de Sia Habitat.

Instance chargée des procédures de recours : TJ de Lille - 13 avenue du peuple belge - 59034 LILLE.

Date d'envoi à la publication du présent avis de publication : le 24/10/2022

Flandre Opale Habitat

Groupe ActionLogement

AVIS DE CONSULTATION

Maître d'ouvrage : FLANDRE OPALE HABITAT, 51 rue Poincaré, BP 5273, 59379 DUNKERQUE CEDEX 1

PROCÉDURE DE PASSATION : Procédure Adaptée (Article L 2123-1 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018) avec faculté d'engager des négociations avec les candidats.

Objet : HP 1632 - BRUYAL LA BUSSIÈRE - DESAMANTAGE ET DEMOLITION DE 91 LOGEMENTS COLLECTIFS

Au lieu de lire :

Date de réception des offres : 04 NOVEMBRE 2022 à 12 Heures

Lire :

Date de réception des offres : 18 NOVEMBRE 2022 à 12 Heures

Date d'envoi à la publication : 24 OCTOBRE 2022

Clôture de liquidation

SCI KINE B C G F

SCI au capital de 400 €
Siège social et de liquidation :
133 Rue du Galibot
59450 SIN LE NOBLE
525 259 479 RCS Douai

Aux termes du PV d'AGO du 06/10/2022, il résulte que les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus aux Liquidateurs M. Sébastien BATAILLE, Mme Marion GLOWACZ, M. Julien COMPERE, Mme Virginie FASQUEL, déchargés ces derniers de leurs mandats et prononcé la clôture des opérations de liquidation sur la base du bilan de liquidation qui clôture au 31/08/2022. Comptes de liquidation déposés au Greffe TC Douai.

Pour avis
22101061

"SOCIETE CIVILE DE MOYENS POINTURIER-VION"

SCM en liquidation au capital de 800 €
Siège social : 2 rue des Coulons
59200 TOURCOING
490 690 773 RCS Lille-Métropole

L'AGO des associés du 31/12/2021, après avoir entendu le rapport de la Liquidatrice, a approuvé les comptes de liquidation au 31/12/2021, donné quitus à la Liquidatrice et l'a déchargée de son mandat, et a prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2021. Mention faite au RCS de Lille-Métropole.

22100705

Avis relatif aux personnes

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Mohamed TASSI, Notaire titulaire d'un Office Notarial à MAUBEUGE, 2, rue du 145ème RI, CRPCEN 59305, le 20 janvier 2022, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la Séparation de biens pure et simple entre : M. Haltham AL SAIED, gérant, et Mme Mona SALEM, assistante comptable, demeurant ensemble à RONCHIN (59790) 28 rue Alfred de Musset Apt 11. Monsieur est né à TUNIS (TUNISIE) le 18 août 1986, Madame est née à LILLE (59000) le 7 juin 1993. Mariés à la mairie de FACHES-THUMESNIL (59155) le 12 juin 2015 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. Monsieur est de nationalité tunisienne. Madame est de nationalité Française. Résidents au sens de la réglementation fiscale. Les oppositions des créanciers à ce changement de régime matrimonial, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion, Le notaire
22101077

Annonces administratives



Hauts-de-France

INFORMATION SUR UN AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

REGION HAUTS-DE-FRANCE - 151 avenue Hoover - 59555 LILLE
Procédure adaptée
Objet : Installation et exploitation de distributeurs automatiques de boissons et de denrées (sites principaux : LILLE et AMIENS)
L'avis et le dossier de consultation sont téléchargeables sur le profil acheteur à l'adresse : <https://www.hautsdefrance.fr/marches-publics-appels-d-offres/>
Date limite de réception des offres : 16/11/2022 à 16 h.
Avis BOAMP n° 22-138065 paru le 14/10/2022.

22100867



PRÉFET DU NORD

Liberté
Egalité
Fraternité

Agence régionale de santé
Hauts-de-France
SIDEN-SIAN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETES

Installation des périmètres de protection du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière BOCAHUT sur la commune de HAUT-LIEU

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de HAUT-LIEU, SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE et AVESNES-SUR-HELPE des enquêtes conjointes :

- enquête d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Bocahut à HAUT-LIEU,
- enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires précités, En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcellaire seront déposés en mairie de HAUT-LIEU, SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE et AVESNES-SUR-HELPE du 24 octobre 2022 9 h au 24 novembre 2022 19 h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 :

- en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ;
- sur les sites <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> (enquête parcellaire),
- par courriel aux adresses électroniques suivantes : enquete-publique-4208@registre-dematerialise.fr (utilité publique) enquete-publique-4212@registre-dematerialise.fr (enquête parcellaire),
- par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Saint Hilaire-sur-Helpe (4 rue de la Mairie 59440 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE).

Le Commissaire-Enquêteur, M. Hubert DERIEUX recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie :

- lundi 24 octobre 2022 en mairie de SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE de 9 h à 12 h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie de HAUT-LIEU de 9 h à 12 h ;
- mercredi 9 novembre 2022 en mairie d'AVESNES-SUR-HELPE de 13 h 30 h à 16 h 30 ;
- mercredi 16 novembre 2022 en mairie de HAUT-LIEU de 9 h à 12 h ;
- samedi 19 novembre 2022 en mairie d'AVESNES-SUR-HELPE de 9 h à 12 h ;
- jeudi 24 novembre 2022 en mairie de SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE de 16 h à 19 h

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>. Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Mme Ludvine PICKAERT (l.pickaert@nord.gouv.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN.

A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de HAUT-LIEU, SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE et AVESNES-SUR-HELPE et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212>.

22100703



PRÉFET DU NORD

Liberté
Egalité
Fraternité

Agence régionale de santé
Hauts-de-France
SIDEN-SIAN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETES

Installation des périmètres de protection du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière EUROVIA sur la commune de DOMPIERRE-SUR-HELPE

En application de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022, sont ouvertes en mairie de DOMPIERRE-SUR-HELPE et SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE des enquêtes conjointes :

- enquête d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection autour du point de prélèvement des eaux de l'exhaure issue de la carrière Eurovia à DOMPIERRE-SUR-HELPE,
- enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles à grever de servitudes ou à exproprier et concernés par les périmètres de protection réglementaires précités, En conséquence, des dossiers d'enquête d'utilité publique et d'enquête parcellaire seront déposés en mairie de DOMPIERRE-SUR-HELPE et SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE du 24 octobre 2022 9 h au 24 novembre 2022 19 h inclus, pour l'information des habitants et autres intéressés qui pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet avant le 24 novembre 2022 :

- en mairie aux jours et heures habituels d'ouvertures ;
- sur les sites <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213> (enquête parcellaire),
- par courriel aux adresses électroniques suivantes : enquete-publique-4210@registre-dematerialise.fr (utilité publique) enquete-publique-4213@registre-dematerialise.fr (enquête parcellaire),
- par lettre au Commissaire-Enquêteur en mairie de Dompiere-sur-Helpe (3 Le Village, 59440 DOMPIERRE-SUR-HELPE).

Le Commissaire-Enquêteur, Mme Laurence CARTELET recevra, par ailleurs, les déclarations des intéressés en mairie :

- Lundi 24 octobre 2022 en mairie de DOMPIERRE-SUR-HELPE de 9 h à 12 h ;
- Samedi 5 novembre 2022 en mairie de SAINT HILAIRE SUR HELPE de 9 h à 12 h ;
- Mercredi 9 novembre 2022 en mairie de DOMPIERRE-SUR-HELPE de 16 h à 19 h ;
- Samedi 19 novembre 2022 en mairie de DOMPIERRE-SUR-HELPE de 9 h à 12 h ;
- Jeudi 24 novembre 2022 en mairie de DOMPIERRE-SUR-HELPE de 16 h à 19 h.

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet (www.nord.gouv.fr) des services de l'Etat du Nord et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213>. Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Mme Ludvine PICKAERT (l.pickaert@nord.gouv.fr) interlocutrice de ce dossier au SIDEN SIAN.

A l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public, en mairies de DOMPIERRE-SUR-HELPE et SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE et mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) et sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/4210> et <https://www.registre-dematerialise.fr/4213>.

22100702

LE SAVIEZ-VOUS ?

Ventes, cessions d'entreprises
et fonds de commerce.
Actulegales.fr publie chaque
jour les meilleures opportunités.

Actulegales.fr, avec votre journal

Actulegales.fr

Tous les jours, toutes les annonces légales entreprises

Association de la presse pour la transparence économique (APTE) avec le concours d'

Infolegale
& marketing

**ATTESTATION DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ
ET D’AFFICHAGE PAR LE MAIRE**

**PROJET D’INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT DE
PRELEVEMENT DES EAUX DE L’EXHAURE ISSUE DE LA CARRIERE
BOCAHUT SUR LA COMMUNE DE HAUT-LIEU**

ATTESTATION

Je soussigné, *Benoît Boudjema*

Maire de *Adjoint au Maire d'Avesnes / Helpe*

Certifie :

- Avoir reçu le courrier de l'ARS en date du 4 octobre 2022 ayant pour objet :
« enquêtes publiques relatives au projet de valorisation des eaux de l'exhaure issue de la
carrière Bocahut destinée à la consommation humaine du Siden-Sian sur le territoire de la
commune de Haut Lieu » ;

- Que l'avis d'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire
sur le projet susvisé a été publié et affiché à la mairie de *Avesnes sur Helpe*.

- le *7/10/2022*

et restera affiché pendant la durée des enquêtes.

Fait à *Avesnes / Helpe*

Le...*7/10/2022*...

Le Maire

Pour le Maire empêché,
L'Adjoint délégué

Mairie (Nord)
Avesnes-sur-Helpe
Benoît BOUDJEMA

8.1



Agence régionale de santé
Hauts-de-France

**ATTESTATION DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ
ET D’AFFICHAGE PAR LE MAIRE**

**PROJET D’INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT DE
PRELEVEMENT DES EAUX DE L’EXHAURE ISSUE DE LA CARRIERE
BOCAHUT SUR LA COMMUNE DE HAUT-LIEU**

ATTESTATION

Je soussigné, *Nicolas Degen*,

Maire de *Saint Hilaire sur Helpe*

Certifie :

- Avoir reçu le courrier de l’ARS en date du 4 octobre 2022 ayant pour objet :
« enquêtes publiques relatives au projet de valorisation des eaux de l’exhaure issue de la
carrière Bocahut destinée à la consommation humaine du Siden-Sian sur le territoire de la
commune de Haut Lieu » ;

- Que l’avis d’ouverture des enquêtes conjointes d’utilité publique et parcellaire
sur le projet susvisé a été publié et affiché à la mairie de *Saint Hilaire sur Helpe*

- le *07 10 2022*

et restera affiché pendant la durée des enquêtes.

Fait à *St Hilaire sur Helpe*

Le *07 10 2022*

Le Maire



ATTESTATION DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ
ET D’AFFICHAGE PAR LE MAIRE

PROJET D’INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT DE
PRELEVEMENT DES EAUX DE L’EXHAURE ISSUE DE LA CARRIERE
BOCAHUT SUR LA COMMUNE DE HAUT-LIEU

ATTESTATION

Je soussigné, *Hervé CUISSET*

Maire de *HAUT-LIEU*

Certifie :

- Avoir reçu le courrier de l’ARS en date du 4 octobre 2022 ayant pour objet :
« enquêtes publiques relatives au projet de valorisation des eaux de l’exhaure issue de la
carrière Bocahut destinée à la consommation humaine du Siden-Sian sur le territoire de la
commune de Haut Lieu » ;

- Que l’avis d’ouverture des enquêtes conjointes d’utilité publique et parcellaire
sur le projet susvisé a été publié et affiché à la mairie de

- le - 7 OCT. 2022

et restera affiché pendant la durée des enquêtes.

Fait à *Haut-lieu*

Le *12 OCT. 2022*

Le Maire





Lettre recommandée avec A.R.

Wasquehal, le 06 Octobre 2022

OBJET / Projet de valorisation des eaux de l'exhaure issue de l'exploitation de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN SIAN sur le territoire de la commune de HAUT-LIEU - Notification de l'ouverture de l'enquête publique conjointe.

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article L 1321-2 du code de la Santé Publique et par délibération du Conseil d'Administration en date du 9 juillet 2020, le SIDEN-SIAN a demandé à Monsieur le Préfet du Nord, l'instauration des périmètres de protection autour du point de prélèvement d'eau, situé à HAUT-LIEU et destiné à la consommation humaine en vue d'assurer la préservation de sa qualité.

Sur la base d'une expertise hydrogéologique, des périmètres de protection immédiate et de protection rapprochée ont été définis.

Votre (Vos) parcelle(s) listée(s) en pièce jointe située(s) en **Périmètre de Protection Rapprochée**, fera (feront) l'objet de servitudes, d'interdictions ou de réglementations comme usuellement au sein des périmètres de protection de captages afin de protéger la qualité de l'eau potable.

Ces périmètres font l'objet d'une procédure conjointe d'enquêtes d'utilité publique et d'enquête parcellaire.

C'est pourquoi, j'ai l'honneur de vous informer que ces enquêtes, prescrites par arrêté préfectoral en date du 12 septembre 2022, **seront ouvertes du 24 octobre au 24 novembre 2022 inclus**, en mairies de d'AVESNES-SUR-HELPE, HAUT-LIEU et SAINT HILAIRE SUR HELPE, aux jours et heures habituels d'ouverture. Vous pourrez y consulter les dossiers pendant la durée de l'enquête, et consigner vos éventuelles observations sur les registres déposés en mairie ou les adresser, par lettre, au Commissaire Enquêteur en mairies de d'AVESNES-SUR-HELPE, HAUT-LIEU et SAINT HILAIRE SUR HELPE avant le 24 novembre 2022.

Pendant la durée de l'enquête publique, un site Internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auquel le public peut transmettre ses observations et propositions directement est ouvert à l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/4208> (utilité publique)
et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> (enquête parcellaire)

Les observations pourront également être transmises via l'adresse courriel suivante :

enquete-publique-4208@registre-dematerialise.fr (utilité publique)
et enquete-publique-4212@registre-dematerialise.fr (enquête parcellaire)

Les observations transmises par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé et donc visibles par tous.

Vous trouverez ci-joint, l'arrêté d'ouverture d'enquête ainsi que le plan de localisation des périmètres de protection prévus par l'hydrogéologue agréé.

Monsieur Hubert DERIEUX, désigné en qualité de Commissaire Enquêteur, recevra en personne les observations du public :

- Lundi 24 octobre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe de 09 h à 12 h ;
- Mercredi 9 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12 h ;
- Mercredi 9 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 13h30 h à 16h30 ;
- Mercredi 16 novembre 2022 en mairie de Haut-Lieu de 9h à 12 h ;
- Samedi 19 novembre 2022 en mairie d'Avesnes-sur-Helpe de 9h à 12 h ;
- Jeudi 24 novembre 2022 en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe du 16h à 19 h.

De plus, en l'application des articles L.311-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

« Article L311-1 : En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Article L311-2 : Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Article L311-3 : Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L. 311-1 et L. 311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnité. ».

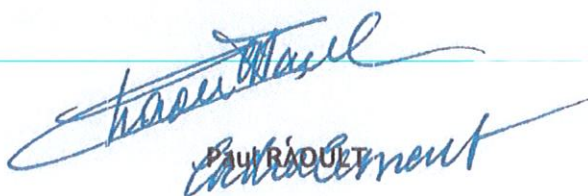


Les propriétaires intéressés sont tenus de fournir toutes indications utiles relatives à leur identité ou à défaut de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels ou de leurs ayant-droits, de bien vouloir remplir le questionnaire ci-joint et de le retourner à l'adresse ci-dessous :

NOREADE
Service ressource en eau
23, avenue de la Marne
BP101
59443 WASQUEHAL CEDEX

Ces renseignements sont indispensables pour l'établissement de l'état parcellaire.
Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président du SIDEN-SIAN



Paul RAOULT

- P.J. :
- Votre parcellaire concerné
 - Questionnaire sur l'identité du propriétaire, à compléter et à retourner,
 - Arrêté d'ouverture d'enquête,
 - Plan de localisation des périmètres de protection.

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE PARCELLAIRE

Commune :

N° à l'état parcellaire :

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Nature _____

Situation COMMUNE :

Rue _____

Lieudit (1) :

Abornement : tenant à _____

Contenance (pour les terrains):

Référence au cadastre : Section N°

(2) _____

Lot n° (4) _____ Quote-part dans la propriété du sol afférente à ce lot _____

Origine de propriété (2) (Acte de vente, testament, jugement, etc ...) : _____

en date du _____

publié (transcrit) le _____

QUESTIONNAIRE RELATIF A L'IDENTITE DU PROPRIETAIRE

Faisant suite à la notification du _____ le (les) soussigné(s) déclare (nt) :

1° Etre (Ne pas être) (4) le propriétaire de l'immeuble ci-dessus désigné ;

2° Connaître (Ne pas connaître) (4) le propriétaire dudit immeuble (5) ;

3° Certifier l'exactitude des renseignements qui sont fournis ci-après.

Fait à _____ le _____
(Signature)

*Avez-vous pensé à
remplir
le verso de cette feuille*

(1) Si l'immeuble n'est pas situé dans une partie agglomérée d'une Commune urbaine

(2) A compléter si possible

(3) Lorsqu'il s'agit d'une "fraction d'immeuble" (par exemple : immeuble en copropriété verticale ou horizontale)

(4) Rayer les mentions inutiles

(5) Lorsque le déclarant n'est pas propriétaire, il doit néanmoins remplir le questionnaire, fut-ce partiellement en formulant toutes réserves.

IDENTITE DU PROPRIETAIRE - DU TITULAIRE DU DROIT (5)

A - PERSONNE PHYSIQUE

Nom et prénoms (7) _____

Situation de famille : célibataire - marié - veuf - divorcé - remarié (5)

Date et lieu de naissance : _____

Nom du conjoint (8) _____

L'immeuble est-il un bien de communauté ? OUI NON (5)

Domicile (Commune, rue, n°, lieudit) _____

Profession : _____

Représenté par (9) _____

Si l'immeuble est un bien indivis : Préciser les nom et adresse des indivisaires : _____

B - PERSONNE MORALE (5) (Société, Association, Syndicat, Autre personne morale) (5)

Dénomination

Siège : _____

Forme juridique (pour les Sociétés) _____

N° d'immatriculation au registre du Commerce (pour les Sociétés commerciales) _____

Date et lieu de déclaration (pour les associations) _____

Date et lieu de dépôt des statuts (pour les syndicats) _____

Représenté par (noms, prénoms, qualité et pouvoir du mandataire) _____

(5) Rayer les mentions inutiles

(7) Dans l'ordre de l'état civil

(8) Eventuellement

(9) Lorsque l'intéressé est mineur, interdit, indivisaire.

Avez-vous pensé à remplir le recto de cette feuille

Wasquehal, le 25 octobre 2022

OBJET / Projet de valorisation des eaux de l'exhaure issue de l'exploitation de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN SIAN sur le territoire de la commune de Haut Lieu - Complément d'information

Madame, Monsieur,

En complément du courrier de notification qui vous a été envoyé récemment, je tenais à vous informer que le projet repris en objet ne fera l'objet d'aucune expropriation mais implique uniquement la mise en place de servitudes d'usage.

L'objet des présentes enquêtes publiques est la distribution à des fins d'eau potable d'une partie des eaux d'exhaure de la carrière BOCAHUT de Haut Lieu. La mise en place d'un point de prélèvement impose la mise en place de périmètres de protection.

Ces périmètres constituent une zone géographique réservée réglementairement autour d'un captage utilisé pour l'alimentation en eau potable, établie après avis d'un hydrogéologue agréé. Ces périmètres visent à prévenir les risques de pollutions ponctuelles ou diffuses sur un point de prélèvement d'eau pour la consommation humaine.

Certaines activités seront donc interdites ou réglementées au sein des périmètres de protection.

Le forage F3 implanté à Haut-Lieu bénéficie déjà d'une DUP en date du 28 octobre 2002, modifiée le 3 février 2003 au titre de sa protection. Compte-tenu de la proximité du forage F3 avec la prise d'eau d'exhaure de la carrière de Haut-Lieu, une partie du périmètre de protection rapprochée du projet, objet de l'actuelle enquête, est superposée aux périmètres de protection existants pour le forage F3 à Haut-Lieu. Dans un souci de gestion facilitée des prescriptions, le périmètre de protection rapprochée se décompose en 2 zones :

- Un nouveau périmètre de protection rapprochée : PPR1
- Le périmètre de protection rapprochée existant autour du forage F3 : PPR2.

Au sein du Périmètre de protection rapprochée 1 : PPR1

Seront interdits :

- le forage et puits, autres que ceux nécessaires à l'alimentation en eau potable et à la surveillance de la qualité de l'eau souterraine. La création d'ouvrages de surveillance de la qualité des eaux souterraines est autorisée ainsi que les sondages et forages nécessaires à l'exploitation de la carrière. Les forages existants non utilisés seront comblés ;
- les nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles nécessaires à l'entretien ou à l'exploitation du point de prélèvement d'eau sauf autorisées par un avis d'hydrogéologue agréé ;
- l'ouverture d'excavations en dehors du périmètre d'autorisation actuel des carrières ;
- l'ouverture d'excavations autres que ceux nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes, sauf cas exceptionnel par des matériaux adéquats après avis de l'administration compétente ;
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;
- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées autres que ceux permettant l'assainissement des habitations existantes ;
- la création de dépôts de produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau ;
- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle et de tous les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- l'épandage de sous-produits-urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidange...) ;
- l'usage de pesticides sera interdit pour l'entretien des accotements des routes, des chemins et des fossés ;
- le retournement des pâtures existantes sauf s'il est utilisé des cultures de type « piège à nitrates » ;
- le camping même sauvage et le stationnement de caravanes, ainsi que toute habitation temporaire de loisir ;
- la création de nouvelles voies de communication à grande circulation ;
- la création de mares ou d'étangs en liaison hydraulique avec les nappes ;
- toute activité industrielle nouvelle sauf autorisée.

Seront autorisées, en respect des prescriptions suivantes :

- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques de toute nature devront être réalisées dans des contenants bénéficiant d'une double enveloppe munis d'un système de détection de fuite ou sur bac de rétention répondant à la réglementation en vigueur ; pour les cuves d'hydrocarbures existantes, leur étanchéité fera l'objet d'une vérification ;

- les sites de lavage réservés aux véhicules et engins de la carrière avec récupération des eaux de lavage ;
- les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines ;
- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures conformes à la réglementation en vigueur ;
- l'épandage de fumier ;
- le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter à l'endroit le plus éloigné du prélèvement d'eau) ;
- la modification des voies de communication existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation, de manière à éviter les déversements accidentels ;
- la création et l'agrandissement de cimetière ;
- les constructions ou travaux nécessaires à l'amélioration des conditions d'habitabilité des maisons existantes : les eaux usées doivent être raccordables au réseau d'assainissement collectif de la commune ou connectables sur un assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur ;
- L'assainissement des habitations devra être conforme à la réglementation en vigueur. Un diagnostic des risques liés aux activités et à l'assainissement des habitations incluses dans le PPR sera effectué et des travaux éventuels de mise en conformité devront être réalisés.

Au sein du Périmètre de protection rapprochée 2 : PPR2

Les prescriptions actuelles restent inchangées, à savoir :

Sont interdits :

- le forage et puits, sauf ceux nécessaires à l'extension du champ captant et à la surveillance de sa qualité ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou d'excavations autres que carrières ;
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes ;
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères ou industrielles, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;
- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées autres que ceux permettant l'assainissement des habitations existantes ;
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature : pour les cuves d'hydrocarbures existantes, leur étanchéité fera l'objet d'une vérification ; une double enceinte est nécessaire ;

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle et de tous les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- l'épandage de sous-produits-urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidange...) ;
- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures ;
- l'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage ;
- le camping et le stationnement de caravanes ;
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau. L'extension limitée (garage, véranda,...) des habitations existantes est toutefois permise ;
- la création et l'agrandissement de cimetière ;
- la création de nouvelles voies de communication à grande circulation ;
- le retournement des pâtures existantes ;
- la création de mares et d'étangs ;
- toute activité industrielle nouvelle ;
- la réalisation de fossés d'infiltration ou de bassins d'infiltration des eaux routières ou en provenance d'importantes surfaces imperméabilisées.

Sont autorisées, en respect des prescriptions suivantes :

- les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines, notamment les épandages d'engrais et de produits de traitement des cultures ;
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter à l'endroit le plus éloigné du point de prélèvement d'eau) ;
- la modification des voies de communication existantes ainsi que leurs conditions d'utilisation.

Par dérogation aux prescriptions définies ci-dessus, compte-tenu de la nature peu perméable des horizons superficiels, le stockage de fumier, de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail et l'implantation de nouveaux bâtiments d'élevage seront autorisés au droit de la ferme du château de Coutant (parcelles 439, 440, 442 section OB).

Les autres activités, installations ou dispositifs sont ou seront autorisées sous réserve :

- d'être conformes à la réglementation générale ;
- que des dispositifs, si nécessaire, soient mis en place afin que les activités ne soient pas susceptibles d'entraîner une pollution de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines ;
- que leur destination ou leur utilisation puissent respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2002 modifié.

Comme précisé lors de l'enquête administrative préalable à l'enquête publique, eu égard à la nature des servitudes créées, le SIDEN SIAN s'est par ailleurs engagé à :

- prendre en charge financièrement :
 - o Les frais d'hydrogéologue agréé nécessaires à tout nouveau projet de construction,
 - o Les frais de mise à jour des plans d'épandage si nécessaires auprès d'un organisme compétent (chambre de l'agriculture...).
- Mettre à disposition par conventionnement un volume d'eau à tarif préférentiel limité à 10 000m³/an et par exploitation pour l'abreuvement des élevages présents dans le PPR.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président du SIDEN-SIAN

Paul RAOULT

Dossier E21 000119/59

Demande d'autorisation relative à un projet de valorisation des eaux d'exhaure de la carrière Bocahut sur la commune de Haut-Lieu présentée par l'ARS et NOREADE.

Objet : Décision concernant

- **Prolongation d'enquête**
- **Réunion publique**

L'enquête publique, prévue dans la période du lundi 24 octobre au jeudi 24 novembre 2022, portant sur projet de valorisation des eaux d'exhaure de la carrière Bocahut sur la commune de Haut-Lieu présentée par l'ARS et NOREADE se déroule en respect des modalités définies dans l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Après seize jours sur les 32 que dure l'enquête, aucune observation ne figure sur aucun des registres prévus à cet effet dans les communes concernées de Saint-Hilaire-sur Helpe, Haut-Lieu et Avesnes-sur-Helpe.

Des consultations de documents ont été faites sur le registre dématérialisé sans pour autant que celui-ci soit alimenté d'observations.

Les dossiers déposés dans les mairies n'ont pas été consultés.

Les mairies contribuent au bon déroulement de l'enquête.

Les affichages sont en place dans les mairies et sur le site.

Le constat est simple : le projet n'a pas attiré le public dans cette première partie de l'enquête, en conséquence, le commissaire enquêteur estime qu'il n'y a pas lieu de prévoir une prolongation de l'enquête ni de provoquer une réunion publique.

Le commissaire enquêteur

A Cambrai le 8 novembre 2022

H. DERIEUX



Pièce 4.2
Annexe 12

N°	Désignation
12	Observations enregistrées dans les différents registres d'enquête publique

RECAPITULATIF DES OBSERVATIONS

Registres déclaration d'utilité publique :

Observation n° 1 à 15

Registres parcellaire :

Observation n° 1 à 4

2

HC

Registre ouvert par Monsieur le
Maire de Haut-Lieu Le Lundi

24 octobre 2022 à 9h

Le Maire,

Hubert



Permanence du 9 novembre 2022 de 9h à 12h

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

RNA DUP
1/ M^{me} Lienard Delphine
3 Chemin de Harbaud
59440 Haut-Lieu

moins de restriction pour l'épandage de
lisiers il faut pouvoir vivre de notre
métier sans restriction avec des compensations
on était là avant Noreade.

car je suis en Agriculture Biologique
déjà soumise de l'environnement et de
Pécologie

Je veux pouvoir épandre mon lisier
sans contrainte sur mes parcelles que je
sois propriétaire.

H. Derieux

[Signature]

3

HL

2/

RN2 DUP

DUSSART Sean Denis
48 route de Lantignies
59440 Haut-Cieuv

- concerné sur les parcelles 118, 116, 187, 115, 199, 82, 81, 80, par les restrictions d'épandage, en tant qu'exploitant, et non informé du projet, ni convoqué à la réunion d'information sur celui-ci à Mairiaux.

- demande d'assouplissement des restrictions d'épandage ou de compensations par rapport à celles-ci.

H. Dussart

3/

Roselleur Geoffrey.

RN3 DUP

3 chaussée Brunchaut
59440 HAUT LIEU.

Exploitant des parcelles situées dans le périmètre PPRI 1. donc concerné par les restrictions d'épandage surtout en lisier. Demande d'assouplissement des restrictions soit par des fractionnement des quantités épandues et ou par enfouissement par système de pendillards ou injecteurs et le cas échéant par des compensations financières s'il faut remplacer nos engrais naturels par autre choses.

H. Dussart



Mr et Mme AUBERT
DECOSSIN.

Usage de Puits : Existant depuis
de nombreuses années.

Problème des Mares, caustiques.

Mise aux normes des installations
domestiques.

Traitement des eaux pluviales.

A. Aubert

Deccosin

RNS
DUP

MR Hannecart

Etant concerné par le périmètre de protection
Nous exploitons des ha au quelles nous épandons
des effluents tout les ans. Et nous ne pouvons
pas changer nos pratique pour la production

H. Hannecart

Hannecart

Registre d'enquête publique ouvert par M. Wasseur
le Maire d'Arennes sur Helpe (enquête DUP)
le 24 octobre 2022 à 9 heures



Remarque du 9 novembre 2022 en Mairie d'Arennes sur Helpe
de 13h30 à 16h30.

1) copy Chantal 22 allée Kleber Heubain.
Nous espérons qu'il n'y aura pas trop de
nuisance point de vue bruit car notre
maison tremble vers 12h15. En plus nous
avons beaucoup de poussière copy financer

2) Mme Boquet Marie Catherine. Le 09/11/2022
Incompatibilité entre la carrière et l'eau potable, car les risques de contamination
sont forts :
- les engins ont de gros réservoirs de gazoil.
- les explosifs utilisés laissent une émulsion Nitrate + Fuel directement
dans la roche.

Il y a peut-être d'autres activités polluantes sur les carrières (contrôle à
béton avec des acides, ou polymères - contrôle d'enrobage avec du bitume)
L'approfondissement du gisement devient un argument pour la valorisation
de l'eau, or il s'agit d'une atteinte à l'environnement car il y a une
mise en contact d'une eau de nappe avec les "agressions" de surface
(eau pluviale, déjections animales, évaporation). Boquet

Projet NOREADE – BOCAHUT

Commune d'Avesnes sur Helpe

Le 9 novembre 2022, en début
Relevé des personnes venues consulter le dossier sans avoir déposé
d'observation aux registres de permanence

Date	Nom ou Anonyme	Domicile	Parcelles concernées
9/11	PORT LALAUX	AVESNES/HELPE 4 Rue G. Clémenceau	AK 279
9/11	CACHEUX BRUNO.	12 ALLÉE KLEBER. HERBIN AVESNES.	AK 324
2/11	M ^{me} et M ^{me} Lefebvre Maurice	Avesnes/Helpe 22 Allée Kleber Herbin	AK 0295
9/11/2022	WAROT Michel	50 Allée Kleber Herbin 59440 Avesnes S/ Helpe	AK 0318 517
9.11.2022	M ^{me} M ^{me} Montagne Jean- Claude	8 Allée Kleber Herbin 59440 Avesnes S/ Helpe	AK 322
9/11/2022	RENARD épouse LEBER Colette représentante indivision	46 route de Cartignies 59440 Avesnes/ Helpe RENARD	AK 242
9/11/22	M ^{me} MOISE Nicole M ^{me} DELCAYE	5 rue chateau Gailhard 59440 Avesnes/4.	498 AK 0166
9/11/22	CARETTE Edith THOCQUENNE	1 Allée Kleber Herbin 59440 Avesnes S/ Helpe	519 AK 0320
9/11/22	CONTESSE Pascal	56 et 58 Rue de Cartignies 59440 AVESNES/HELPE	AK 229 247 230 248
9/11/22	M ^{me} RAVIOM Edmond	5 allée Emile Mazarin A/ H 59440	AK 120

RN 8

Contribution n°8 (Web)

Proposée par Ducornet Pascale

Déposée le jeudi 10 novembre 2022 à 15h37

Adresse postale : 3 rue Abbe Bauduin 59440 Avesnes-sur-Helpe

Ce projet a pour but de desservir de l'eau potable dans des communes de l'Avesnois. Il me paraît être pérenne le temps de l'exploitation des carrières. Qu'en sera-t-il au terme de l'exploitation des carrières, ou en cas d'interruption de l'activité avant le terme, pour des raisons aujourd'hui inconnues ?

L'approvisionnement en eau potable de la population reste un enjeu majeur. La société Noréade travaille-t-elle sur un plan B ?

Je souhaite que la société des carrières n'amplifie pas les tirs de mines quand il lui faudra atteindre des profondeurs importantes. La maison que j'occupe tremble plusieurs fois par semaine vers 12h15 et c'est parfois inquiétant.



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
NORD-PAS DE CALAIS

Monsieur DERIEUX Hubert
Commissaire enquêteur

Saint-Laurent-Blangy, le 21 novembre 2022

Réf : CD/CB/BB/CC/2022-025

Objet : Enquête publique préalable à la déclaration publique
Procédure de protection des captages d'eau potable
situés sur la commune de HAUT-LIEU

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80038
62051 Saint Laurent Blangy cedex

SIRET 130 013 543 00025

Tél. : 03 21 60 57 57

Email : contact@npdc.chambagri.fr

Monsieur le commissaire enquêteur,

Nos services ont pris connaissance des éléments du dossier relatif au projet de protection des captages d'eau destinés à la consommation humaine situés sur le territoire de la commune de HAUT-LIEU et exploités par le SIDEN-SIAN.

Concernant ce dossier soumis actuellement à enquête publique, nous vous proposons d'y faire figurer les remarques ci-jointes.

Comptant vivement que ces observations soient prises en considération, nous vous prions, Monsieur, d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,

Christian DURLIN

P.J. 1

Siège social

288 boulevard de Laede
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 8411Z

www.nord-pas-de-calais.chambre-agriculture.fr

Procédure de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine situés sur la commune de HAUT-LIEU

DEMANDE DE PRISE EN COMPTE DES OBSERVATIONS

DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Dans le cadre de la Consultation administrative, nous avons formulé un certain nombre de remarques concernant l'incidence de la mise en place des nouveaux périmètres de protection des captages et les prescriptions s'y rattachant sur le fonctionnement des exploitations agricoles existantes. Dans le rapport de fin de consultation administrative de décembre 2021, nous avons bien pris acte des éléments de réponse du service instructeur concernant les éléments suivants :

- Construction de bâtiments agricoles : possibilité de construction pour les sites agricoles existants après avis d'un hydrogéologue agréé. Sur sollicitation du pétitionnaire, le SIDEN-SIAN s'engage à prendre financièrement la consultation d'un hydrogéologue agréé.
- Tarissement et Indemnisation financière : le recours à un forage privé pour l'abreuvement du bétail peut être envisagé par les agriculteurs en place. Comme l'hydrogéologue agréé a prescrit l'interdiction de forage à l'intérieur du PPR, le SIDEN-SIAN propose, en mesure de compensation, de mettre à disposition par conventionnement un volume d'eau (limité à 10 000 m³/an par exploitation) pour l'abreuvement des élevages présents dans le PPR.
- Plan d'épandage : compte tenu des prescriptions de l'hydrogéologue agréé, certains plans d'épandage devront être révisés (interdiction d'épandage de lisier). Le SIDEN-SIAN s'engage à prendre en charge la réalisation et le financement de la mise à jour des plans d'épandage concernés par les prescriptions du PPR.
- Prescriptions supplémentaires à venir : la mise en œuvre de prescriptions supplémentaires ne pourraient pas intervenir sans consultation administrative et publique préalable. Toutefois, le SIDEN-SIAN est et sera à l'écoute des impacts potentiels sur la profession agricole.

Concernant les prescriptions applicables dans le périmètre rapproché PPR2, nous sommes bien conscients qu'elles sont liées à la DUP de 2002 concernant la protection du captage existant F3.

Pour ce qui concerne le nouveau périmètre rapproché PPR1, nous prenons acte des prescriptions en projet qui seront applicables aux différentes parcelles agricoles pour lesquelles **les activités suivantes seront autorisées :**

- Les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines ;
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et la lutte contre les ennemis des cultures conformes à la réglementation en vigueur ;
- L'épandage de fumier ;
- Le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter à l'endroit le plus éloigné du captage).

De même, toujours pour ce qui concerne le nouveau périmètre rapproché PPR1, nous prenons acte des prescriptions en projet qui seront applicables aux différentes parcelles agricoles pour lesquelles **les activités suivantes seront interdites :**

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées autres que ceux permettant l'assainissement des habitations existantes ;
- l'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidange...).

Pour l'aspect des interdictions d'épandage de lisier, le projet du nouveau périmètre rapproché PPR1 aura un impact direct pour certaines exploitations agricoles concernées sur ce secteur. En effet, elles sont spécialisées en élevage bovin avec une dominante des surfaces herbagères ce qui induit une valorisation préférentielle d'effluents liquides type lisier sur les prairies. Certaines exploitations disposent de surfaces potentielles d'épandage qui permettent juste de valoriser de manière optimale l'ensemble des effluents organiques produits à l'échelle de leur exploitation agricole. De fait, l'interdiction d'épandage de lisier sur les parcelles en périmètre rapproché, va se traduire par une impossibilité, pour certaines exploitations, de pouvoir continuer à valoriser l'ensemble des effluents d'élevage liquides sur leur parcellaire. La mise à jour des plans d'épandage va donc poser un problème de respect de la réglementation, et ce d'autant plus pour celles qui sont en mode de production en agriculture biologique. En effet, le cahier des charges en mode de production biologique ne permet de fertiliser les parcelles que par des effluents organiques issus d'élevage en production biologique. Par conséquent, au vu du parcellaire disponible pour certaines exploitations agricoles concernées, nous sollicitons une dérogation pour la valorisation du lisier sur les prairies situées dans le nouveau périmètre rapproché PPR1. Il est important de préciser que les apports de lisier seront réalisés en sortie d'hiver et au printemps au plus près des périodes

propices à la pousse de l'herbe pour optimiser la valorisation des unités fertilisantes du lisier. Si cette demande de dérogation est jugée irrecevable par l'hydrogéologue agréé, une autre solution devra être envisagée pour pouvoir continuer à fertiliser les prairies en effluents organiques. Cette solution, à étudier avec les éleveurs concernés, passerait, par exemple, par la mise en œuvre de nouveau matériel tel que le séparateur de phase afin de modifier le lisier produit en fertilisant organique solide.

Cette solution pourrait permettre aux éleveurs concernés de pouvoir continuer à valoriser l'ensemble des effluents organiques produits sur leur exploitation sur leur parcelle tout en respectant la réglementation en vigueur tant au niveau des périmètres de protection rapproché des captages eau potable que celle des zones vulnérables.

En conclusion, nous souhaitons vivement que les remarques formulées sur ce dossier concernant la mise en œuvre des prescriptions dans le nouveau périmètre de protection rapproché PPR1 pour le forage situé dans la carrière BOCAHUT sur la commune de HAUT-LIEU soient prises en compte par l'hydrogéologue agréée.

En effet, les agriculteurs sont conscients de l'intérêt général de la protection de la ressource en eau. Toutefois, dans le cas présent, la mise en application des prescriptions du nouveau périmètre rapproché PPR1 sur les parcelles agricoles va engendrer de nouvelles contraintes pour les agriculteurs qui étaient déjà concernés pour certains par celles du périmètre rapproché PPR2. Ils considèrent donc logique que les coûts liés à la mise en place des prescriptions du nouveau périmètre de protection rapproché PPR1 soient pris en charge par l'exploitant du nouveau forage : la société SIDENSIAN.

RN16
DIP

RN4
Forcellane

**Dossier sur les
enquêtes publiques
sur la valorisation
des eaux d'exhaure
des carrières
Eurovia à
Dompierre-sur-Helpe
et Bocahut
à Haut-Lieu.**

DU 24 OCTOBRE
AU 24 NOVEMBRE 2022

Réalisé par l'association :
SOS Avesnois
représentée par son Président
Cédric MONCHICOURT



sosavesnois@gmail.com
06.66.77.00.85

DOSSIER ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LES CARRIÈRES

Lors de l'étude de ce dossier, il apparaît que des entreprises privées notamment les exploitants des carrières ont modifié artificiellement les ressources en eau.

Dans ce contexte et "puisque le mal est fait", l'exploitation des eaux d'exhaure n'est plus une option mais une nécessité. Il faut maintenant veiller aux conditions de la réalisation de ce projet, à son financement et surtout à la pérennité pour les habitants de cette ressource en eau qui doit rester un bien commun pour ne pas être à la merci d'entreprises privées.

Or nous verrons qu'il existe de nombreuses failles dans ce projet et des zones d'ombre. D'autre part, il est très étonnant de ne voir aucune mesure ERC pour la protection de la biodiversité qui constituent pourtant une obligation légale.

I- Le projet

Les enquêtes publiques concernent l'exploitation des eaux d'exhaure dans les carrières à calcaires durs de Haut-Lieu (Bocahut filiale d'Eiffage) et de Dompierre-sur-Helpe (Société des carrières de Dompierre-sur-Helpe, filiale d'Eurovia, elle même filiale de Vinci).

- La carrière d'Haut-Lieu et Saint-Hilaire exploitée par la société Bocahut (Eiffage) dont la capacité maximale d'extraction est de 3 millions de tonnes par an.
- La carrière Eurovia (Vinci) de Dompierre-sur-Helpe, dont la capacité maximale d'extraction est d'1 million de tonnes par an.

Quelques centaines de mètres séparent ces deux carrières.

L'objectif est de récupérer les eaux d'exhaure au niveau le plus bas dans chacune des carrières.

A notre connaissance, il s'agit d'une **première en France** mais d'autres projets similaires ont déjà vu le jour en Belgique.

Explications:

Afin d'extraire la pierre, les carrières doivent rabattre la nappe phréatique, ce qui engendre en quelque sorte la création d'un immense puits. L'eau de la nappe phréatique à proximité s'écoule alors dans les carrières.

Les eaux de ruissellement s'écoulent également dans le fond des carrières.



(photographie d'un point d'eau d'exhaure - page 23 du rapport EDHC)



(photographie des eaux d'exhaure au fond de la fosse d'extraction - page 21 du rapport EDHC)

Aujourd'hui cette eau d'exhaure est rejetée dans les milieux naturels par des ruisseaux, une infime autre partie est utilisée par les carrières.

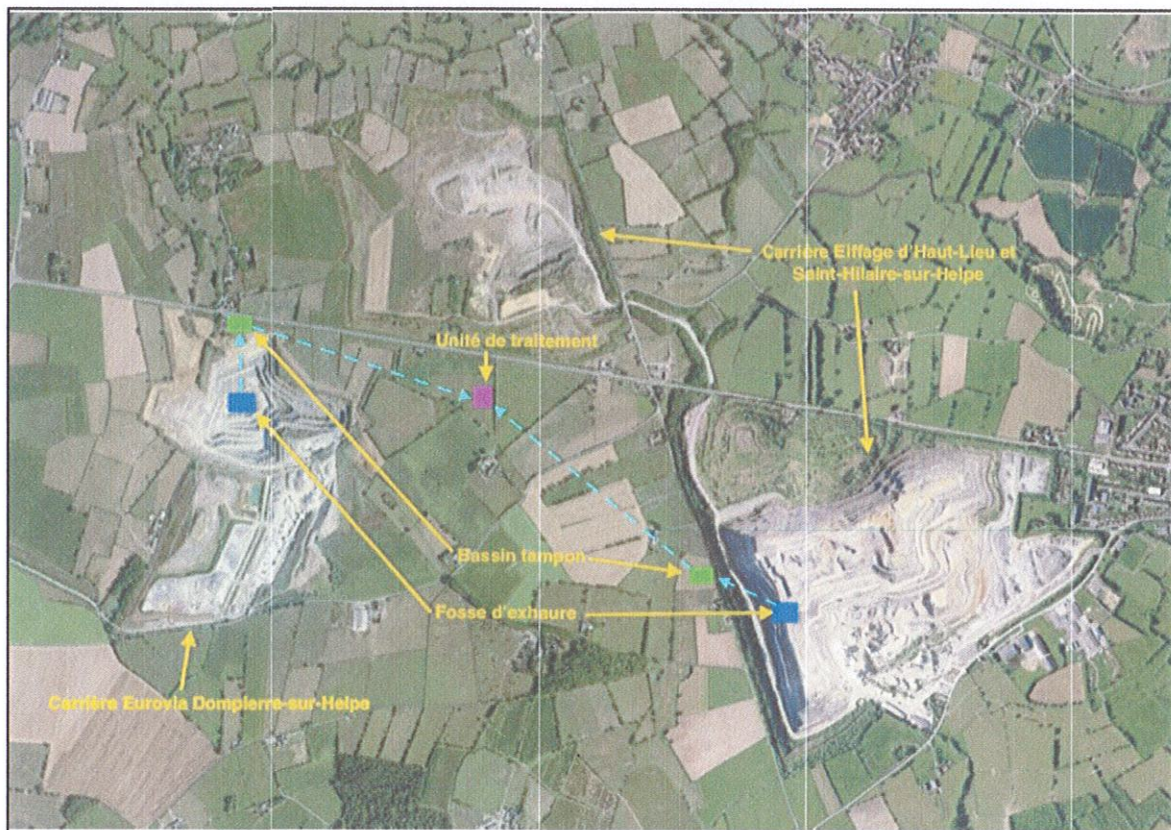
L'objectif de ce projet est de récupérer cette eau d'exhaure des 2 carrières et de produire 6000 m³/jour d'eau potable, répartis de la manière suivante :

- 200 m³/h, soit 4000 m³/jour pour la carrière BOCAHUT/EIFFAGE à Haut-Lieu.
- 100 m³/h, soit 2000 m³ /jour pour la carrière EUROVIA/VINCI à Dompierre-sur-Helpe.

Le projet est sur la table aujourd'hui car ces deux carrières veulent approfondir leurs fosses d'extraction, ce qui va entraîner des modifications géologiques en profondeur et modifier l'écoulement des eaux souterraines.

Sans ce projet d'exploitation d'eau d'exhaure, ces 2 carrières ne peuvent pas creuser plus profondément.

Pour la réalisation de ce projet, une fosse d'exhaure sera réalisée sur chacune des carrières qui seront reliées à deux bassins tampons. Ces deux bassins tampons seront à leur tour reliés à une unité de traitement afin de rendre l'eau potable et pouvoir l'injecter dans le réseau.



(plan récapitulatif des infrastructures nécessaires au projet - réalisé par nos soins)

Le coût prévisionnel de ce projet sera de 5,7 millions d'euros.

31 Cout du projet	
	Coût
Haut Lieu-Bocahut	
Liaison Bassin-Unité de traitement (1400 ml)-200 m3/h	560 000 €
Bassin 600 m3	300 000 €
Station d'alerte	160 000 €
Saint Hilaire sur Helpe- Eurovia	
Liaison Bassin-Unité de traitement (1100 ml)-100 m3/h	340 000 €
Bassin 300 m3	200 000 €
Station d'alerte	160 000 €
Unité de traitement : aluminium, fer et de la turbidité (6 000 m3/)	3 700 000 €
Raccordement de la lagune à l'exutoire	280 000 €
Sous total	5 700 000 €

(Notice explicative - Coût du projet - page 14)

II- Les problèmes

- Aucun gain d'eau

L'objectif de ce projet est de récupérer au total 6000 m³ d'eau par jour, cela représente la consommation moyenne d'environ 40 000 habitants.

Sur le papier, ce projet paraît plus que séduisant !

Cependant, dès sa note explicative, le SIDEN-SIAN explique que l'exploitation des carrières nous a occasionné un déficit de 6 000 m³ d'eau par jour !

Le pompage des carrières met en effet en péril celui des sociétés de production d'eau.

D'autre part, le SIDEN SIAN exploite des forages à Dompierre, Haut Lieu et Saint Hilaire.

L'évolution de l'exploitation autorisée des carrières va impacter la ressource souterraine et par conséquent la capacité de production de plusieurs Unités de Distribution (UDI) de l'Avesnois.

Les débits actuels des exhaures des carrières reflètent déjà les conséquences du développement des carrières par une baisse significative des volumes dédiés à l'eau potable. Les pertes passées de production sur les forages des UDI d'Avesnes-sur-Helpe et de Prisches ont dû être compensées par des transferts depuis les UDI voisines de Taisnières-en-Thiérache et de La Groise.

Le déficit potentiel global est estimé à 6 000 m³/j.

(note globale - page 2)

Comme l'explique le SIDEN-SIAN, le projet va simplement nous permettre de revenir à la situation avant l'exploitation des carrières!

Les forages d'alimentation en eau potable autour des carrières se sont déjà taris et la situation va encore s'amplifier par l'approfondissement des carrières à venir.

Question n°1 : Mais qui va payer la facture de ce projet à 5,7 millions d'euros ?

Dans ce dossier tout indique que ce sont nous, les clients du SIDEN-SIAN à travers nos factures d'eau qui allons financer ce projet.

Question n°2 : Le SIDEN-SIAN est-il le financeur unique de ce projet ?

Question n°3 : Le SIDEN-SIAN peut-il prendre l'engagement officiel que le prix de l'eau pour ses clients ne sera pas impacté par ce projet ?

Sur les forages actuels, le SIDEN-SIAN n'utilise pas d'usine de traitement, ni de bassins tampons mais ajoute seulement du chlore afin de rendre l'eau potable.

Par contre, les eaux d'exhaure non potables en l'état vont nécessiter beaucoup de traitements (création de bassins tampons, station de traitement etc...). Ces traitements ayant un coût non négligeable, il serait utile de les chiffrer. D'où notre question suivante.

Question n°4 : Le SIDEN-SIAN peut-il nous indiquer le coût prévisionnel annuel de ces installations (bassins, unité de traitement, énergies, pompes...) ?

- **Le SIDEN-SIAN va acheter notre eau aux carrières !**

En plus de devoir financer l'investissement de ce projet, nous apprenons dans les contrats avec les carrières que nous allons devoir acheter cette eau d'exhaure aux carrières.

Le coût sera de 0,10€/m³ pour la carrière Eurovia de Dompierre-sur-Helpe soit 73 000 € par an et il sera de 0,12€/m³ pour la carrière Eiffage d'Haut-Lieu, soit 175 200€ par an.

Cette rémunération forfaitaire annuelle est fixée à	
(base 2 000 m ³ /j)	0,10 € HT/m ³
Soit 73 000 €HT	

Cette rémunération forfaitaire annuelle est fixée à	
(base 4 000m ³ /j)	0,12 € HT/m ³
Soit 175 200€HT	

Soit un montant total de 248 200 € par an !

Question n°5 : Est-ce que ces 248 000 € vont aussi se retrouver sur les factures d'eau des clients du SIDEN-SIAN ?

- Et la remise en état dans tout ça ?

La remise en état des carrières est une obligation juridique depuis plus de 30 ans.

A l'origine, les 2 carrières ont programmé dans chacun de leur arrêté préfectoral de transformer leur fosse d'extraction en un plan d'eau. Il semble malheureusement que cela ne soit qu'un miroir aux alouettes. La réalité est tout autre.

En effet, avec l'exploitation des eaux d'exhaure, ce projet de plan d'eau deviendra techniquement impossible et "tombera à l'eau".

Comment voulez-vous remplir de tels trous alors que l'intégralité de l'eau est utilisée par la consommation humaine et l'alimentation des ruisseaux ?

Les trous béants des carrières vont rester.

La fin d'exploitation des carrières d'Haut-Lieu est très proche et aura lieu en 2030, sur ce site, où seront récupérées les 2/3 des eaux d'exhaure.

Ce sera le cas par la suite pour les autres carrières (Dompierre-sur-Helpe puis Saint-Hilaire).

A la fin de l'exploitation des carrières, le SIDEN-SIAN devra acheter et se débrouiller avec le site carrier d'Haut-Lieu (et plus tard celui de Dompierre-sur-Helpe).

Au final, les exploitants des carrières vont donc réaliser une très bonne opération financière en évitant la remise en état des carrières qui pourtant est une obligation légale.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention sera active sur toute la durée d'exploitation du site carrier.

A la fin de l'exploitation du site carrier ou de la présente convention, le SIDEN-SIAN bénéficiera d'un droit de préférence en cas de vente de parcelles de terrains ou de cession d'équipements présents dans l'emprise de la carrière.

Lors de l'arrêt de l'exploitation du site carrier ou de la présente convention, le SIDEN-SIAN s'engage à procéder ou à financer les travaux d'aménagement du point d'exhaure afin de garantir la continuité de la filière eau potable.

En cas de maintien à sec de la carrière par le carrier, le SIDEN-SIAN prendra à sa charge les coûts d'exhaure totaux hormis les coûts liés aux volumes imposés renvoyés à la rivière.

(convention de gestion - site carrier Haut-Lieu - page 303 annexes EDCH)

Sans ce projet d'exploitation d'eau exhaure, l'approfondissement des carrières par la création d'étages supplémentaires est impossible.

L'arrêté du 1er octobre 2021 pour approfondissement de la fosse d'Haut-Lieu des carrières précise justement ce point, le carrier ne peut pas d'approfondir sa fosse d'extraction sans le projet des eaux d'exhaure.

§2 - L'approfondissement de 45 m de la carrière d'Haut-Lieu, portant la cote minimale d'extraction de +73 m NGF (achèvement de l'exploitation du gisement initialement autorisé) à +28 m NGF est autorisé en tenant compte de l'engagement de l'exploitant dans le projet de valorisation d'une partie des eaux d'exhaure estimée en première phase à 4000 m³/j.

Le phasage prévisionnel de l'exploitation de la carrière est mis à jour régulièrement pour être adapté et mettre en place le point de prélèvement de l'eau d'exhaure dans le respect des délais des besoins en eau du SIDEN-SIAN.

(arrêté du 1er octobre 2021)

La remise en état doit être faite au fur et à mesure de l'extraction et non à la toute fin.

Question n°6 : Pourquoi ce projet des eaux d'exhaure ne fait-il pas partie d'une remise en état préalable des carrières ?

Il semble totalement logique, qu'après l'installation de la fosse d'exhaure, une remise en eau sera impossible, pourtant le SIDEN-SIAN indique dans son document que la remise en eau est toujours prévue...dans 8 ans.

Il n'est jamais indiqué dans l'enquête publique l'abandon de cette remise en eau.

Des modélisations hydrogéologiques ont permis d'appréhender les débits prévisionnels d'exhaure sur la base du phasage d'exploitation envisagé à l'avenir. Les calculs pour une pluie moyenne montrent que le débit d'exhaure pourrait alors atteindre 350 m³/h dès 2020, et 410 m³/h en 2030. Après cette date, il est prévu que la carrière soit remise en eau.

Question n°7 : Pourquoi le SIDEN-SIAN ment-il délibérément dans cette enquête publique ?

- Un contrat à l'avantages des carriers

Dans les clauses de résiliation unilatérale des carriers, certaines clauses sont à l'avantage des carriers:

- S'il est porté une atteinte excessive à l'activité de l'Exploitant.

Comme il a été rappelé en préambule, l'élément déterminant du consentement de l'Exploitant réside dans la garantie qui lui est donnée que la mise à disposition prévue par le présent contrat ne portera en aucune façon une atteinte excessive à l'exploitation de la Carrière, à son renouvellement ou son extension.

C'est pourquoi, les Parties conviennent que l'Exploitant a la faculté tout au long de l'exécution de la présente convention de solliciter sa résiliation.

Ce droit à résiliation est ouvert à l'Exploitant dans les cas suivants :

- ✓ si, par l'effet de la modification des prescriptions légales ou réglementaires applicable à la Carrière, l'existence de l'activité de valorisation des eaux d'exhaure empêche la poursuite ou le renouvellement de l'exploitation, la rendent plus difficile techniquement et/ou plus onéreuses dans des conditions qui ne seraient pas susceptibles d'être couverte par l'indemnisation révisée prévue à l'article 3.2. du présent contrat, voire impossible.
- ✓ si la présente convention est de nature, de quelque façon que ce soit à rendre plus complexe ou empêcher une éventuelle extension ou une modification de l'activité de l'Exploitant, notamment en la rendant plus difficile, plus onéreuse, voire impossible.

Dans l'hypothèse d'une atteinte à l'activité de la Carrière, et par exception à l'article 5.4.2.1., préalablement à la mise en œuvre de la procédure de résiliation, l'Exploitant informe le SIDEN-SIAN des difficultés rencontrées au titre du présent article par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les Parties se rencontrent dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ce courrier afin d'examiner, au vu des éléments produits par l'Exploitant, les solutions techniques et financières qui permettraient la poursuite de la présente convention.

A défaut d'accord entre les Parties, la résiliation prend effet dans un délai d'un (6) mois à compter de cette rencontre.

Dans cette hypothèse, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du SIDEN-SIAN.

(page 134 - annexe rapport edch)

La clause de droit à résiliation des carriers est très risquée, ils peuvent à tout moment couper l'alimentation en eau.

Question n°8 : Comment feront les services de l'Etat dans le cas d'une négociation d'une future extension des carrières ?

A titre d'exemple, dans le cadre de l'installation d'un bassin tampon pour la récupération de l'eau d'exhaure de la carrière Eurovia de Dompierre-sur-Helpe, une habitation abandonnée et inhabitable au bord de la départementale D962 bâtie sur une parcelle de 0,34 hectares a été vendue par le carrier au SIDEN-SIAN pour le prix de vente de 50 000 €.

Alors que ce projet n'est que dans leur intérêt, les carrières ne font déjà aucun cadeau.

Qu'en sera-t-il à la fin de leur exploitation ? Les carrières agissent uniquement pour leur intérêt personnel et cherchent donc avant tout à faire du profit.

Le SIDEN-SIAN n'aura pas d'autres choix que d'acheter les sites des carrières en fin d'exploitation.

Question n°9 : Que se passera-t-il si le SIDEN-SIAN n'est pas/plus en mesure d'acheter les fosses d'extraction à la fin de l'exploitation des carrières ?

Question n°10 : Le SIDEN-SIAN ne joue-t-il pas avec le feu en ne réglant pas cette situation dès maintenant ?

Question n°11 : Comment peut-on démarrer des travaux sans régler cette situation ?

La fosse d'extraction de la carrière Bocahut d'Haut-Lieu et Saint-Hilaire-sur-Helpe fait plus de 74 hectares et celle de la carrière de Dompierre-sur-Helpe fait plus de 28 hectares.

Le SIDEN-SIAN devra sécuriser surface de 102 hectares en fin d'exploitation (l'équivalent de 145 terrains de foot) !

Question n°12 : Comment le SIDEN-SIAN compte-t-il sécuriser les sites en fin d'exploitation ?

Question n°13 : Pourquoi les carriers ne sont-ils pas expropriés sur les points d'exhaure afin de sécuriser la ressource en eau dans le futur ?

- Absence des mesures Éviter-Réduire-Compenser (ERC) sur le bocage

Tout au long de ces dossiers d'enquêtes publiques, aucune référence à la biodiversité.

Pourtant, il paraît inenvisageable par des constructions (2 bassins et 1 unité de traitement), des voies d'accès, des modifications des rejets dans les cours d'eau, des raccordements... qu'aucune atteinte à l'environnement n'existe sur ce projet.

Question n°14 : Comment se fait-il qu'aucune mesure ERC (éviter-réduire-compenser) ne soit prise dans ce dossier alors que le bocage va être impacté ?

Pour construire l'unité de traitement et les bassins tampons, le SIDEN-SIAN va devoir arracher des haies et des arbres afin de réaliser les travaux.

Question n°15 : L'arrachages de haies consécutifs aux travaux ne sont jamais mentionnés dans l'enquête publique, pourquoi ?

Le SIDEN-SIAN précise que 2500 mètres linéaires de raccordements seront nécessaires entre les fosses d'exhaure, bassins tampons et l'unité de traitement.

Question n°16 : Où et comment seront raccordées les fosses d'exhaure aux bassins tampons puis à l'unité de traitement ?

- **Sécurisation de la ressource en eau pendant la phase de travaux**

Pendant la phase des travaux, le SIDEN-SIAN explique que l'alimentation sera sécurisée de 2022 à 2025 par le site de production de Locquignol.

Ce phasage aura pour conséquence d'impacter les capacités de production des forages AEP actuellement exploités à proximité de la carrière sans disposer immédiatement de la ressource nouvelle générée par la valorisation des eaux d'exhaure.

Durant cette phase, limitée dans le temps (estimation : 2022/2025), le SIDEN-SIAN garantira l'alimentation en eau des territoires potentiellement impactés grâce à la sécurisation existante et plus précisément la liaison, entre le site de production de LOCQUIGNOL et les réseaux de distribution de l'Unité de Distribution d'AVESNES.

Par l'aveu du président du SIDEN-SIAN Paul Raoult, dans l'article du 26 octobre 2022 de la Voix du Nord, le SIDEN-SIAN ne sait pas répondre à la question "Est-ce qu'on ne puise pas trop en ces temps de sécheresse ?" en parlant du site de Locquignol (forêt de Mormal).

Lundi matin, à Marbaix, avant d'entamer l'ordre du jour de la Commission locale de l'Eau (CLE) (1) qu'il préside, Paul Raoult (2) a pris le temps de répondre aux [questions posées par le président du Parc Naturel Régional Guislain Cambier](#) dans un courrier datant du mois de septembre. La première et principale question de M. Cambier portait sur la **quantité d'eau que l'Avesnois serait capable de fournir en intégrant les évolutions climatiques récentes**. « On s'est vu depuis cet échange de courriers ; certaines réponses sont dans l'ordre du jour, dit Paul Raoult. Le président du Parc demande : Est-ce qu'on ne puise pas trop – en ces temps de sécheresse ? C'est la question de fond. Et d'annoncer : Une étude va permettre de vérifier les volumes d'eau disponibles. Ensuite, et en fonction des résultats de l'étude, se posera la question du partage de ces volumes. »

(article la Voix du Nord du 26 octobre 2022 - Sécheresse en Sambre-Avesnois: une étude pour vérifier les volumes d'eau disponibles)

Question n°17 : Le SIDEN-SIAN peut-il préciser le nombre de m³ quotidien que devra fournir le site de Locquignol afin de sécuriser durant la phase de travaux ?

Question n°18 : Par les déclarations du SIDEN-SIAN, n'y-a-t-il pas un très gros risque sur la préservation de la ressource en eau pour le site de distribution de Locquignol ?

- Réussite ou échec ?

Le SIDEN-SIAN indique également dans le dossier que l'approfondissement des carrières, l'effet sur sa production d'eau sera permanent. Aucun retour en arrière n'est possible.

Question n°19 : Quel est le pourcentage de réussite de ce projet des eaux d'exhaure ? Existe-t-il un plan B ?

- Un oubli volontaire ?

A notre surprise, dans l'arrêté préfectoral en cours, imposant à la société des carrières de Dompierre des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement du 15 avril 2019. A aucun moment il n'est indiqué que l'exploitation des eaux d'exhaure aurait une influence sur la remise en état des carrières.

Pourtant, c'est cet arrêté qui est fourni dans les annexes du rapport EDHC dans l'enquête publique.

A l'inverse dans l'arrêté préfectoral pour les carrières Bocahut de 2021, il est bien indiqué que l'exploitant doit modifier sa remise en état en prenant en compte l'exploitant des eaux d'exhaure.

En cas de valorisation des eaux d'exhaure, l'exploitant dépose un dossier de porter-à-connaissance en Préfecture du Nord dans les 12 mois suivant la mise en place de la valorisation.

Cette mise à jour est réalisée afin d'intégrer le dispositif de valorisation en concertation avec le SIDEN-SIAN, le PNR et les collectivités concernées.

Après quelques recherches et en consultant le compte rendu du conseil municipal du 20 janvier 2022 de la commune de Dompierre-sur-Helpe, on apprend que les carrières de Dompierre-sur-Helpe ont fait la demande de la création d'un étage d'extraction supplémentaire.

Un nouvel arrêté serait en cours de rédaction ! C'est de la malhonnêteté de ne pas publier cette information dans le rapport EDHC, pourtant pierre angulaire de cette enquête publique.

Question n°20 : Est-ce que cet étage supplémentaire a été pris en compte dans les calculs du point d'exhaure ?

Question n°21 : Pourquoi le pétitionnaire omet de transmettre cette information ?

• Nouvelles modifications des exploitations de la Carrières de Dompierre :

L'exploitation de la carrière de Dompierre est actuellement autorisée au titre des installations pour la protection de l'environnement par divers arrêtés préfectoraux successifs.

Afin d'optimiser l'exploitation du gisement la société des carrières sollicite la création d'un étage d'extraction supplémentaire et la possibilité de valoriser des matériaux inertes, provenant de chantier de travaux publics.

Pour cela, la SCD va déposer un dossier de demande d'autorisation préfectorale qui comprendra également une demande d'extension du périmètre autorisé (sans modification du périmètre d'extraction) pour réorganiser le stockage des terrils afin de diminuer leurs impacts visuels.

Ces modifications apportées à l'exploitation permettront de solliciter le report de la fin d'activité au 31/12/2050.

La SCD nous a remis un schéma d'aménagement final à l'horizon 2050 et nous demande de l'approuver.

Monsieur le Maire informe avoir mis l'accent sur une priorité qui est de modeler le chemin qui entoure la carrière pour rattraper le chemin de l'Opérie depuis la D962.

Monsieur le Directeur a promis de s'occuper impérativement de remise en l'état dès le printemps 2022.

Monsieur le Maire a reçu l'aval du PNR sur ce sujet ainsi que la volonté de baisser à court terme l'évolution des terrils.

Le réaménagement final de la carrière à l'horizon 2050 sera de maintenir à sec le fond de la fosse d'extraction, de poursuivre le pompage des eaux d'exhaures, de remettre à l'état naturel toute la partie exploitation qui ne comprends évidemment pas la partie extraction, les merlons seront rasés pour une grande partie, le bocage sera restitué et diverses mesures seront respectées en faveur de l'environnement.

Vote pour approbation du schéma à l'horizon 2050.

(extrait du conseil municipal de Dompierre-sur-Helpe du 20 janvier 2022)

On apprend également que la remise en eau des carrières de Dompierre-sur-Helpe est annulée par l'exploitation des eaux d'exhaure (pourtant jamais évoquée dans l'enquête publique).

Dans ce même arrêté, on apprend également que l'ARS est opposée à ce projet.

• Valorisation des eaux d'exhaure :

Ce sujet est évoqué depuis quelques dizaines d'années et voit enfin le jour.

Le principe de récupérer une partie des eaux de pompage des carrières pour les réinjecter dans le circuit d'eau potable via un système de filtration est adopté depuis de nombreuses années en Belgique.

L'ARS (Agence Régionale de la Santé) s'était toujours opposée à ce principe en France.

(extrait du conseil municipal de Dompierre-sur-Helpe du 20 janvier 2022)

Question n°22 : Le SIDEN-SIAN peut-il nous expliquer la raison de cette opposition de l'Agence Régionale de la Santé à ce projet ?

- Absence d'un avis de l'autorité environnementale (AE) sur l'exploitation des eaux d'exhaure.

Ce projet était une première en France, il aurait été judicieux de demander l'avis de l'autorité environnementale.

Selon l'article L122-1 du code de l'environnement, un avis de l'autorité environnementale aurait pu avoir lieu.

Question n°23 : Est-ce que l'autorité environnementale aurait dû rendre un avis sur ce projet des eaux d'exhaure ? En a-t-elle eu la possibilité et lui en a-t-on fait la demande ?

- Un avis de l'autorité environnementale a été rendu cette année mais cette fois sur l'extension des carrières de Dompierre.

Suite à cet avis n°MRAe 2022-6048 de l'autorité environnementale sur l'extension des carrières de Dompierre, plusieurs recommandations sont faites sur l'utilisation des eaux d'exhaure pour la consommation humaine.

L'avis de l'autorité environnementale n'étant que consultatif, il est nécessaire que le SIDEN-SIAN soit plus vigilant sur ces points.

Question n°24 : Le SIDEN-SIAN s'est-il assuré des recommandations de l'autorité environnementale au sujet des déchets qui seront utilisés pour le remblaiement du site ?

Les contrats signés avec les carrières ne nous donnent aucune garantie face à ce danger.

Concernant la qualité de la ressource en eau, l'étude d'impact (pages 61 et suivantes) présente les mesures prévues pour maîtriser la qualité des matériaux entrants (déchets inertes) et éviter les risques de pollution. Dans son intitulé, le projet présente une activité de recyclage de matériaux inertes sans indiquer les quantités de déchets triés, recyclés, valorisés, mises en remblais éventuelles et la compatibilité de cette activité avec la production d'eau destinée à l'alimentation en eau potable compte tenu de la proximité des déchets et des eaux destinées à l'eau potable. Il conviendrait également de donner des garanties pour la remise en état du site, notamment sur les remblais.

L'autorité environnementale recommande de préciser la nature et les quantités de déchets qui seront utilisées pour le remblaiement du site, et de démontrer l'absence de risque de lixiviation des déchets vers les eaux souterraines.

(avis autorité environnementale carrière de Dompierre-sur-Helpe)

- **L'impact sur les ruisseaux**

Une partie des eaux d'exhaure sera envoyée dans les ruisseaux afin de maintenir un débit minimum, le ruisseau des Arsilliers pour la carrière de Dompierre et le ruisseau de la Cressionière pour la carrière de Dompierre/Saint-Hilaire-sur-Helpe.

Les eaux d'exhaure qui seront utilisées pour la consommation humaine ne se retrouveront donc plus dans ces ruisseaux.

Le SIDEN-SIAN précise à ce sujet : *“Malgré l'absence de contrainte, le SIDEN-SIAN propose de laisser un débit minimal à la rivière”*.

Cependant, nous tenons à souligner que le pétitionnaire ainsi que les carrières sont soumis à des mesures ERC (éviter-réduire-compenser).

Dans l'avis MRAe sur l'extension des carrières de Dompierre-sur-Helpe, on apprend que les rejets des eaux d'exhaure dans le ruisseau des Arsilliers ne sont pas constants en fonction de la journée.

Dans tous les documents de cette enquête publique, nous disposons que de données mensuelles sur les rejets des eaux d'exhaure (aucune donnée quotidienne et horaire).

Question n°25 : Le SIDEN-SIAN peut-il nous expliquer pourquoi le débit des eaux d'exhaure est différent selon les moments de la journée ?

Dans les résultats de la consultation interservices préalable aux enquêtes, le SIDEN-SIAN nous indique qu'ils suivent l'avis d'un hydrogéologue pour l'évolution des ruisseaux.

C'est insuffisant, il faut l'avis d'un écologue et une vraie étude environnementale.

Question n°26 : Le SIDEN-SIAN s'est-il assuré que les volumes d'eau d'exhaure (à toutes les heures de journée et de la semaine - notamment les jours d'inactivités) sont suffisants tout au long de la journée pour maintenir la biodiversité dans ces ruisseaux ?

Question n°27 : Le SIDEN-SIAN a-t-il mesuré l'impact sur la biodiversité de ces ruisseaux qui ont appris à vivre avec un débit bien supérieur ?

Plusieurs études ont également été réalisées en 2017 sur le ruisseau des Arsilliers très impacté (dérivations à plusieurs reprises, débit très fortement variable dans la journée) par l'activité extractive. Il s'agit de la détermination de l'indice biologique global normalisé (IBGN) pour la faune aquatique et de l'indice biologique macrophytique en rivière (IBMR) pour la flore aquatique. Des études équivalentes ayant été réalisées en 2010, l'analyse de l'évolution dans le temps de ces indicateurs biologiques, ainsi que les commentaires des évaluateurs de terrain mettent en évidence un impact important de la gestion des débits des eaux d'exhaure (voir la synthèse page 155 de l'étude faune-flore). Il ressort que le débit rejeté varie de manière très importante au cours de la journée, ce qui ne permet pas à la faune de s'installer et de se maintenir, alors que la qualité physico-chimique de l'eau n'est pas mauvaise. Il conviendrait de délivrer un débit journalier constant au ruisseau des Arsilliers afin de permettre sa colonisation par la faune aquatique.

L'autorité environnementale recommande de prendre et décrire les mesures ad'hoc pour délivrer un débit journalier constant au ruisseau des Arsilliers afin de permettre sa colonisation par la faune aquatique.

(avis autorité environnementale carrière de Dompierre-sur-Helpe)

- Absence de financement

Le recours à des financements publics pour un tel projet est consternant.. Cependant, à l'instar des projets similaires en Belgique, des recherches de financements externes ont eu lieu, par exemple avec le fonds européen FEDER (Fonds européen de développement régional).

Montants
Coût total 24.200.000 €
Part FEDER 9.680.000 €

(budget du projet de valorisation des eaux d'exhaure des carrières d'Ecaussinnes et de Soignies)

Question n°28 : Le SIDEN-SIAN a-t-il fait des démarches pour récupérer des fonds ?

- Absence de clarté sur le déficit

Le SIDEN-SIAN peut-il décrire le déficit de 6 000 m³ d'eau par jour, il serait intéressant de donner une temporalité à cette donnée.

Question n°29 : Est-ce un déficit futur ? Depuis le démarrage des carrières ? Le SIDEN-SIAN peut-il détailler ce point ?

- Qualité de l'eau

Sur les prélèvements de la carrière de Dompierre, sur 37 prélèvements des eaux d'exhaure:

- 21 relevés présentent une turbidité supérieure au limite de potabilité de l'eau.
- 2 relevés présentant de l'hydrocarbure supérieure au limite de potabilité de l'eau.
- 13 relevés présentent de l'Escherichia coli, 17 du coliforme et 19 de l'entérocoque.

Sur les prélèvements de la carrière d'Haut-Lieu, 37 prélèvements des eaux d'exhaure:

- 17 relevés présentent une turbidité supérieure au limite de potabilité de l'eau.

- 3 relevés présentant de l'hydrocarbure supérieure au limite de potabilité de l'eau.
- 2 relevés d'ammonium supérieure au limite de potabilité de l'eau.
- 23 relevés présentent de l'Escherichia coli, 28 du coliforme et 18 de l'entérocoque.

Le fer, l'aluminium et la turbidité seront traités par l'unité de traitement.

Le SIDEN-SIAN précise qu'un arrêt de la filière AEP sera effectué en cas du dépassement d'un seuil d'alerte.

La station d'alerte permettra de détecter des anomalies liées à la présence d'hydrocarbure, turbidité, ammonium... avec arrêt automatique et immédiat de la filière AEP en cas de dépassement d'un seuil d'alerte.

(page 11- rapport edch)

Question n°30 : Quel sera le seuil d'alerte sur la turbidité ? Les hydrocarbures ? L'ammonium ?

Question n°31: Pourquoi la turbidité sera traitée par l'unité de traitement mais pourra également provoquer l'arrêt de la filière d'alimentation en eau potable ?

La présence de Escherichia coli, coliforme et de l'entérocoque dans les prélèvements des deux fosses d'exhaure laisse penser à une contamination d'origine fécale.

Question n°32: Le SIDEN-SIAN connaît-il l'origine de cette pollution ?

Question n°33: Comment le SIDEN-SIAN compte-t-il mettre la désinfection ?

En cas de présence de ces bactéries, un nettoyage de l'ensemble du réseau potable est nécessaire.

Question n°34: La présence de ces bactéries n'est-elle pas un risque pour l'ensemble du réseau d'eau potable ?

- **Incohérence entre les données horaires et journalières**

Les eaux d'exhaure qui vont être exploitées pour la consommation humaine sont de 200 m³/h, soit 4000 m³/jour pour la carrière BOCAHUT/EIFFAGE à Haut-Lieu et de 100 m³/h, soit 2000 m³ /jour pour la carrière EUROVIA/VINCI à Dompierre-sur-Helpe.

Si on reprend le calcul journalier avec le débit horaire, on tombe sur une incohérence:

- Pour la carrière d'Haut-Lieu: 200m³ x 24h = 4800 m³ par jour, une différence de 800 m³.
- Pour la carrière de Dompierre sur Helpe: 100³ x 24h = 2400 m³ par jour.

Soit un total de 7200 m³/jour au lieu de 6000 m³/jour

Question n°35: Pourquoi cette incohérence entre les données horaires et journalières ?

Conclusion

La ressource en eau va devenir de plus en plus rare.

Un projet privé ne peut conduire à augmenter la facture d'eau du citoyen Avesnois.

Les montants des travaux, nécessités par l'exploitation des eaux d'exhaure, se répercuteront inévitablement sur les coûts d'adduction d'eau et donc sur les factures des citoyens.

Et de tels contrats avec les carrières seraient une privatisation de notre ressource en eau.

Le financement par un établissement public de ce projet nous laisse plus que songeur. Ce projet va également permettre une porte de sortie des carrières mais aussi un greenwashing évident des carrières, alors que c'est nous, citoyens, qui allons passer à la caisse.

Il est également intéressant de souligner que le groupe Eiffage exploitant des carrières d'Haut-Lieu et Saint-Hilaire-sur-Helpe a fait un bénéfice net de plus de 700 millions d'euros en 2021 et son résultat net est en hausse de 36,2% en premier semestre.

Le groupe Vinci, exploitant des carrières de Dompierre-sur-Helpe, filiale du groupe Vinci, a réalisé au premier semestre 2022 un bénéfice net de 1,9 milliard d'euros.

Nous demandons aux deux commissaires enquêteurs de donner une priorité à ces points :

- Une expropriation des carrières au niveau des points d'exhaure.
- Un engagement des carrières à céder les fosses d'extractions gratuitement au SIDEN-SIAN en fin d'exploitation.
- Les carrières doivent payer les travaux et installations pour l'exploitation des eaux d'exhaure (remise en état préalable).
- L'aspect environnemental (mesures ERC) est à retravailler de fond en comble.
- Une solution pour la sécurisation des sites d'extractions en fin d'exploitation.

Nous demandons également qu'une réponse claire et précise soit apportée à chacune de nos questions.

Si ce projet est accepté avec ces conditions, les carrières Bocahut d'Haut-Lieu pourront approfondir leur fosse d'extraction d'Haut-Lieu de 106 mètres à 151 mètres de profondeur et les carrières de Dompierre de 80 à 95 mètres.

C'est notre dernier moyen de pression afin de sécuriser la ressource en eau sur notre territoire.

Si nous acceptons ces conditions, le traitement des eaux d'exhaure sera le même pour les carrières de l'Avesnois: Wallers-Trélon, Limont-Fontaine, Glageon... Une situation qui deviendra vite intenable pour le SIDEN-SIAN.

Est-ce vraiment aux citoyens de payer les pots cassés ? **Ce sont les carriers qui devraient payer :**

" Qui casse paie ! "

Après la lecture de ce rapport, on comprend mieux le silence radio du SIDEN-SIAN sur ce projet.

SAMBRE-AVESNOIS

Jeudi 10 novembre 2022

Bonjour

LA BALLE, LE BÉBÉ. Se renvoyer la balle, se refiler le bébé ou la patate chaude... On a tous, un jour, été confrontés à la situation où un interlocuteur vous envoie vers un autre service, une autre personne – laquelle vous renvoie à la première. Il y a quelques jours, nous avons contacté le commissaire chargé de l'enquête publique sur la valorisation des eaux d'exhaure, Hubert Durieux. Il nous a répondu qu'il ne pouvait pas répondre à nos questions, parce qu'il était soumis au

devoir de réserve. Et nous a conseillé de nous rapprocher de Noréade pour avoir plus de renseignements sur le projet. Ce que nous avons fait. La réponse de Noréade ? « *En tant que pétitionnaires, nous avons communiqué en amont et indépendamment des enquêtes* » nous écrit la responsable Ressources eau et qualité de Noréade, Ludivine Pickaert. Non sans préciser que, pendant la durée des enquêtes, il est préférable de contacter... le commissaire enquêteur. **R. D. R.**

Extrait du journal La Voix du Nord - jeudi 10 novembre 2022 Page: 2/9

(article de presse la Voix du Nord du jeudi 10 novembre 2022)

Mr DAVID LECHE (RNM DUF)
10 chaussée Bencharut
59445 St Hulsine / Hulpe
06.03.55.13.04

lettre annexée au
rapport DUF le 24/11/2022
Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur
NOREADE

Le 07/11/2022

Je me permets de vous remercier de courtoisie dans
le cadre de l'enquête publique relative au projet
de valorisation des eaux de l'exhaussement.

Au vu de ce projet qui va m'impacter directement, je pense
être la personne qui sera la plus impliquée dans un avenir
proche et lointain, donc je souhaite vous faire part
de mes inquiétudes.

En effet, je vous rappelle (après l'avoir déjà évoqué
avec RDV et par courrier) que lors de mon achat
immobilier en 2018, j'avais un projet professionnel
"Tousitque", qui, depuis l'annonce de vos intentions,
est complètement "tombé à l'eau".

Pendant 2 ans, (sans connaître votre projet), j'ai
investi près de 100000 € dans mon habitation et
j'espère que cette construction ne viendra pas dévaloriser
mon domicile... C'est la raison pour laquelle j'ai
fait évaluer mon habitation par 2 agences et un notaire
qui sont tous les 3 sur la même fourchette de prix.
A l'époque, j'avais même évoqué un rachat par
"Bocshut" mais leur proposition n'était même pas

au prix d'achat du départ; d'av un engagement de rester au prix
Ainsi, ma demande d'aujourd'hui est de convenir d'un
accord au vu des désagréments à venir.

Sait, vous me demandez de me mettre en conformité
avec un nouvel assainissement, ainsi je souhaiterais
que ces travaux soient à votre charge... c'est à dire
un assainissement qui respecte vos usages, les travaux
de refecton de ma cour qui sera impactée (renovée
en 2021).

N'oublions pas que mon chemin sera également détérioré
par l'installation de tuyaux et tranchées... de ce fait,
j'aimerais que ma route d'accès soit également
renovée dans son entièreté.

Par fini, j'aimerais bénéficier de la gratuité de
l'eau (dans la limite de ma consommation actuelle)
afin de combler les désagréments que ces travaux
ont aussi dans mon jardin pendant plus
d'un an.

J'attends votre retour face à mes demandes dans
le cadre de cette enquête.

Cordialement



Registre d'enquête publique (DUP) ouvert
le lundi 24 octobre 2022 à 9 heures par le
Commissaire enquêteur

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

Permanence du 24 octobre 2022 de 9h à 12h
au mairie de St Hilaire sur Helpe

Aucune observation durant cette permanence

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

RN M
DUP
15h10
Permanence du Jeudi 24 novembre 2022.

Ce jour je dépose au courrier dans le cadre
de l'enquête publique relative au projet de
valorisation de zone de l'écluse afin d'écouter
mes demandes face à ce projet et ses conséquences.
Ce courrier est annexé à ce courrier.

Courrier n°1

annexé à fin par

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

le commissaire enquêteur

Mme DAVID Elodie

RN M
DUP
27

MERLANT Sébastien 15h30 (GNEC de Notre dame du bois
59440 BAS-LEW) exploitant agricole sur la zone concernée,
nous demandons l'arrivée d'un point d'eau pour l'abreuvement
de nos bœufs pendant la saison de pâturage. actuellement
des mares font office de point d'eau.

Merlant Sébastien

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

RN
13
DMP

2

Enquêtes publiques sur la valorisation des eaux d'exhaure des carrières Eurovia à Dompierre-sur-Helpe et Bocahut à Haut-Lieu à des fins de consommation humaine. 24 octobre – 24 novembre 2022

Rappels :

La destruction progressive de nos ressources en eaux souterraines

Le 17 avril 2019, dans une réunion d'information des maires de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe relative à la gestion de l'eau, les services de l'Etat (DDTM, Service Géologique Régional) s'étaient montrés particulièrement inquiets par l'évolution interannuelle des relevés de certains piézomètres de l'Avesnois (banque ADES), montrant une chute quasi-continue des niveaux d'eau.

Attribuée faussetment à une sécheresse généralisée dans l'Avesnois, cette dégringolade des niveaux depuis plusieurs dizaines d'années dans le secteur d'Avesnes est due - nous le savons maintenant - à l'évolution de l'exploitation cumulée des carrières Bocahut et Eurovia, nécessitant pour un travail au sec dans des fosses d'extraction profondes, le rabattement généralisé des eaux, tant souterraines que superficielles, dans ou sur ces formations de calcaires durs karstifiés.

Dès juillet 2018, dans le cadre d'un travail commandé par NOREADE au bureau d'études AnteaGroup pour la valorisation des eaux d'exhaure de la carrière Eurovia de Dompierre, « *il apparaissait clairement que la recherche des ressources de substitution dans la nappe souterraine par la création de forages a atteint ses limites pour la compensation des débits perdus par le développement des carrières et leurs eaux d'exhaures* ».

Le 1^{er} juillet 2019, une étude conjointe UNICEM-NOREADE, s'appuyant sur une modélisation d'AnteaGroup de Juin 2018, reconnaissait que

- les débits cumulés des forages d'eau potable de Dompierre F1, Haut-Lieu, Saint Hilaire F1, F2, F3, F4 n'étaient plus que de 2510 m³/jour contre 6600 autorisés !
- cet effondrement des ressources en eaux souterraines directement potabilisables allait se poursuivre (600 m³/jour) à plus ou moins long terme.

Dans l'article 1, paragraphe 1.2, alinéa 3 de son arrêté du 01/10/2021 pour la carrière BOCAHUT, l'administration préfectorale admettait ces problèmes d'une mauvaise gestion de la ressource en eau de distribution publique en demandant que « *l'exploitant produise une étude pour déterminer les solutions alternatives nécessaires pour répondre aux besoins d'alimentation en eau potable grevés par l'exploitation de la carrière* ».

Il faut donc considérer les aménagements proposés de récupération des eaux de fonds de fosses, non comme une valorisation mais comme un ultime recours pour apporter aux UDI d'Avesnes et de Prisches l'eau potable dont elles risquent de manquer si les fosses d'extraction BOCAHUT et EUROVIA continuent de s'approfondir.

La difficulté de déterminer les origines et la nature des eaux du fond des fosses d'extraction

Après l'échec complet des forages dits d'interception, censés capter les eaux souterraines avant leur mélange et leur déversement dans les fosses d'extraction (analyse de l'hydrogéologue agréé H. Denudt en 2001, étude BURGEAP réalisée à la demande du PNRA

avec le soutien financier de l'UNICEM, plaquette éditée par le PNRA en 2002), des études environnementale et de faisabilité technique et économique de valorisation des eaux d'exhaure ont été engagées par Régie SIDEN-France sur les carrières de Haut-Lieu, Ardennes (carrières BOCAHUT, lot n°3) et de Dompierre (EUROVIA, lot n°4) en 2006, relancées en 2018 par NOREADE avec les mêmes bureaux d'études. Il a été possible, dans le cadre de ces 2 enquêtes publiques, d'obtenir de NOREADE l'envoi de ces 2 dossiers d'études, réalisés en 2018 par les bureaux d'études AMODIAG Environnement (Carrière BOCAHUT) et AnteaGroup (Carrière EUROVIA).

Constats en hydrologie

Tout le problème réside dans l'évaluation la plus correcte possible des pourcentages d'eaux souterraines et d'eaux superficielles circulant dans un milieu fracturé naturellement (karst dans les calcaires durs paléozoïques) et artificiellement (réactivation du karst lié à une chute drastique des niveaux d'eaux), sans grande filtration (boyaux parfois de plusieurs dizaines de centimètres), surtout quand les fosses d'extraction voisinent ou sont dominées par des cours d'eau facilement polluables.

Dans les fosses du Boulonnais, le projet de récupérer les eaux d'exhaure à des fins d'alimentation humaine a été abandonné quand les études ont montré l'importance des eaux superficielles.

Dans l'Avesnois, nous constatons que les mesures hydrologiques, qui auraient permis de quantifier l'origine des apports aboutissant au fond des fosses, n'ont pu être correctement réalisées, alors qu'elles étaient essentielles pour les autorités sanitaires (ARS Hauts-de-France, hydrogéologues agréés).

Carrières BOCAHUT

Dans le rapport de septembre 2018 nous n'avons pas, à la différence avec la carrière de Dompierre, retrouvé trace de mesures de terrain mais une simple évaluation du débit - 50 m³/h - s'écoulant au fond de la fosse et en provenance directe de la carrière. Il ne s'agit pas d'eaux « *provenant réellement de la nappe* », comme il est écrit bizarrement dans le rapport, mais d'un écoulement direct estimé à partir d'une valeur de pluie annuelle reçue sur les 58 ha. de la fosse, en admettant un coefficient d'écoulement de 0,85 (Pmm. x 0,85). Cette valeur, de 50 m³/h, obtenue probablement avec une lame d'eau tombée de 755 mm, est vraisemblable et peut-être comparée aux 250 m³/h. du débit moyen d'exhaure connu par les pompages ; ce qui ne signifie pas que 200 m³/h. proviennent en totalité de la nappe !

Cette interprétation ne serait « acceptable » que si, et seulement si, le cours d'eau de la Cressonnière était entièrement déconnecté de la nappe, ce qui n'est pas le cas !.

Le projet de dérivation des eaux de la Cressonnière, qui pouvait être considéré en 2011 comme une grande « première » pour les carrières de l'Avesnois, n'a malheureusement pas été achevé. Le cours d'eau n'a été détourné et recanalisé avec un lit relativement étanche que sur les 1200 m. d'une dérivation qui permettait à l'entreprise Eiffage d'exploiter sous l'ancien tracé du cours d'eau « *plusieurs millions de m³ de castine* », tout en laissant la possibilité d'importantes infiltrations en amont du fonçer (RD 424) appartenant au carrier ainsi que plus en aval (section busée sous terril jusqu'à la RD 962).

L'ancien exploitant ayant estimé en 2004 que la Cressonnière coulait au pont de la RD 424 sur des formations peu perméables, **aucune série de jaugeages et aucun marquage ne paraissent avoir été réalisés plus amont qui auraient permis de localiser, voire de quantifier des pertes du cours d'eau vers la fosse.**

Seuls indices qui montrent la nécessité de procéder à davantage d'études de terrain sur le bassin de la Cressonnière en amont de la carrière BOCAHUT avant tout projet d'exploitation des eaux d'exhaure :

- les valeurs de 4 points de jaugeages d'étiage effectués le 28/10/1996 (2004, dossier ICPE).
- les résultats (Power Point) d'AMODIAG Environnement en 2008 présentant les variations de débits du 1 au 31/08/2007 aux stations amont (RD 424) et aval carrière, avec comme commentaire pour la Cressonnière : « **La possibilité d'infiltrations vers la carrière ne peut-être exclue** ».

- Les remarques de Mr, le Maire de la commune de Haut-Lieu (Consultation administrative, courrier du 13/08/2021) « *indiquant que certains problèmes ne sont pas abordés dans le dossier (trous en surface dus à l'assèchement de la nappe phréatique)* ».

Alors que des observations récentes à proximité de fosses d'extraction ont montré dans l'Avesnois (carrière CCM de Wallers-en-Fagne) la réactivation de certains karsts (effondrements karstiques parfois dénommés fontis ou bétoires) en relation directe (mise en évidence par traçage) avec les approfondissements, il est surprenant que le Service instructeur, apparemment assez mal informé, ait pu répondre à Mr le Maire de Haut-Lieu qu'il « *s'agissait de phénomène naturel imprévisible* » !

Il faut regretter que l'ARS et l'hydrogéologue agréée n'aient pas été informés des risques possibles de pertes du ruisseau de la Cressonnière et d'effondrements sur la commune de Haut-Lieu, les seuls éléments en leur possession les conduisant à retenir que « *les eaux d'exhaure sont constituées par 15 % d'eaux de ruissellement et 85 % d'eaux souterraines contenues dans les calcaires paléozoïques* », alors que l'ensemble du bassin versant topographique de la Cressonnière en amont de la RD 424 est peut-être à classer en aire de protection.

Carrière EUROVIA

AnteaGroup a réalisé, dans le cadre des études menées pour NOREADE (rapport A93594/D), une série de contrôles hydrologiques (relevés hauteurs, jaugeages, étalonnages) sur le ruisseau des Arsilliers en aval de la fosse et sur les 2 branches amont.

Si des mesures ont bien été réalisées sur plusieurs mois en 2017 et les résultats utilisés pour déterminer les volumes exploitables et les volumes à restituer au cours d'eau, il est difficile, tout comme pour les carrières BOCAHUT de croire à ces valeurs.

Alors que pour les carrières BOCAHUT, aucune tentative d'évaluation des pertes du ruisseau de la Cressonnière n'était menée, les résultats de mesures à Dompierre sont décevants et tout laisse à penser l'existence également de pertes vers la fosse en amont des 2 stations de contrôle.

Les débits moyens mensuels présentés en page 60 du rapport permettent de déterminer les lames d'eau écoulées :

Bassins amont : Superficie 1,85 km² Débit moyen journalier 0,831 l/s

Bassin aval fosse : Superficie 3,10 km² Débit moyen journalier 56,2 l/s

Bassin intermédiaire : Superficie 1,25 km² Débit moyen journalier 55,4 l/s

La lame d'eau écoulée du bassin « intermédiaire » voisinerait les ... 1400 mm ! Un chiffre

invraisemblable, la pluviométrie annuelle pouvant varier entre 750 et 1200 mm. Les données aval paraissant correctes ($Le = 572$ mm.), il est permis de penser que les données amont ne sont pas représentatives et que des pertes sensibles réalimentent la fosse (cf, données bassin « intermédiaire »).

Pour les 2 exploitations, les bureaux d'études avaient émis quelques doutes dans leur présentation, constatant « la possibilité d'infiltrations vers la carrière » pour Amodiag et que « les débits mesurés en amont sont faibles » pour Antea, sans jamais - malheureusement - revoir avec NOREADE les méthodes.

Le problème est que tous les calculs de restitution des débits aux ruisseaux de la Cressonnière et des Arsilliers en aval des fosses s'appuient sur ces résultats sous-estimés des stations amont.

Il semble nécessaire de rappeler que le Schéma des Carrières dans sa recommandation 10.12 précise :

« Pour les sites pouvant valoriser les eaux d'exhaure, il sera nécessaire de mesurer les impacts liés au prélèvement d'eau sur les milieux naturels situés en amont, en aval, en amont et au droit du site. »

Constats pour les autorisations d'exploitation et d'approfondissement

Pour « optimiser » les emprises foncières, les extracteurs de calcaires paléozoïques de l'Avesnois ne retiennent qu'une solution, l'approfondissement qui dégrade ou détruit la ressource en eau, et obligation leur est faite, quelque soient les conventions passées avec des distributeurs privés ou public en vue de l'exploitation d'une partie des eaux d'exhaure, de présenter un dossier ICPE à la Commission des Sites (formation Carrières) afin de renouveler les autorisations d'exploitation suivant des conditions bien précises.

Il n'aurait pas du échapper au Service instructeur du projet NOREADE, le fait que les 2 dossiers Carrières ne sont pas au même niveau d'instruction tant auprès de la Commission des Sites qu'en termes d'arrêtés préfectoraux.

Carrières BOCAHUT

Dans le cas des carrières BOCAHUT, le projet d'approfondissement des 2 carrières avec captation des eaux d'exhaure pour NOREADE a été soumis à la DDTM en 2020. Préparé par la DREAL le 15/06/2021 l'arrêté préfectoral a été pris le 01/10/2021, autorisant un réapprofondissement de 45 m. avec un fond de fosse à 28 NGF.

Aucune mention n'est faite précisant la date de réunion de la commission des sites en 2021 pour ce dossier.

Carrière EUROVIA

Pour EUROVIA, tout paraît un peu plus compliqué depuis le projet d'ouverture de la carrière, autorisée par le SIDEN en 1994 et ouverte pour 30 ans à compter du 18/05/1998 (côte minimale d'extraction fixée à 89,6 NGF).

Empiétant sur le périmètre de protection du captage le plus important de la région (F1 Dompierre, AP de 1989 pour une production de 2200 m³/jour) la carrière n'est autorisée à

s'installer qu'après la recherche et la mise en exploitation du ou des forages de substitution. Le forage de substitution de Marbais, installé à proximité d'anciennes décharges, n'a jamais pu fournir les quantités demandées mais la carrière s'est installée, sans que soit précisé - et autorisé - une utilisation possible des eaux d'exhaure à des fins d'alimentation humaine.

Plusieurs AP mettent en demeure l'extracteur pour les dérivations successives du ruisseau des Arsilliers (12/03/2019, 17/08/2020) et le maintien du plancher à 89,6 NGF (15/04/2019) mais jamais ne sont évoqués l'utilisation des eaux d'exhaure.

Il faut pouvoir consulter un rapport environnemental (Avis délibéré de la MRAe 2022-6048) pour apprendre qu'EUROVIA (SCD Dompierre) compte déposer un projet de renouvellement d'autorisation d'exploiter jusqu'en 2050, avec :

- un approfondissement de 15 m.
- un projet de valorisation des eaux d'exhaure pour l'alimentation en eau potable
- **une activité de recyclage de matériaux inertes** (venant de l'extérieur).

Des activités combinées qui se devraient d'avoir l'agrément de l'ARS et de la Commission des sites.

Si l'objectif des conventions de partenariat « *est d'installer la fosse dédiée de façon définitive au niveau le plus bas de la carrière* », il n'est pas sérieux qu'un distributeur public prenne le risque d'engager les collectivités avant que les extracteurs prennent l'engagement de ne pas s'approfondir davantage (dossier connu pour BOCAHUT, dossier non déposé pour EUROVIA) et de ne pas utiliser une partie des fonds de fosse en unités de recyclage (projet EUROVIA).

Demandes

Pour ce dossier d'enquête publique conjointe présenté par NOREADE et il nous paraît urgent

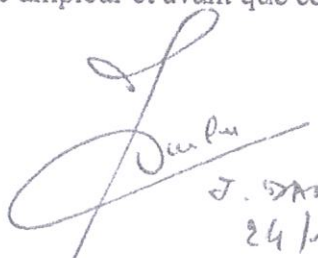
- d'**attendre**, NOREADE pouvant assurer la sécurisation de ces UDI avec le site de Locquignol.

- d'**attendre** que localement le dossier EUROVIA soit préparé par la DREAL pour être présenté en commission

- d'**attendre un avis d'expert de la part de l'ANSES** car, comme l'a rappelé le Président de NOREADE à Madame la Secrétaire d'État à la Biodiversité le 15/02/2021, « *il n'existe pas d'autres cas en France, c'est un dossier innovant qui pourra être dupliqué sur d'autres sites* ».

Alors que les travaux de géologie structurale réalisés dans les années 90 (A. Khatir, J-L Mansy) ont permis le développement des sites carriers, il paraît manquer à ce dossier d'enquête publique conjointe un travail de fond en hydraulique souterraine qui aurait pu être mené depuis 20 ans et qui aurait permis aux bureaux d'études de mieux comprendre les relations superficielles et souterraines.

L'avis d'expert est sollicité afin d'éviter tout risque sanitaire lié à des phénomènes karstiques de grande ampleur et avant que ce « dossier innovant soit dupliqué sur d'autres sites ».


J. Mansy
24/11/2022

Débits caractéristiques (L/s)	Dompierre Amont 1	Dompierre Amont 2	Dompierre aval
Débit journalier moyen	0,135	0,696	56,23
Débit journalier minimal	0	0	18,18
Débit journalier maximal	4,600	7,30	468,18
Débit mensuel moyen	0,130	0,91	58,06
Débit mensuel minimal	0,004	0,47	37,50
Débit mensuel maximal	0,650	3,75	145,25
VCN ₃ débit moyen minimal sur trois jours consécutifs	0	0	24,65

Tableau 20 : Débits caractéristiques du ruisseau

RN 3
DUP

3/ DANLOUX J-P (61/Plac Comerre - 59132 TRENON)

Remet ce jour une note de 5 pages

Donner n°2 annexé au rapport DUP le 24/11/2022
Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

RN 14
DUP

DEMATTE Stéphane agriculteur retraité
rue des Lavoisiers à St-Hilaire/Nepe

Il y a 2 zones d'ombre dans le projet de récupération
des eaux d'exhaure de la carrière Bocahut.

La présence du cimetière d'Avesnes/Nepe à 1,5 km
de la fosse d'exhaure.

En outre la carrière Bocahut, ex carrière de Godin
a servi d'enfouissement des ordures ménagères
dans les années 1960-1970 et ceci se trouve sous le
merlon : parcelles 335-604-605.

Il serait plus judicieux d'utiliser les eaux d'exhaure
de la carrière de Dampierre Eurovia

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

5/
RN 15
DUP

THOMAS Amaury - Cooperative Agricole Avesnes/Nepe

Je dépose ce jour un document de la part de la coopérative agricole.

St Hilaire le 24/11/22

lettre n°3 annexée ce 24 novembre 2022
à 18h30

le commissaire enquêteur

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

RN 15
AUP

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE

D'AVESNES SUR HELPE

4 Rue Joseph Rivière

59440 AVESNES-SUR-HELPE

3

lettre annexée
au registre le 24/11/2022
le commissaire enquêteur

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

NOREADE

Service ressource en eau

23, avenue de la Marne

59443 WASQUEHAL

A AVESNES-SUR-HELPE, le 18/11/2022

Objet : enquête publique Haut-Lieu / périmètre carrière Bocahut

Mesdames, Messieurs,

Nous avons été informés par vos courriers du 6 octobre et 25 octobre de la mise en place d'un périmètre autour de la carrière BOCAHUT sur la commune de Haut-lieu. A cet effet, une enquête publique a été lancée.

C'est dans ce cadre que nous nous permettons de vous interpeller aujourd'hui.

Votre courrier du 25/10 fait mention d'un certain nombre d'interdictions au sein même du périmètre de protection rapprochée. Parmi celles-ci, l'une d'entre elles, a tout particulièrement retenu notre attention.

« Seront interdites les nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles nécessaires à l'entretien ou à l'exploitation du point de prélèvement d'eau sauf autorisées par un avis d'hydrogéologue agréé »

Notre coopérative a régulièrement besoin de construire pour assurer son développement. C'est dans ce contexte que nous souhaitons être rassurés sur la prospérité de notre entreprise.

Pourriez-vous nous apporter d'avantage de précisions sur ce point. Une telle interdiction serait très préjudiciable à notre activité.

Vous remerciant d'avance, de l'intérêt que vous porterez à notre requête.

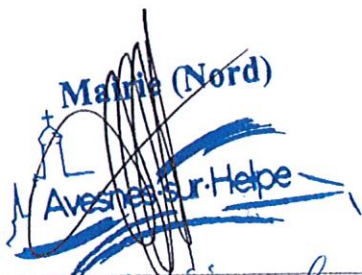
Bien cordialement.

Le Directeur

Benoit JANSON

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE
4, rue Joseph-Rivière
59440 AVESNES-SUR-HELPE
Tél. 03 27 61 33 34 - Fax. 03 27 61 21 89
Type 11959 - Siret 301 522 223 00017 - APE 4621 Z
RCS Avesnes/Helpe - TVA FR 68 301 522 223

Registre d'enquête publique facellaire ouvert
par Monsieur le Maire d'Avesnes sur Helpe
le 24 octobre 2022 à 9 heures



Permanence en Mairie le 9 Novembre 2022 de 13^h à 16^h.

1/
RNA
Parcelles

CACHEUX BRUNO, DEMANDE POURQUOI NE PAS
ARRETER. LE PERIMETRE ^{PPA} LA JONCTION
DE LA ROUTE DE LANDREUES

2
HC

Registre ouvert par Monsieur
le Maire de Haut-lieu de Luncy
24 octobre 2022 à 9h

Le Maire,



Bruno

Permanence du 9 novembre 2022
de 9h à 12h
aucune observation

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur
Hubert L.
Commissaire L.

Permanence du 16 novembre 2022
de 9h à 12h.

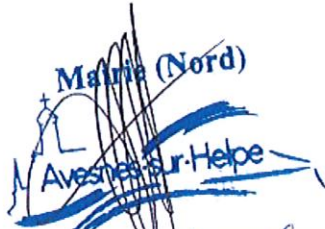
①

*RN 2
parcelles*

Je soussigné Yves CAEPANON, Directeur de l'ex
SCA CEVINOR sis route de Cuhignies à Haut-lieu,
atteste avoir reçu un courrier recommandé concernant
2 parcelles cadastrées 495 et 497 nous appartenant de
pleine propriété. Par contre nous consultons M^r DERIEUX
qu'un courrier adressé à la "Coopérative élevage viande"
qui ne nous est pas parvenue, concerne 4 parcelles cadastrées
140-141-359-360 nous appartenant de pleine propriété
également sont concernées par l'enquête.

La "coopérative élevage viande" n'existe plus juridiquement
depuis 1990. Celle ayant fusionné pour donner naissance à CEVINOR.

Registre d'enquête publique facellaire ouvert
par Monsieur le Maire d'Avesnes sur Helpe
le 24 octobre 2022 à 9 heures



Permanence au Maire le 9 Novembre 2022 de 13^h30 à 16^h30

1/

CACHEUX BRUNO, DEMANDE POURQUOI NE PAS
ARRETER LE PERIMETRE ^{PP21} LA JONCTION
DE LA ROUTE DE LANDREUVE

Fin de la permanence à 16^h30
une observation au registre

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

RN3
facellaire

Permanence du Samedi 19 Novembre 2022 -

2/

Leone Blain, Pourquoi ne pas. Adon
ARRETER le permettre a la jonction De la Route
De Landreuve.

- Pourquoi la parcelle 132 sur Haut Cien de Saint
Pier Pierhi ?

- Risque T.I.P. ^{risque} d'y avoir ~~des~~ ^{des} des Mouvement
De Terrain Dans l'avenir?

2
RN4

idem n° 10 DUP -

Pièce 4.3
Annexe 13

N°	Désignation
13	Procès-verbal de synthèse et accusé de réception du maître d'ouvrage
	Mémoire en réponse du maître d'ouvrage et lettre d'envoi
	Réponse de l'hydrogéologue agréé

Monsieur Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur
29 Boulevard de la Liberté
59400 CAMBRAI

Cambrai, le 01 décembre 2022

Agence Régionale de Santé
Direction de la sécurité sanitaire
et de la santé environnementale
Sous-direction de la santé environnementale
Service santé environnementale nord

A l'attention du responsable du projet

PROCES VERBAL

de communication des observations écrites recueillies dans les divers registres, des courriels et observations déposées sur le registre électronique.

Références : Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux d'exhaure issue de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN-SIAN sur le territoire de la commune de Haut-Lieu.

Madame, Monsieur,

L'enquête unique s'est terminée le jeudi 24 novembre 2022 avec une forte participation du public le dernier jour.

Le commissaire enquêteur vous remet ce jour un exemplaire papier du procès-verbal de synthèse relatif à l'enquête reprise en objet ainsi qu'une clé USB comportant le même fichier au format word pour faciliter votre réponse.

Je vous demande donc, de m'adresser sous quinzaine (pour le vendredi 16 décembre 2022 dernier délai), conformément aux stipulations de l'article R123-18 du Code de l'environnement, vos observations sous forme d'un mémoire en réponse au regard de chacune des observations consignées.

Vous voudrez bien dans un premier temps me faire parvenir un fichier électronique par courriel qui sera confirmé par un envoi postal à mon adresse sur support papier.

Hubert DERIEUX 29 boulevard de la Liberté, Résidence Belfort
59 400 CAMBRAI

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de toute ma considération.

Pour l'Agence Régionale de Santé

Le commissaire enquêteur
Hubert DERIEUX,



G. JACOB



Monsieur Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur
29, boulevard de la Liberté
59400 CAMBRAI

LETRE RECOMMANDEE AVEC AR

Nos Réf : DW-LD/22-II-077
Affaire suivie par D.WANEGUE (☎ : 03.20.66.43.10)
SERVICE EXPLOITATION EAU

Wasquehal,
Le 16 décembre 2022

Référence : Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux d'exhaure issue de la carrière BOCAHUT et destinée à la consommation humaine du SIDEN-SIAN sur le territoire de la commune de HAUT-LIEU.

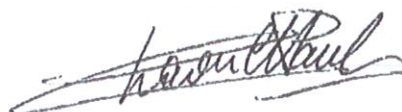
Objet : Mémoire en réponse du SIDEN-SIAN

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Suite à la transmission du procès-verbal de synthèse de l'enquête publique citée en référence, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le mémoire en réponse du SIDEN-SIAN.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Président du SIDEN-SIAN



Paul RAOULT

PS : Un exemplaire de ce mémoire est transmis par mail.

Monsieur Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur
29 Boulevard de la Liberté
59400 CAMBRAI

Cambrai, le 01 décembre 2022

SIDEN-SIAN
23, Avenue de la Marne
59443 WASQUEHAL

A l'attention du responsable du projet

PROCES VERBAL

de communication des observations écrites recueillies dans les divers registres, des courriels et observations déposées sur le registre électronique.

Références : Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux d'exhaure issue de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN-SIAN sur le territoire de la commune de Haut-Lieu.

Madame, Monsieur,

L'enquête unique s'est terminée le jeudi 24 novembre 2022 avec une forte participation du public le dernier jour.

Le commissaire enquêteur vous remet ce jour un exemplaire papier du procès-verbal de synthèse relatif à l'enquête reprise en objet ainsi qu'une clé USB comportant le même fichier au format word pour faciliter votre réponse.

Je vous demande donc, de m'adresser sous quinzaine (pour le vendredi 16 décembre 2022 dernier délai), conformément aux stipulations de l'article R123-18 du Code de l'environnement, vos observations sous forme d'un mémoire en réponse au regard de chacune des observations consignées.

Vous voudrez bien dans un premier temps me faire parvenir un fichier électronique par courriel qui sera confirmé par un envoi postal à mon adresse sur support papier.

Hubert DERIEUX 29 boulevard de la Liberté, Résidence Belfort
59 400 CAMBRAI

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de toute ma considération.

Pour SIDEN-SIAN

Guillaume Pichard

Le Président
Paul RAOULT,

Le commissaire enquêteur
Hubert DERIEUX,

agréé du Siden Sian

Paul Raoul

Hubert Derieux

Décision du Président du tribunal administratif du 6 janvier 2022 n° E21 00119/59.
Arrêté d'ouverture d'enquête de Monsieur le préfet du Nord en date du 12 septembre 2022

Département du Nord
Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe

- :- :- :- :- :- :-

Commune de Saint-Hilaire-sur-Helpe, Avesnes-sur-Helpe et Haut-Lieu

**Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et enquête
parcellaire relative à l'instauration de périmètres de protection de
captage d'eau destinée à la consommation humaine.
Demande présentée par l'Agence Régionale de Santé et NOREADE-
(Régie SIDEN-SIAN) sur le territoire des communes de :
Saint-Hilaire-sur-Helpe – Avesnes-sur-Helpe et Haut-Lieu
Enquête du 24 octobre au 24 novembre 2022 inclus**

**Procès-verbal de transmission des observations
Synthèse des observations**

Les réponses du SIDEN SIAN sont intégrées dans le texte en bleu surligné

Commissaire enquêteur
Hubert DERIEUX

Enquête d'utilité publique et enquête parcellaire relative à l'instauration de périmètres de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine. Demande présentée par l'Agence Régionale de Santé et Noréade sur le territoire des communes de Saint-Hilaire-sur-Helpe, Avesnes-sur-Helpe et Haut-Lieu

Décision n° 2000119/59 daté du 6 janvier 2022 désignant le commissaire enquêteur.

Arrêté d'ouverture d'enquête publique unique de Monsieur le préfet du Nord en date du 12 septembre 2022 :

- préalable à la déclaration d'utilité publique relative à la valorisation des eaux d'exhaure de la carrière Bocahut à Haut-Lieu,
- et parcellaire préalable à l'instauration des périmètres de protection.

Un exemplaire du dossier d'enquête unique était à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe, siège de l'enquête ainsi que dans les mairies d'Avesnes-sur-Helpe et Haut-Lieu.

Le public pouvait prendre connaissance du dossier en version numérique sur le site internet du registre numérique : <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> (utilité publique) et <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> (parcellaire).

Les observations et propositions du public pouvaient être formulées :

- Pendant la période d'enquête du 24 octobre au 24 novembre 2022, un registre d'enquête utilité publique et un registre parcellaire à feuillets non mobiles ont été mis à la disposition du public dans les trois mairies concernées.
- Le public avait également la possibilité de s'exprimer par courrier en envoyant ses observations, propositions et contre-propositions au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe, qui les a annexés au registre d'enquête. (aucun courrier n'a été adressé au commissaire enquêteur).
- Par voie électronique sur le registre numérique à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/4208> ou par courriel à l'adresse électronique suivante : enquête-publique-4208@registre-dematerialise.fr en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique du projet.
- Par voie électronique sur le registre numérique à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/4212> ou par courriel à l'adresse électronique suivante : enquête-publique-4212@registre-dematerialise.fr en ce qui concerne le parcellaire.
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur présent en mairie de :
 - o Saint-Hilaire-sur-Helpe le lundi 24 octobre 2022 de 9h à 12h et le jeudi 24 novembre 2022 de 16h à 19h,
 - o Avesnes-sur-Helpe le mercredi 9 novembre 2022 de 13h30 à 16h30 et le samedi 19 novembre 2022 de 9h à 12h,
 - o Haut-Lieu le mercredi 9 novembre 2022 de 9h à 12h et le mercredi 16 novembre 2022 de 9h à 12h.

L'ensemble de ces possibilités pouvait être utilisé par la population.

A l'issue de l'enquête publique et sous huitaine, conformément l'Article R123-18 du code de l'environnement le commissaire enquêteur transmet les observations formulées, au responsable du projet.

Article R123-18 du code de l'environnement

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux

d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Les mairies ont mis à la disposition du commissaire enquêteur et du public des locaux permettant de consulter le dossier en toute sécurité pendant toute la durée de l'enquête.

Les six permanences se sont déroulées sereinement et calmement.

Toutes les conditions étaient réunies pour permettre une participation active du public.

A mi-enquête, dans les mairies, aucune visite de consultation du dossier n'avait été enregistrée.

Des consultations de documents ont été faites sur le registre dématérialisé sans pour autant que celui-ci soit alimenté d'observations.

Le commissaire enquêteur n'a donc pas jugé nécessaire de prolonger l'enquête ni de provoquer une réunion publique dans la période d'enquête.

TRAITEMENT DES OBSERVATIONS

Le registre dématérialisé reprend l'ensemble des observations jusqu'à la fin de la période d'enquête à savoir le jeudi 24 novembre 2022 à 19 heures.

Les contributions reprises ci-dessous sont reportées dans l'ordre chronologique de leur arrivée tout registre confondu.

La première colonne reprend le numéro de la contribution et le registre concerné :

- **RN : registre numérique**
- **RSH : registre papier en mairie de Saint-Hilaire-sur-Helpe**
- **RAv : registre papier en mairie de Avesnes-sur-Helpe**
- **RHL : registre papier en mairie de Haut-Lieu**

La contribution publique

Enquête DUP : 15 observations

- Registre dématérialisé : 3 contributions
- Registre de Saint-Hilaire-sur-Helpe : 5 contributions écrites sur le registre et aucun courrier
- Registre d'Avesnes-sur-Helpe : 2 contributions écrites sur le registre et aucun courrier
- Registre de Haut-Lieu : 5 contributions écrites sur le registre et aucun courrier

Enquête parcellaire : 4 observations

- Registre dématérialisé : 1 contribution
- Registre de Saint-Hilaire-sur-Helpe : 1 contribution écrite sur le registre et aucun courrier
- Registre d'Avesnes-sur-Helpe : 1 contribution écrite sur le registre et aucun courrier
- Registre de Haut-Lieu : 1 contribution écrite sur le registre et aucun courrier

Au total 19 (dix-neuf) observations ont été déposées. Une observation fait doublon dans chacun des registres.

Cinquante personnes sont passées dans une des mairies pendant les permanences du commissaire enquêteur. (un plan d'ensemble montre l'impact des parcelles appartenant aux propriétaires qui se sont déplacés pendant les permanences)

- 19 personnes à Saint-Hilaire-sur-Helpe
- 19 personnes à Avesnes-sur-Helpe
- 12 personnes à Haut-Lieu

Consultation du dossier

- dossier en mairies
Deux personnes ont consulté le dossier en mairie à Avesnes-sur-Helpe, aucune dans les deux autres mairies.
- dossier du registre dématérialisé
 - dossier DUP :
403 visites pour 268 téléchargements (53 arrêté d'ouverture et avis ; 83 pièces du dossier)
 - dossier parcellaire :
354 visites pour 227 téléchargements (62 AOE et 52 pièces du dossier)

Les registres enquête DUP




Date	N°Contribution au registre dématérialisé	Contributions	Réponse du pétitionnaire
24/10	1 - HL	<p>- Madame LIENARD Delphine épouse DUMUR exploitant agricole à Haut-Lieu 3 chemin de Marbaix propriétaire des parcelles A 182, 183, 184, et 310 dans le PPR1 et locataire des parcelles A 188 et 282.</p> <p><u>Observation n°1 au registre DUP d'Haut-Lieu</u></p> <p>« moins de restriction pour l'épandage de lisier Il faut pouvoir vivre de notre métier sans restriction avec des compensations. On était là avant Noréade. Car je suis en agriculture biologique déjà soucieux de l'environnement et de l'écologie.</p> <p>Je veux pouvoir épandre mon lisier sans contrainte sur mes parcelles que je suis propriétaire »</p>	<p>Concernant l'épandage de lisiers, un assouplissement a été défini pour les prairies par l'hydrogéologue. L'épandage des lisiers est autorisé sur les prairies en respectant le calendrier d'épandage en zones vulnérables et en favorisant les périodes propices à la pousse de l'herbe</p> <p>Hors lisiers, l'épandage organique est autorisé sur les cultures</p> <p>Un contact sera pris avec Mme Liénard</p> <p>De plus, le SIDEN SIAN s'est engagé à prendre en charge la réalisation et le financement de la mise à jour des plans d'épandage concernés par les restrictions du PPR</p>
HL	2 - HL	<p>- Monsieur DUSSART Jean-Denis, 48 route de Cartignies à Haut-Lieu, exploitant agricole</p> <p><u>Observation n°2 au registre DUP d'Haut-Lieu</u></p>	<p>Conformément à la procédure en cours, la notification a été faite aux propriétaires. Les propriétaires doivent informer leurs locataires</p>

		<p>« <i>concerné par les parcelles 118, 116, 187, 115, 199, 502, 501, 500 par les restrictions d'épandage, en tant exploitant, et non informé du projet, ni convoqué à la réunion d'information sur celui-ci à Marbaix.</i></p> <p><i>Demande d'assouplissement des restrictions d'épandage ou de compensations par rapport à celles-ci »</i></p>	<p>En outre, plusieurs publicités ont été faites dans le cadre de cette enquête publique (presse, affichage) et 2 réunions publiques ont été organisées à des dates et horaires différents préalablement à l'enquête publique (affichage et flyers en mairie).</p> <p>Réponse 1</p> <p>Un contact sera pris avec M Dussart</p>
24/10	3 - HL	<p>- Monsieur ROSELEUR Geoffrey, exploitant agricole à Haut-Lieu 3 chaussée Brunehaut</p> <p><u>Observation n°3 au registre DUP d'Haut-Lieu</u></p> <p>« <i>Exploitant des parcelles situées dans le périmètre PPR1 donc concerné par les restrictions d'épandage surtout en lisier. Demande d'assouplissement des restrictions soit par des fractionnements des quantités épandues ou par enfouissement par système de pendillards ou injecteurs et le cas échéant par des compensations financières s'il faut remplacer nos engrais naturels par autre chose »</i></p>	<p>Réponse 1</p> <p>Un contact sera pris avec M Roseleur</p>
24/10	4 - HL	<p>- Monsieur AUBERT-DECOSSIN, exploitant agricole à Haut-Lieu</p> <p><u>Observation n°4 au registre DUP d' Haut-Lieu</u></p> <p>« <i>Usage de puits : existant depuis de nombreuses années.</i></p> <p><i>Problème des mares cadastrées.</i></p> <p><i>Mise aux normes des installations domestiques.</i></p> <p><i>Traitement des eaux pluviales ».</i></p>	<p>Aucun puits agricole n'est recensé auprès de l'Agence de l'Eau ni en mairie dans ce secteur</p> <p>Concernant les mares, le projet ne prévoit pas de prélèvement de nappe supplémentaire.</p> <p>Concernant l'assainissement et les eaux pluviales, le projet n'engendre pas de changement par rapport au cadre législatif actuel.</p>
24/10	5	<p>- Monsieur HANNECART, exploitant agricole à Haut-Lieu 26 route d'Avesnes sur Helpe</p> <p><u>Observation n°5 au registre DUP d'Haut-Lieu</u></p> <p>« <i>Etant concerné par le périmètre de protection nous exploitons des ha auxquelles nous épandons des effluents tout les ans. Et nous ne pouvons pas changer nos pratiques pour la production »</i></p>	<p>Réponse 1</p> <p>Un contact sera pris avec M Hannecart</p>
9/11	6 - Av	<p>- Madame COPY Chantal, 22 allée Kléber Herbin à Avesnes-sur-Helpe</p> <p><u>Observation n°1 au registre DUP d'Avesnes/ Helpe</u></p> <p>« <i>Nous espérons qu'il n'y aura pas trop de nuisance point de vue bruit car notre maison tremble vers 12h15. En plus nous avons beaucoup de poussière »</i></p>	<p>Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf Arrêté complémentaire du 1er/10/21).</p>
9/11	7 - Av	<p>- Madame BOQUET Marie Catherine,</p> <p><u>Observation n°2 au registre DUP d'Avesnes/ Helpe</u></p> <p>« <i>Incompatibilité entre la carrière et l'eau potable, car les risques de contamination sont forts :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les engins ont de gros réservoirs de gas-oil - Les explosifs utilisent souvent une émulsion nitrate + fuel directement dans la roche. <p><i>Il y a peut-être d'autres activités polluantes sur les carrières (centrale à béton avec des acides, ou polymères – centrale d'enrobage avec du bitume)</i></p>	<p>Au-delà des dispositifs pris par les carrières (cf pièce 3 du rapport EDCH), une station d'alerte sera mise en place en entrée de bassin. Elle constituera une sentinelle par rapport aux risques de pollution présents dans la carrière (gazoil, nitrates...). Cette station a été dimensionnée sur la base des listes exhaustives de produits dangereux fournies par le carrier. En cas d'alerte, les pompes seront immédiatement arrêtées (cf pièce 7 du rapport EDCH).</p> <p>De plus, deux conventions ont été signées avec le carrier. La 1ère, convention de gestion du périmètre immédiat situé en fond de carrière (annexe 7 du préambule du rapport EDCH) définit les modalités de</p>

			<p>protection directe de la prise d'eau au fond de la carrière (capot, alarme... cf pièce 7 du rapport EDCH).</p> <p>1</p> <p>Dans la 2ème, convention en vue de la valorisation par le SIDEN-SIAN d'une partie des eaux d'exhaure du site carrier de Haut Lieu, le carrier s'y engage à un protocole de formation préventive, de surveillance et d'alerte (annexe 3 de la convention reprise en annexe 3 du préambule du rapport EDCH).</p> <p>A noter également que la disposition et la protection de l'aménagement dédié à la valorisation (profilage du carreau vers l'exhaure du carrier, margelle périphérique) permettront de l'isoler des eaux de ruissellement de la zone. Cf rapport EDCH pièce 7).</p> <p>Enfin, la fraction valorisable est dimensionnée sur les autorisations actuelles.</p>
9/11	8 – RN1	<p>Proposée par Ducomet Pascale Déposée le jeudi 10 novembre 2022 à 15h37 Adresse postale : 3 rue Abbe Bauduin 59440 Avesnes-sur-Helpe Ce projet a pour but de desservir de l'eau potable dans des communes de l'Avesnois. Il me paraît être pérenne le temps de l'exploitation des carrières. Qu'en sera-t-il au terme de l'exploitation des carrières, ou en cas d'interruption de l'activité avant le terme, pour des raisons aujourd'hui inconnues ? L'approvisionnement en eau potable de la population reste un enjeu majeur. La société Noréade travaille-t-elle sur un plan B ? Je souhaite que la société des carrières n'amplifie pas les tirs de mines quand il lui faudra atteindre des profondeurs importantes. La maison que j'occupe tremble plusieurs fois par semaine vers 12h15 et c'est parfois inquiétant.</p>	<p>L'exhaure autorisée (le prélèvement) est sous la responsabilité des carriers. La fin d'exploitation de chaque site carrier fera l'objet d'un arrêté de fin d'exploitation qui encadrera les conditions de remise en état. Deux scénarios extrêmement opposés sont possibles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. On continue l'exhaure dans la condition précédente et la valorisation d'une partie est maintenue. L'arrêté de fin d'exploitation devra définir qui reste propriétaire du foncier et qui reste responsable de l'exhaure. 2. On arrête l'exhaure, les niveaux d'eau remontent (sur une période de plusieurs années). Cela implique : <ul style="list-style-type: none"> - L'arrêt du rejet superficiel, - L'arrêt de la valorisation AEP temporairement dans l'attente de remontées piézométriques suffisantes par une remise en exploitation de forages AEP classiques. <p>Le SIDEN SIAN peut compenser la perte de production locale par les interconnexions déjà existantes de ce secteur avec d'autres points de production (Champ captant de Locquignol).</p> <p>Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf Arrêté complémentaire du 1^{er}/10/21).</p>
23/11	9 – RN 2	- Chambre d'Agriculture (repris ci-dessous)	<p>Les réponses suivantes ont été apportées dans le cadre de la consultation administrative :</p>

			<p>« <u>Construction de bâtiments agricoles</u> : A l'étude de la demande de la chambre Régionale d'agriculture, l'Hydrogéologue agréé a modifié la prescription relative aux constructions et préconise : seront interdites toutes nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles nécessaires à l'entretien et l'exploitation du point d'eau sauf celles autorisées par avis d'un hydrogéologue agréé.</p> <p>Sur sollicitation d'un pétitionnaire, le SIDEN-SIAN s'engage à prendre en charge financièrement la consultation d'un hydrogéologue agréé.</p> <p><u>Plan d'épandage</u> : compte tenu des prescriptions de l'Hydrogéologue Agréé, certains plans d'épandage devront être révisés (interdiction d'épandage de lisier et de boues de station d'épuration). Par conséquent, le SIDEN-SIAN s'engage à prendre en charge la réalisation et le financement de la mise à jour des ces plans concernés par les prescriptions du PPR.</p> <p><u>Prescriptions supplémentaires à venir</u> : la mise en œuvre de prescriptions supplémentaires ne pourraient pas intervenir sans consultations administrative et publique préalable. Toutefois le SIDEN-SIAN est et sera à l'écoute des impacts potentiels sur la Profession Agricole en amont de toute éventuelle procédure administrative.</p> <p><u>Tarissement et indemnisation financière</u> : A ce jour, aucun forage d'irrigation n'est déclaré au sein du périmètre de protection. En effet, l'occupation agricole du sol est essentiellement composé de pâtures et le type d'assolement présent et ou potentiel ne nécessite pas d'irrigation. Le recours à l'irrigation est donc peu probable au sein du PP. En revanche, le recours à un forage privé pour l'abreuvement de bétail peut être envisagé. L'hydrogéologue agréé a prescrit l'interdiction de forage à l'intérieur de PPR, par conséquent, compte tenu de l'activité d'élevage dans le secteur, le SIDEN-SIAN propose, en mesure de compensation, la mise à disposition par conventionnement d'un volume d'eau (limité à 10 000 m³/an par exploitation) pour l'abreuvement des élevages présents dans le PPR.</p> <p><u>Extension de la carrière</u> : Il n'est pas prévu d'extension de la carrière mais un approfondissement. Par conséquent, il n'y aura pas de perte de terres agricoles exploitables autres que les trois parcelles prévues pour l'installation des bassins de stockage et de l'unité de traitement. »</p> <p>Concernant l'épandage de lisiers, un assouplissement a été défini pour les prairies par l'hydrogéologue. L'épandage des lisiers est autorisé sur les prairies en respectant le calendrier d'épandage en zones vulnérables et en favorisant les périodes propices à la pousse de l'herbe.</p>
24/11	10 – RN 3	- SOS Avesnois Monchicourt (repris ci-dessous)	

24/11	11 – RSH 1	<p>- David Elodie Observation n°1 registre DUP de Saint-Hilaire</p> <p>Le jour je copie un courrier dans le cadre de l'enquête publique relative au projet de construction de zone de l'exhaussement après d'augmenter mes demandes face à ce projet et ses conséquences. Le courrier est adressé à ce cabinet.</p> <p>Amicalement, David Elodie Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Mme David Elodie 10 Charles Bouchart 59100 St Hilaire / Helpe 06 03 99 13 04</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Le 07/11/2018</p> <p>Je me permets de vous adresser ce courrier dans le cadre de l'enquête publique relative au projet de construction de zone de l'exhaussement. Au vu de ce projet qui va empiéter directement, je pense dire à personne qui sera la plus impactée dans un sens proche et lointain, donc je souhaite vous faire part de mes regrets.</p> <p>En effet, j'en appelle (après l'avoir déjà appelé une fois et par courrier) que lors de mon achat immobilière en 2016, j'avais un projet personnel "Tantique", qui, depuis l'annonce de son intention, est complètement "totalement à l'eau".</p> <p>Pendant 2 ans, (sans connaître votre projet), j'ai investi plus de 100 000 € dans mon habitation et j'ai vu que cette construction ne valait pas de l'argent non domoile... C'est la raison pour laquelle j'ai fait acheter mon habitation par 2 agents de la même qui sont tous les 3 sur la même parcelle de terrain. A l'époque, j'avais même envisagé un achat par "Bordier" mais les propositions n'étaient pas</p>	<p>En zone d'assainissement non collective, il appartient aux propriétaires de se doter d'un dispositif non collectif aux normes. Cette prescription doit réglementairement être reprise dans l'acte de vente puisque celui-ci date de 2016 (obligation d'information des notaires).</p> <p>Le projet ne prévoit pas de traverser ou d'empiéter le chemin privé de Mme David.</p> <p>Une tarification spécifique à certains abonnés individuels pour un même usage est illégale. La gratuité de l'eau n'est donc pas envisageable.</p> <p>Concernant les désagréments, le SIDEN SIAN s'est engagé auprès de Mme David</p> <ul style="list-style-type: none"> - à enterrer le bassin tampon - à soigner l'intégration paysagère du locale technique et des abords du site. - à insonoriser les équipements. <p>Le site proche de chez Mme David sera sans traitement et par conséquent sans odeur</p>
-------	---------------	--	--

		<p>au prix d'achat du départ; Or un engagement de rester au prix. Ainsi, ma demande d'aujourd'hui est de convenir d'un accord sur un des désagréments à venir.</p> <p>Soit, vous me demandez de me mettre en conformité avec un nouvel assainissement, Ainsi je souhaiterais que ce travaux soit à votre charge... c'est à dire un assainissement qui respectera vos normes, les travaux de réflexion de ma case qui sera impactée (révisée en 2021).</p> <p>N'oublions pas que mon chemin sera également dérangé par l'installation de tuyaux et tranchées... de ce fait, j'aimerais que ma route d'accès soit également renforcée dans son entièreté.</p> <p>Par fin, j'aimerais bénéficier de la gratuité de l'eau (dans la limite de ma consommation actuelle) afin de combler les désagréments que ce travaux vont avoir dans mon exploitation pendant plus d'un an.</p> <p>J'attends votre retour face à mes demandes dans le cadre de cette expertise.</p> <p>Cordialement</p> 	
24/11	12 – RSH 2	<p>- MERLANT Sébastien Observation n°2 registre DUP de Saint-Hilaire</p> <p>2/ MERLANT Sébastien 1830 (base de votre zone de bois 2000 Dhaire) exploitant agricole sur la zone concernée, nous demandons l'absence d'un pont d'eau pour l'abreuvement de nos bœufs pendant la saison de pâturage... actuellement nos mares font office de pont d'eau.</p> <p> Sébastien Merlant Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	<p>Le présent projet ne prévoit pas de pompage susceptible d'assécher les mares. Le pompage du carter est autorisé.</p> <p>Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf Arrêté complémentaire du 1er/10/21).</p>
24/11	13 – RSH 3	<p>- DANLOUX Joël : Observation n°3 registre DUP de Saint-Hilaire</p> <p>3/ DANLOUX Joël (6/11a Route 59132 TRETON) Remis 6 jour une note de 5 pages 1ère D. 05/12 2ème au début du 24/10</p> <p> Joël Danlou Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	

Enquêtes publiques sur la valorisation des eaux d'exhaure des carrières Eurovia à Dompiere-sur-Helpe et Bocahut à Haut-Lieu à des fins de consommation humaine, 24 octobre - 24 novembre 2022

Rappels :

La destruction progressive de nos ressources en eaux souterraines

Le 17 avril 2019, dans une réunion d'information des maires de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe relative à la gestion de l'eau, les services de l'Etat (DDTM, Service Géologique Régional) étaient montrés particulièrement inquiets par l'évolution interannuelle des relevés de certains piézomètres de l'Avesnois (banque ADES), montrant une chute quasi-continue des niveaux d'eau.

Attribuée faussement à une sécheresse généralisée dans l'Avesnois, cette dépréciation des niveaux depuis plusieurs dizaines d'années dans le secteur d'Avesnes est due - nous le savons maintenant - à l'évolution de l'exploitation curatée des carrières Bocahut et Eurovia, nécessitant pour un travail au sec dans des fosses d'extraction profondes, le rabattement généralisé des eaux, tant souterraines que superficielles, dans ou sur ces formations de calcaires durs karstifiés.

Dès juillet 2018, dans le cadre d'un travail commandé par NORAIDE au bureau d'études AnteaGroup pour la valorisation des eaux d'exhaure de la carrière Eurovia de Dompiere, « il apparut clairement que la recherche des ressources de substitution dans la nappe souterraine par la création de forages à atteindre très limités pour la composition des débits perdus par le développement des carrières et leur besoin d'exhaure ».

Le 1^{er} juillet 2019, une étude conjointe UNICEM-NORAIDE, s'appuyant sur une modélisation d'AnteaGroup de Juin 2018, reconnaissait que :

- les débits cumulés des forages d'eau potable de Dompiere F1, Haut-Lieu, Saint-Hilaire F1, F2, F3, F4 n'étaient plus que de 2510 m³/jour contre 6600 autorisés !
- cet effacement des ressources en eaux souterraines directement potabilisables allait se poursuivre (600 m³/jour) à plus ou moins long terme.

Dans l'article 1, paragraphe 1.2, alinéa 3 de son arrêté du 01/10/2021 pour la carrière BOCAHUT, l'administration préfectorale admettait ces problèmes d'une mauvaise gestion de la ressource en eau de distribution publique en demandant que « l'exploitant produise une étude pour déterminer les solutions alternatives nécessaires pour répondre aux besoins d'alimentation en eau potable prévus par l'exploitation de la carrière ».

Il faut donc considérer les aménagements proposés de récupération des eaux de fonds de fosses, non comme une valorisation mais comme un ultime recours pour apporter aux UDI d'Avesnes et de Prisches l'eau potable dont elles risquent de manquer si les fosses d'extraction BOCAHUT et EUROVIA continuent de s'approfondir.

La difficulté de déterminer les origines et la nature des eaux du fond des fosses d'extraction

Après l'échec complet des forages dits d'interception, censés capter les eaux souterraines avant leur mélange et leur versement dans les fosses d'extraction (analyse de l'hydrogéologue agréé H. Demait en 2001, étude BURGEAP réalisée à la demande du PNRA

avec le soutien financier de l'UNICEM, plaquette éditée par le PNRA en 2002), des études environnementale et de faisabilité technique et économique de valorisation des eaux d'exhaure ont été engagées par Régie SIDEN-France sur les carrières de Haut-Lieu, Ardenne (carrières BOCAHUT, lot n°3) et de Dompiere (EUROVIA, lot n°4) en 2006, relancées en 2018 par NORAIDE avec les mêmes bureaux d'études.

Il a été possible, dans le cadre de ces 2 enquêtes publiques, d'obtenir de NORAIDE l'envoi de ces 2 dossiers d'études, réalisés en 2018 par les bureaux d'études AMODIAG Environnement (Carrière BOCAHUT) et AnteaGroup (Carrière EUROVIA).

Constats en hydrologie

Tout le problème réside dans l'évaluation la plus correcte possible des pourcentages d'eaux souterraines et d'eaux superficielles circulant dans un milieu fracturé naturellement (karst dans les calcaires durs paléozoïques) et artificiellement (réactivation du karst lié à une chute drastique des niveaux d'eaux), sans grande filtration (boyaux parfois de plusieurs dizaines de centimètres), surtout quand les fosses d'extraction voisinent ou sont dominées par des cours d'eau facilement polluables.

Dans les fosses du Boulonnais, le projet de récupérer les eaux d'exhaure à des fins d'alimentation humaine a été abandonné quand les études ont montré l'importance des eaux superficielles.

Dans l'Avesnois, nous constatons que les mesures hydrologiques, qui auraient permis de quantifier l'origine des apports aboutissant au fond des fosses, n'ont pu être correctement réalisées, alors qu'elles étaient essentielles pour les autorités sanitaires (ARS Hauts-de-France, hydrogéologues agréés).

Carrières BOCAHUT

Dans le rapport de septembre 2018 nous n'avons pas, à la différence avec la carrière de Dompiere, retrouvé trace de mesures de terrain mais une simple évaluation du débit - 50 m³/h - s'écoulant au fond de la fosse et en provenance directe de la carrière.

Il ne s'agit pas d'eaux « provenant réellement de la nappe », comme il est écrit bizarrement dans le rapport, mais d'un écoulement direct estimé à partir d'une valeur de pluie annuelle reçue sur les 58 ha. de la fosse, en admettant un coefficient d'écoulement de 0,85 (Pmm. x 0,85).

Cette valeur, de 50 m³/h, obtenue probablement avec une lame d'eau tombée de 755 mm, est vraisemblable et peut-être comparée aux 250 m³/h. du débit moyen d'exhaure connu par les pompes ; ce qui ne signifie pas que 200 m³/h. proviennent en totalité de la nappe !

Cette interprétation ne serait « acceptable » que si, et seulement si, le cours d'eau de la Cressonnière était entièrement déconnecté de la nappe, ce qui n'est pas le cas !

Le projet de dérivation des eaux de la Cressonnière, qui pouvait être considéré en 2011 comme une grande « première » pour les carrières de l'Avesnois, n'a malheureusement pas été achevé. Le cours d'eau n'a été détourné et recanalisé avec un lit relativement étanche que sur les 1200 m. d'une dérivation qui permettait à l'entreprise Eiffage d'exploiter sous l'ancien tracé du cours d'eau « plusieurs millions de m³ de castine », tout en laissant la possibilité d'importantes infiltrations en amont du fonçage (RD 424) appartenant au carrier ainsi que plus en aval (section busée sous terril jusqu'à la RD 962).

Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf Arrêté complémentaire du 1er/10/21).

Notre projet de remet pas en cause les autorisations actuelles et sera pris en compte pour les futures autorisations (pré requis de la DREAL).

Concernant la carrière de Haut Lieu, l'impact sur le cours d'eau a été appréhendé par la mise en place d'un débit minimal de 80 m3/h à la rivière.

A noter également que la disposition et la protection de l'aménagement dédié à la valorisation (profilage du carreau vers l'exhaure du carrier, margelle périphérique) permettront de l'isoler des eaux de ruissellement de la zone. Cf rapport EDCH pièce 7)

L'ancien exploitant ayant estimé en 2004 que la Cressonnière coulait au point de la RD 424 sur des formations peu perméables, aucune série de jauges et aucun marquage ne paraissent avoir été réalisés plus amont qui auraient permis de localiser, voire de quantifier des pertes du cours d'eau vers la fosse.

Seuls indices qui montrent la nécessité de procéder à davantage d'études de terrain sur le bassin de la Cressonnière en amont de la carrière BOCAHUT avant tout projet d'exploitation des eaux d'exhaure :

- les valeurs de 4 points de jauges d'étiage effectués le 28/10/1996 (2004, dossier ICPE) ;
- les résultats (Power Point) d'AMODIAG Environnement en 2008 présentant les variations de débits du 1 au 31/08/2007 aux stations amont (RD 424) et aval carrière, avec comme commentaire pour la Cressonnière : « La possibilité d'infiltrations vers la carrière ne peut être exclue » ;

- Les remarques de Mr. le Maire de la commune de Haut-Lieu (Consultation administrative, courrier du 13/08/2021) « indiquant que certains problèmes ne sont pas abordés dans le dossier (trous en surface dus à l'assèchement de la nappe phréatique) » ;

Alors que des observations récentes à proximité de fosses d'extraction ont montré dans l'Avesnois (carrière CCM de Valler-s-en-Fagne) la réactivation de certains karsts (effondrements karstiques parfois dénommés fontis ou bêtaires) en relation directe (mise en évidence par tracage) avec les approfondissements, il est surprenant que le Service instructeur, apparemment assez mal informé, ait pu répondre à Mr le Maire de Haut-Lieu qu'il « s'agissait de phénomène naturel imprévisible » !

Il faut regretter que l'ARS et l'hydrogéologue agréée n'aient pas été informés des risques possibles de pertes du ruisseau de la Cressonnière et d'effondrements sur la commune de Haut-Lieu. Les seuls éléments en leur possession les conduisant à retenir que « les eaux d'exhaure sont constituées par 15 % d'eaux de ruissellement et 85 % d'eaux souterraines contenues dans les calcaires paléozoïques », alors que l'ensemble du bassin versant topographique de la Cressonnière en amont de la RD 424 est peut-être à classer en aire de protection.

Carrière EUROVIA

Anteodisap a réalisé, dans le cadre des études menées pour NOREADE (rapport A93594/D), une série de contrôles hydrologiques (relevés hauteurs, jauges, étiages) sur le ruisseau des Arsiliers en aval de la fosse et sur les 2 branches amont.

Si des mesures ont bien été réalisées sur plusieurs mois en 2017 et les résultats utilisés pour déterminer les volumes exploitables et les volumes à restituer au cours d'eau, il est difficile, tout comme pour les carrières BOCAHUT de croquer à ces valeurs.

Alors que pour les carrières BOCAHUT, aucune tentative d'évaluation des pertes du ruisseau de la Cressonnière n'était menée, les résultats de mesures à Dompiere sont décevants et tout laisse à penser l'existence également de pertes vers la fosse en amont des 2 stations de contrôle.

Les débits moyens mensuels présentés en page 60 du rapport permettent de déterminer les lames d'eau écoulées :

Bassins amont : Superficie 1,85 km² Débit moyen journalier 0,831 l/s
Bassin aval fosse : Superficie 3,10 km² Débit moyen journalier 56,2 l/s
Bassin intermédiaire : Superficie 1,25 km² Débit moyen journalier 55,4 l/s
La lame d'eau écoulée du bassin « intermédiaire » voisinerait les ... 1400 mm ! Un chiffre

inraisonnable, la pluviométrie annuelle pouvant varier entre 750 et 1200 mm.

Les données aval paraissant correctes (Le = 572 mm.), il est permis de penser que les données amont ne sont pas représentatives et que des pertes sensibles réaffectent la fosse (cf, données bassin « intermédiaire »).

Pour les 2 exploitations, les bureaux d'études avaient émis quelques doutes dans leur présentation, constatant « la possibilité d'infiltrations vers la carrière » pour Amodiag et que « les débits mesurés en amont sont faibles » pour Ante, sans jamais - malheureusement - revoir avec NOREADE les méthodes.

Le problème est que tous les calculs de restitution des débits aux ruisseaux de la Cressonnière et des Arsiliers en aval des fosses s'appuient sur ces résultats sous-estimés des stations amont.

Il semble nécessaire de rappeler que le Schéma des Carrières dans sa recommandation 10.12 précise :

« Pour les sites pouvant valoriser les eaux d'exhaure, il sera nécessaire de mesurer les impacts liés au prélèvement d'eau sur les milieux naturels situés en amont, en aval, en amont et en aval du site. »

Constats pour les autorisations d'exploitation et d'approfondissement

Pour « optimiser » les emprises foncières, les extracteurs de calcaires paléozoïques de l'Avesnois ne retiennent qu'une solution, l'approfondissement qui dégrade ou détruit la ressource en eau, et obligation leur est faite, quelque soient les conventions passées avec des distributeurs privés ou public en vue de l'exploitation d'une partie des eaux d'exhaure, de présenter un dossier ICPE à la Commission des Sites (formation Carrières) afin de renouveler les autorisations d'exploitation suivant des conditions bien précises.

Il n'aurait pas dû échapper au Service instructeur du projet NOREADE, le fait que les 2 dossiers Carrières ne sont pas au même niveau d'instruction tant auprès de la Commission des Sites qu'en termes d'arrêts préfectoraux.

Carrières BOCAHUT

Dans le cas des carrières BOCAHUT, le projet d'approfondissement des 2 carrières avec captage des eaux d'exhaure pour NOREADE a été soumis à la DDTM en 2020, Préparé par la DRIAL le 15/06/2021 l'arrêté préfectoral a été pris le 01/10/2021, autorisant un approfondissement de 45 m. avec un fond de fosse à 28 NGF.

Aucune mention n'est faite précisant la date de réunion de la commission des sites en 2021 pour ce dossier.

Carrière EUROVIA

Pour EUROVIA, tout paraît un peu plus compliqué depuis le projet d'ouverture de la carrière, autorisée par le SIDEN en 1994 et ouverte pour 30 ans à compter du 18/05/1998 (côte minimale d'extraction fixée à 89,6 NGF).

Enjeignant sur le périmètre de protection du captage le plus important de la région (F1 Dompiere, AP de 1989 pour une production de 2200 m³/jour) la carrière n'est autorisée à

s'installer qu'après la recherche et la mise en exploitation du ou des forages de substitution. Le forage de substitution de Marbais, installé à proximité d'anciennes décharges, n'a jamais pu fournir les quantités demandées mais la carrière s'est installée, sans que soit précisé - et autorisé - une utilisation possible des eaux d'exhaure à des fins d'alimentation humaine.

Plusieurs AP mettent en demeure l'extracteur pour les dérivations successives du ruisseau des Artiliers (12/03/2019, 17/08/2020) et le maintien du plancher à 89,6 NGF (15/04/2019) mais jamais ne sont évoqués l'utilisation des eaux d'exhaure.

Il faut pouvoir consulter un rapport environnemental (Avis délibéré de la MRAe 2022-6048) pour apprendre qu'EUROVIA (SCD Dompierre) compte déposer un projet de renouvellement d'autorisation d'exploiter jusqu'en 2050, avec :

- un approfondissement de 15 m.
- un projet de valorisation des eaux d'exhaure pour l'alimentation en eau potable
- une activité de recyclage de matériaux inertes (venant de l'extérieur).

Des activités combinées qui se devraient d'avoir l'agrément de l'ARS et de la Commission des sites.

Si l'objectif des conventions de partenariat « est d'installer la fosse dédiée de façon définitive au niveau le plus bas de la carrière », il n'est pas sérieux qu'un distributeur public prenne le risque d'engager les collectivités avant que les extracteurs prennent l'engagement de ne pas s'approfondir davantage (dossier connu pour BOCAHUT, dossier non déposé pour EUROVIA) et de ne pas utiliser une partie des fonds de fosse en unités de recyclage (projet EUROVIA).

Demandes

Pour ce dossier d'enquête publique conjointe présenté par NOREADE et il nous paraît urgent :

- d'attendre, NOREADE pouvant assurer la sécurisation de ces UDI avec le site de Locquignol.

- d'attendre que localement le dossier EUROVIA, soit préparé par la DREAL pour être présenté en commission.

- d'attendre un avis d'expert de la part de l'ANSES car, comme l'a rappelé le Président de NOREADE à Madame la Secrétaire d'État à la Biodiversité le 15/02/2021, « il n'existe pas d'autres cas en France, c'est un dossier innovant qui pourra être dupliqué sur d'autres sites ».

Alors que les travaux de géologie structurale réalisés dans les années 90 (A. Khatir, J-L. Mansy) ont permis le développement des sites karstiques, il paraît manquer à ce dossier d'enquête publique conjointe un travail de fond en hydraulique souterraine qui aurait pu être mené depuis 20 ans et qui aurait permis aux bureaux d'études de mieux comprendre les relations superficielles et souterraines.

L'avis d'expert est sollicité afin d'éviter tout risque sanitaire lié à des phénomènes karstiques de grande ampleur et avant que ce « dossier innovant soit dupliqué sur d'autres sites ».

J. Dompierre
24/11/2022

Rapport ARNA Group 185594 du 16/11/2018 Page 60 (annexes)

Débits caractéristiques (L/s)	Dompierre Amont 1	Dompierre Amont 2	Dompierre aval
Débit journalier moyen	0,135	0,696	56,23
Débit journalier minimal	0	0	18,18
Débit journalier maximal	4,600	7,30	468,18
Débit mensuel moyen	0,130	0,91	58,06
Débit mensuel minimal	0,004	0,47	37,50
Débit mensuel maximal	0,650	3,75	145,25
VCN: débit moyen minimal sur trois jours consécutifs	0	0	24,65

Tableau 20 : Débits caractéristiques du ruisseau

Demandes de M Danboux

1/« Attendre, NOREADE pouvant assurer la sécurisation de ces UDI avec le site de Locquignol »

Un tel projet doit être anticipé. La sécurisation existe certes déjà, il s'agit ici de mettre en place une alimentation pérenne des UDI locales.

2/ concerne la carrière Eurovia

3/« Attendre un avis expert de la part de l'ANSES. »

Conformément à l'article R1321-7 du Code de la Santé Publique le dossier ne nécessite pas d'avis de l'ANSES. En effet, les résultats des analyses effectuées sur environ deux ans n'ont pas mis en évidence de dépassements pour les limites de qualité de l'eau en eau brute.

24/11	14 – RSH 4	<p>- DEMATTE Stéphane : <u>Observation n°4 registre DUP de Saint-Hilaire</u></p> <p><i>Stéphane Dematte agriculteur retraité au des Luciers de St-Hilaire/Helpe</i></p> <p><i>Il y a 2 zones d'ombre dans le projet de réaménager des eaux d'exhaure de la carrière Bocalat. La présence du cimetière d'Avesnes/Helpe à 5 km de la fosse d'exhaure.</i></p> <p><i>En outre la carrière Bocalat, ex carrière de Grévin a servi d'enfouissement des ordures ménagères dans les années 1960-1970 et ceci a entraîné sous la voûte parcellaire 535-604-605</i></p> <p><i>Il serait plus judicieux d'utiliser les eaux d'exhaure de la carrière de Dampierre/Boulogne</i></p> <p style="text-align: right;">Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	<p>Le Cimetière se trouve en dehors du PPR</p> <p>Le SIDEN SIAN a interrogé le carrier au sujet de cette décharge. Leur réponse en date du 15 décembre 2022 est la suivante :</p> <p>« Nous n'avons pas d'historique concernant une éventuelle décharge au droit de ces parcelles qui accueillent un dépôt de stériles de la carrière datant de près de 40 années. Veuillez noter que le suivi qualitatif des rejets d'eaux d'exhaure réalisé depuis plus de 20 ans par l'exploitant n'a jamais montré d'indice de pollution éventuelle liée à la présence de déchets ménagers. »</p> <p>En effet, les résultats des analyses effectuées par le SIDEN SIAN sur environ deux ans n'ont pas mis en évidence de dépassements pour les limites de qualité de l'eau en eau brute (rapport EDCH pièce 2).</p>
24/11	15 – RSH 5	<p>- THOMAS Amaury Coopérative Agricole A/Helpe <u>Observation n°5 registre DUP de Saint-Hilaire</u></p> <p><i>Stéphane Amaury - Coopérative Agricole A/Helpe</i></p> <p><i>Je déplore le fait que son document de la part de la coopérative agricole St-Hilaire de 2014/12. Cette D.S. concerne la décharge de la carrière Bocalat.</i></p> <p style="text-align: right;">Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	<p>Dans le cadre de l'arrêt de DUP, le SIDEN SIAN est tenu de compenser les contraintes liées à la servitude. A titre d'exemple, certains projets inclus dans le périmètre de protection devront préalablement à leur instruction être soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé. Le SIDEN SIAN s'est engagé à indemniser le porteur du projet sur la surcharge financière liée à la consultation de l'hydrogéologue agréé (article 7.3 du projet d'arrêt de DUP)</p>

9/11	16-Av-1	<p>- Monsieur CACHEUX Bruno, 12 allée Kléber Herbin Avesnes sur Helle</p> <p><u>Observation n°1 au registre parcellaire Avesnes/H</u></p> <p><i>« Pourquoi ne pas arrêter le périmètre PPR1 à la jonction de la route de Landrecies »</i></p>	<p>Le SIDEN SIAN a consulté l'hydrogéologue agréée pour cette question. La réponse de l'hydrogéologue agréée se trouve annexée à ce rapport.</p>
16/11	17 – HL1	<p>- Monsieur CARPENTIER Yves Directeur de la SCA CEVINOR route de Cartignies à Haut-Lieu</p> <p><u>Observation n°1 : registre parcellaire Haut-Lieu</u></p>	<p>Les données de propriété sont issues d'une consultation du fichier du cadastre datant du 19 septembre 2022.</p>

		<p>①</p> <p>Je soussigné Yves COOPERATIEUR Directeur de l'eau SAS CEVINOR sis route de Caigny à Haut-Lieu, atteste avoir reçu un courrier recommandé en date du 2 parcelles cadastrées 495 et 497 nous appartenant de plaine propriété. Par ailleurs nous constatons M^{re} PEREUX qui en tant qu'adhésif à la "Coopérative éponge viande" pour ne pas parler, comme 4 parcelles cadastrées 140-141-359-360 nous appartenant de plaine propriété, également sont concernées par l'enquête. La "coopérative éponge viande" n'existe plus indépendamment depuis 1990. Cette ayant fonctionné pour donner naissance à CEVINOR.</p>	
19/11	18 – Av2	<p>- Monsieur LESNE Alain : <u>Observation n°2 au registre parcellaire Avesnes/H</u> Pourquoi ne pas avoir arrêté le périmètre à la jonction de la route de Landrecies Pourquoi la parcelle 132 sur Haut-Lieu ne fait pas parti ? Risque-t-il d'y avoir des mouvements de terrains dans l'avenir ?</p>	<p>Le SIDEN SIAN a consulté l'hydrogéologue agréée pour cette question. La réponse de l'hydrogéologue agréée se trouve annexée à ce rapport.</p> <p>Sans objet : les éventuels mouvements de terrain sont liés au milieu karstique</p>

Observation 9 – RN2 – registre DUP – Chambre d'Agriculture

Chambre d'Agriculture : Objet : remarques concernant la procédure de DUP

Bonjour monsieur le commissaire enquêteur,

Je vous transmets ci-joint les remarques formulées par la chambre d'agriculture concernant le projet de DUP
relatif au projet de valorisation des eaux d'exhaure issues de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation
humaine.



Monsieur DERIEUX Hubert
Commissaire enquêteur

Saint-Laurent-Bianzy, le 21 novembre 2022

BM: CC/CBFB/CCT/2A-025

Géol. / Enquête publique préalable à la déclaration publique
Procédure de protection des captages d'eau potable
étude sur la commune de MAULIEU

Siège administratif

55 avenue Roger Salengro
63000 Clermont
02031 Guist Laurent Blangy cecile

SECRET 190 013 543 0200

Tel : 03 25 80 27 67
Email : contact@exin.chambagri.fr

Monsieur le commissaire enquêteur,

Nos services ont pris connaissance des éléments du dossier relatif au projet de protection des captages d'eau destinés à la consommation humaine situés sur le territoire de la commune de HAUT-LIEU et exploités par le SIDEN-SIAN.

Concernant ce dossier soumis actuellement à enquête publique, nous vous proposons d'y faire figurer les remarques ci-jointes.

Comptant vivement que ces observations soient prises en considération, nous vous prions, Monsieur, d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président.

Christian DURLIN

P.J. 1

Stages social
SPE licensed by Google
© 2000 LFE

STP FOR JUNE 1994: 2,024
 Publications of people
 at the University
 Dept. of (1) and (2) 00000
 000 0000

DOI: 10.1002/for

Procédure de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine situés sur la commune de HAUT-LIEU

DEMANDE DE PRISE EN COMPTE DES OBSERVATIONS

DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Dans le cadre de la Consultation administrative, nous avons formulé un certain nombre de remarques concernant l'incidence de la mise en place des nouveaux périmètres de protection des captages et les prescriptions s'y rattachant sur le fonctionnement des exploitations agricoles existantes. Dans le rapport de fin de consultation administrative de décembre 2021, nous avons bien pris acte des éléments de réponse du service instructeur concernant les éléments suivants :

- Construction de bâtiments agricoles : possibilité de construction pour les sites agricoles existants après avis d'un hydrogéologue agréé. Sur sollicitation du pétitionnaire, le SIDEN-SIAN s'engage à prendre financièrement la consultation d'un hydrogéologue agréé.
- Tarissement et indemnisation financière : le recours à un forage privé pour l'abreuvement du bétail peut être envisagé par les agriculteurs en place. Comme l'hydrogéologue agréé a prescrit l'interdiction de forage à l'intérieur du PPR, le SIDEN-SIAN propose, en mesure de compensation, de mettre à disposition par conventionnement un volume d'eau (limité à 10 000 m³/an par exploitation) pour l'abreuvement des élevages présents dans le PPR.
- Plan d'épandage : compte tenu des prescriptions de l'hydrogéologue agréé, certains plans d'épandage devront être révisés (interdiction d'épandage de l'Isler). Le SIDEN-SIAN s'engage à prendre en charge la réalisation et le financement de la mise à jour des plans d'épandage concernés par les prescriptions du PPR.
- Prescriptions supplémentaires à venir : la mise en œuvre de prescriptions supplémentaires ne pourraient pas intervenir sans consultation administrative et publique préalable. Toutefois, le SIDEN-SIAN est et sera à l'écoute des impacts potentiels sur la profession agricole.

Concernant les prescriptions applicables dans le périmètre rapproché PPR2, nous sommes bien conscients qu'elles sont liées à la DUP de 2002 concernant la protection du captage existant F3.

Pour ce qui concerne le nouveau périmètre rapproché PPR1, nous prenons acte des prescriptions en projet qui seront applicables aux différentes parcelles agricoles pour lesquelles les activités suivantes seront autorisées :

- Les pratiques culturales de manière à ce qu'elles soient compatibles avec le maintien de la qualité des eaux souterraines ;
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail, du fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols et la lutte contre les ennemis des cultures conformes à la réglementation en vigueur ;
- L'épandage de fumier ;
- Le pacage des animaux de manière à ne pas détruire la couverture végétale ;
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail (à implanter à l'endroit le plus éloigné du captage).

De même, toujours pour ce qui concerne le nouveau périmètre rapproché PPR1, nous prenons acte des prescriptions en projet qui seront applicables aux différentes parcelles agricoles pour lesquelles les activités suivantes seront interdites :

- l'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées autres que ceux permettant l'assainissement des habitations existantes ;
- l'épandage de sous-produits urbains et industriels (boues de station d'épuration, matières de vidange...).

Pour l'aspect des interdictions d'épandage de lisier, le projet du nouveau périmètre rapproché PPR1 aura un impact direct pour certaines exploitations agricoles concernées sur ce secteur. En effet, elles sont spécialisées en élevage bovin avec une dominante des surfaces herbagères ce qui inclut une valorisation préférentielle d'effluents liquides type lisier sur les prairies. Certaines exploitations disposent de surfaces potentielles d'épandage qui permettent juste de valoriser de manière optimale l'ensemble des effluents organiques produits à l'échelle de leur exploitation agricole. De fait, l'interdiction d'épandage de lisier sur les parcelles en périmètre rapproché, va se traduire par une impossibilité, pour certaines exploitations, de pouvoir continuer à valoriser l'ensemble des effluents d'élevage liquides sur leur parcellaire. La mise à jour des plans d'épandage va donc poser un problème de respect de la réglementation, et ce d'autant plus pour celles qui sont en mode de production en agriculture biologique. En effet, le cahier des charges en mode de production biologique ne permet de fertiliser les parcelles que par des effluents organiques issus d'élevage en production biologique. Par conséquent, au vu du parcellaire disponible pour certaines exploitations agricoles concernées, nous sollicitons une dérogation pour la valorisation du lisier sur les prairies situées dans le nouveau périmètre rapproché PPR1. Il est important de préciser que les apports de lisier seront réalisés en sortie d'hiver et au printemps au plus près des périodes

propices à la pousse de l'herbe pour optimiser la valorisation des unités fertilisantes du lisier. Si cette demande de dérogation est jugée irrecevable par l'hydrogéologue agréé, une autre solution devra être envisagée pour pouvoir continuer à fertiliser les prairies en effluents organiques. Cette solution, à étudier avec les éleveurs concernés, passerait, par exemple, par la mise en œuvre de nouveau matériel tel que le séparateur de phase afin de modifier le lisier produit en fertilisant organique solide.

Cette solution pourrait permettre aux éleveurs concernés de pouvoir continuer à valoriser l'ensemble des effluents organiques produits sur leur exploitation sur leur parcelle tout en respectant la réglementation en vigueur tant au niveau des périmètres de protection rapproché des captages eau potable que celle des zones vulnérables.

En conclusion, nous souhaitons vivement que les remarques formulées sur ce dossier concernant la mise en œuvre des prescriptions dans le nouveau périmètre de protection rapproché PPR1 pour le forage situé dans la carrière BOCAHUT sur la commune de HAUT-LIEU soient prises en compte par l'hydrogéologue agréé.

En effet, les agriculteurs sont conscients de l'intérêt général de la protection de la ressource en eau. Toutefois, dans le cas présent, la mise en application des prescriptions du nouveau périmètre rapproché PPR1 sur les parcelles agricoles va engendrer de nouvelles contraintes pour les agriculteurs qui étaient déjà concernés pour certains par celles du périmètre rapproché PPR2. Ils considèrent donc logique que les coûts liés à la mise en place des prescriptions du nouveau périmètre de protection rapproché PPR1 soient pris en charge par l'exploitant du nouveau forage : la société SIDENSIAN.

Les réponses suivantes ont été apportées dans le cadre de la consultation administrative

Construction de bâtiments agricoles : A l'étude de la demande de la chambre Régionale d'agriculture, l'Hydrogéologue agréé a modifié la prescription relative aux constructions et préconise : seront interdites toutes nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles nécessaires à l'entretien et l'exploitation du point d'eau sauf celles autorisées par avis d'un hydrogéologue agréé.

Sur sollicitation d'un pétitionnaire, le SIDENSIAN s'engage à prendre en charge financièrement la consultation d'un hydrogéologue agréé.

Plan d'épandage : compte tenu des prescriptions de l'Hydrogéologue Agréé, certains plans d'épandage devront être révisés (interdiction d'épandage de lisier et de boues de station d'épuration). Par conséquent, le SIDENSIAN s'engage à prendre en charge la réalisation et le financement de la mise à jour des ces plans concernés par les prescriptions du PPR.

Prescriptions supplémentaires à venir : la mise en œuvre de prescriptions supplémentaires ne pourraient pas intervenir sans consultations administrative et publique préalable. Toutefois le SIDENSIAN est et sera à l'écoute des impacts potentiels sur la Profession Agricole en amont de toute éventuelle procédure administrative.

Tarissement et indemnisation financière : A ce jour, aucun forage d'irrigation n'est déclaré au sein du périmètre de protection. En effet, l'occupation agricole du sol est essentiellement composé de pâtures et le type d'assolement présent et ou potentiel ne nécessite pas d'irrigation. Le recours à l'irrigation est donc peu probable au sein du PP. En revanche, le recours à un forage privé pour l'abreuvement de bétail peut être envisagé. L'hydrogéologue agréé a prescrit l'interdiction de forage à l'intérieur de PPR, par conséquent, compte tenu de l'activité d'élevage dans le secteur, le SIDENSIAN propose, en mesure de compensation, la mise à disposition par conventionnement d'un volume d'eau (limité à 10 000 m³/an par exploitation) pour l'abreuvement des élevages présents dans le PPR.

Extension de la carrière : Il n'est pas prévu d'extension de la carrière mais un approfondissement. Par conséquent, il n'y aura pas de perte de terres agricoles exploitables autres que les trois parcelles prévues pour l'installation des bassins de stockage et de l'unité de traitement.

Concernant l'épandage de lisiers, un assouplissement a été défini pour les prairies par l'hydrogéologue agréé en date du 22 octobre 2021. L'épandage des lisiers pourra être autorisé sur les prairies en respectant le calendrier d'épandage en zones vulnérables et en favorisant les périodes propices à la pousse de l'herbe.

Observation 10 RN 3 SOS AVESNOIS

Question 1 : Mais qui va payer la facture de ce projet à 5,7 millions d'euro ? Le SIDEN SIAN, inscription budgétaire PPI 2021-2028
Réponse du maître d'ouvrage : Le SIDEN SIAN a fait cette inscription budgétaire dans son plan prévisionnel d'investissements 2021-2028. Le SIDEN SIAN à l'échelle de son territoire pratique la péréquation tarifaire (tarif unique pour 400 000 abonnés). La filière ici utilisée : exhaure/traitement/distribution est exactement la même que celle mise en œuvre pour le champ captant de la forêt de Mormal dans un contexte similaire : eau brute issue du massif calcaire fissurée et donc potentiellement turbide et volume d'exploitation important. Cette filière classique ne génère pas de déséquilibre économique de l'outil de production.
Question 2 : Le SIDEN-SIAN est-il le financeur unique de ce projet ?
Réponse du maître d'ouvrage : Le SIDEN SIAN est le seul financeur de ce projet, il pourrait bénéficier de subvention de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.
Question 3 : Le SIDEN-SIAN peut-il prendre l'engagement officiel que le prix de l'eau pour ses clients ne sera pas impacté par ce projet ?
Réponse du maître d'ouvrage : Le SIDEN SIAN à l'échelle de son territoire pratique la péréquation tarifaire (tarif unique pour 400 000 abonnés). La filière ici utilisée : exhaure/traitement/distribution est exactement la même que celle mise en œuvre pour le champ captant de la forêt de Mormal dans un contexte similaire : eau brute issue du massif calcaire fissurée et donc potentiellement turbide et volume d'exploitation important. Cette filière classique ne génère pas de déséquilibre économique de l'outil de production. Les sites actuels ne sont certes pas équipés de traitement mais ils sont de conceptions plus anciennes et de capacité unitaire plus faible mais plus nombreux. L'apparition d'un épisode turbide sur ces forages se traduit par la mise à l'arrêt temporaire des forages. Le traitement de la turbidité garantira une exploitation permanente (quotidienne) des sites.
Question 4 : Le SIDEN-SIAN peut-il nous indiquer le coût prévisionnel annuel de ces installations (bassins, unité de traitement, énergies, pompes...) ?
Réponse du maître d'ouvrage : Au même titre que les recettes, les dépenses de production sont péréquées sur l'ensemble des sites de production (exemples : nappes des calcaires/turbidité, nappes captives / traitement du fer, nappes libres / traitement des nitrates).
Question 5 : <u>Achat aux carrières</u> : Est-ce que ces 248 000 € vont aussi se retrouver sur la facture des clients du SIDEN-SIAN ?
Réponse du maître d'ouvrage : Le SIDEN SIAN n'achète pas l'eau au carrier. Le SIDEN-SIAN indemnise le carrier pour le coût de l'énergie nécessaire pour acheminer l'eau valorisable vers les stockages. A contrario, si le SIDEN-SIAN devait extraire l'eau à cette profondeur par ses propres équipements de type forage, il aurait aussi à supporter un coût d'énergie. Les 248 000€ sont bien une charge de fonctionnement du service eau et la recette correspondante proviendra effectivement de la facture d'eau (tarif unique pour l'ensemble des usagers du SIDEN SIAN).
Question 6 : <u>Remise en état</u> : Pourquoi ce projet des eaux d'exhaure ne fait-il pas partie d'une remise en état préalable des carrières ?
Réponse du maître d'ouvrage : Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf. Arrêté complémentaire du 1er/10/21).
Question 7 : <u>Débit, remise en eau</u> : Pourquoi le SIDEN-SIAN ment-il délibérément dans cette enquête publique ?

<p>Réponse du maître d'ouvrage : Inéluctablement la valorisation d'une partie des eaux d'exhaure sera à prendre en compte lors de la définition de l'arrêté de fin des carrières.</p> <p>La fin d'exploitation de chaque site carrier fera l'objet d'un arrêté de fin d'exploitation qui encadrera les conditions de remise en état. Deux scénarios extrêmement opposés sont possibles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. On continue l'exhaure dans la condition précédente et la valorisation d'une partie est maintenue. L'arrêté de fin d'exploitation devra définir qui reste propriétaire du foncier et qui reste responsable de l'exhaure. 2. On arrête l'exhaure, les niveaux d'eau remontent (sur une période de plusieurs années). Cela implique : <ul style="list-style-type: none"> L'arrêt du rejet superficiel, L'arrêt de la valorisation AEP temporairement dans l'attente de remontées piézométriques suffisantes par une remise en exploitation de forages AEP classiques.
<p>Question 8 : Comment feront les services de l'Etat dans le cas d'une négociation d'une future extension des carrières ?</p>
<p>Réponse du maître d'ouvrage : Toute demande ultérieure d'extension de carrière fera l'objet d'une instruction par le ou les service(s) de l'état compétent.</p>
<p>Question 9 : Que se passera-t-il si le SIDEN-SIAN n'est pas/plus en mesure d'acheter les fosses d'extraction à la fin de l'exploitation des carrières ?</p>
<p>Réponse du maître d'ouvrage :</p> <p>L'acquisition foncière par le SIDEN SIAN des terrains d'assise des carrières n'est pas actée.</p> <p>La fin d'exploitation de chaque site carrier fera l'objet d'un arrêté de fin d'exploitation qui encadrera les conditions de remise en état. Deux scénarios extrêmement opposés sont possibles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. On continue l'exhaure dans la condition précédente et la valorisation d'une partie est maintenue. L'arrêté de fin d'exploitation devra définir qui reste propriétaire du foncier et qui reste responsable de l'exhaure. 2. On arrête l'exhaure, les niveaux d'eau remontent (sur une période de plusieurs années). Cela implique : <ul style="list-style-type: none"> L'arrêt du rejet superficiel, L'arrêt de la valorisation AEP temporairement dans l'attente de remontées piézométriques suffisantes par une remise en exploitation de forages AEP classiques. <p>Le SIDEN-SIAN, dans la convention qui le lie aux carriers, a priorité sur l'acquisition foncière carrier (Convention en vue de la valorisation par le SIDEN-SIAN d'une partie des eaux d'exhaure du site carrier de Haut Lieu, annexe 3 reprise en annexe 3 du préambule du rapport EDCH).</p>
<p>Question 10 : Le SIDEN-SIAN ne joue-t-il pas avec le feu en ne réglant pas cette situation dès maintenant ?</p>
<p>Réponse du maître d'ouvrage : cf réponse 9</p>
<p>Question 11 : Comment peut-on démarrer les travaux sans régler cette situation ?</p>
<p>Réponse du maître d'ouvrage : cf réponse 9</p>
<p>Question 12 : Comment SIDEN-SIAN pense-t-il sécuriser les sites en fin d'exploitation ?</p>
<p>Réponse du maître d'ouvrage :</p> <p>Le SIDEN-SIAN, dans la convention qui le lie aux carriers, a priorité sur l'acquisition foncière. Le SIDEN-SIAN sécurisera les accès selon le contexte et conservera la disposition type des Périmètres de Protection Immédiate au droit du point d'exhaure.</p> <p>Cf réponse 9</p>

Question 13 : Pourquoi les carriers ne sont-ils pas expropriés sur les points d'exhaure afin de sécuriser la ressource en eau dans le futur ?
Réponse du maître d'ouvrage : La coactivité au sein d'un ICPE n'est pas juridiquement possible. La convention entre le SIDEN-SIAN et les carriers précise et encadre la responsabilité de chacun notamment au regard de la ressource en eau (Convention en vue de la valorisation par le SIDEN-SIAN d'une partie des eaux d'exhaure du site carrier de Haut Lieu, annexe 3 reprise en annexe 3 du préambule du rapport EDCH).
Question 14 : Comment se fait-il qu'aucune mesures ERC (éviter-réduire-compenser) ne soit prise dans ce dossier alors que le bocage va être impacté.
Réponse du maître d'ouvrage : La mise en place des périmètres de protection n'a pas d'impact sur les zones humides. La construction de l'usine, des bassins et des canalisations tiendra compte du principe ERC.
Question 15 : L'arrachages des haies consécutifs aux travaux ne sont jamais mentionnés dans l'enquête publique, pourquoi ?
Réponse du maître d'ouvrage : La mise en place des périmètres de protection ne prévoit aucun arrachage de haie. La construction de l'usine, des bassins et des canalisations tiendra compte du principe ERC.
Question 16 : Où et comment sont raccordées les fosses d'exhaure aux bassins tampons puis à l'unité de traitement ?
Réponse du maître d'ouvrage : Le tracé des réseaux n'est pas encore définitif. Des canalisations enterrées passant par les voies publiques seront mises en place et feront l'objet des procédures réglementaires nécessaires.
Question 17 : Le SIDEN-SIAN peut-il préciser le nombre de m ³ quotidien que devra fournir le site de Locquignol afin de sécuriser durant la phase de travaux ?
Réponse du maître d'ouvrage : Entre 0 et 6000 m ³ /jour, en fonction des capacités des forages actuels et du phasage travaux du projet et d'éventuelles nécessités de sécurisations des Unité de Distribution, situées géographiquement à l'Est d'Avesnes-sur-Helpe à Baives (Cf rapport EDCH – pièce 7).
Question 18 : Par les déclarations du SIDEN-SIAN, n'y-a-t-il pas un très gros risque sur la préservation de la ressource en eau pour le site de distribution de Locquignol ?
Réponse du maître d'ouvrage : Pendant la phase de travaux, le champ captant de Locquignol sera exploité dans le respect de son autorisation actuelle. Un programme de surveillance des niveaux piézométriques permet de vérifier que les conditions d'exploitation actuelles n'ont pas d'impact significatif sur les ressources en eau. Cette surveillance imposée par l'arrêté de DUP du champ captant de Locquignol est transmise à la DDTM qui exerce le pouvoir de contrôle du préfet.
Question 19 : Quel est le pourcentage de réussite de ce projet des eaux d'exhaure ? Existe-t-il un plan B ?
Réponse du maître d'ouvrage : En l'absence de valorisation d'une partie des eaux d'exhaure, le SIDEN-SIAN devra compenser la perte de production locale par l'interconnexion de ce secteur avec d'autres points de production (Champ captant de Locquignol), impactant l'équilibre du dispositif global de production et de sécurisation.
Question 20 : Concerne Dompierre
Réponse du maître d'ouvrage :
Question 21 : Concerne Dompierre
Réponse du maître d'ouvrage :
Question 22 : Concerne Dompierre

Réponse du maître d'ouvrage :
Question 23 : Concerne Dompierre
Réponse du maître d'ouvrage :
Question 24 : Concerne Dompierre
Réponse du maître d'ouvrage :
Question 25 : <u>Débit</u> : Le SIDEN-SIAN peut-il nous expliquer pourquoi le débit des eaux d'exhaure est différent selon les moments de la journée ?
Réponse du maître d'ouvrage : L'exhaure est sous la responsabilité du carrier. Notre projet ne souffre pas de ces variations de débit. Le projet fait partie intégrale du dispositif global de production et de sécurisation du SIDEN SIAN.
Question 26 : <u>rejet aux ruisseaux</u> : Le SIDEN-SIAN s'est-il assuré que les volumes d'eaux d'exhaure (à toutes les heures de journée et de la semaine – notamment les jours d'inactivités) sont suffisants tout au long de la journée pour maintenir la biodiversité dans ces ruisseaux ?
Réponse du maître d'ouvrage : Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf. Arrêté complémentaire du 1er/10/21). L'équipement du carrier devra respecter prioritairement le rejet au milieu naturel imposé au carrier par arrêté préfectoral complémentaire d'octobre 2021 (à savoir 80 m3/h minimum).
Question 27 : Le SIDEN-SIAN a-t-il mesuré l'impact sur la biodiversité de ces ruisseaux qui ont appris à vivre avec un débit bien supérieur ?
Réponse du maître d'ouvrage : Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf. Arrêté complémentaire du 1er/10/21). Cf réponse 26.
Question 28 : <u>Financement</u> : Le SIDEN-SIAN a-t-il fait des démarches pour récupérer des fonds ?
Réponse du maître d'ouvrage : Une 1ère demande de subvention a été obtenue pour l'étude de la station d'alerte dans le cadre de l'appel à projet de l'agence de l'Eau Artois Picardie « Economies d'eau et valorisation des eaux non conventionnelles ».
Question 29 : <u>Déficit en eau de 6 000 m³</u> : Est-ce un débit futur ? Depuis le démarrage des carrières ? Le SIDEN-SIAN peut-il détailler ce point ?
Réponse du maître d'ouvrage : Il s'agit des besoins actuels du secteur, y compris les secours des Unité de Distribution, situées géographiquement à l'Est d'Avesnes-sur-Helpe à Baives (Cf. rapport EDCH – pièce 7).
Question 30 : <u>Station d'alerte</u> : Quel sera le seuil d'alerte sur la turbidité ? Les hydrocarbures ? l'ammonium ?
Réponse du maître d'ouvrage : Les seuils pour les hydrocarbures et ammonium seront fixés sur les limites de qualité des eaux brutes en vigueur. Pour la turbidité, en l'absence de limite réglementaire pour l'eau brute, les seuils seront fixés en fonction des capacités du traitement qui sera mis en place (<50 à 100 NFU).
Question 31 : Pourquoi la turbidité sera traitée par l'unité de traitement mais pourra également provoquer l'arrêt de la filière d'alimentation en eau potable ?
Réponse du maître d'ouvrage : Car le traitement ne sera pas dimensionné pour traiter les pics de turbidité extrêmes. Cf réponse 30.
Question 32 : <u>Pollution</u> : Le SIDEN-SIAN connaît-il l'origine de cette pollution ?
Réponse du maître d'ouvrage : Les origines sont animales. La présence de certaines bactéries reste inférieure aux limites de qualité dans les eaux brutes et sera traitée par désinfection.
Question 33 : Comment le SIDEN-SIAN compte-t-il mettre la désinfection ?

Réponse du maître d'ouvrage :	Comme précisé dans le rapport EDCH, pièce 2, une désinfection par du chlore gazeux sera mise en place au niveau de l'unité de traitement
Question 34 : Bactéries :	La présence de ces bactéries n'est-elle pas un risque pour l'ensemble du réseau d'eau potable ?
Réponse du maître d'ouvrage :	Non car il y aura une désinfection. Cf réponse 33
Question 35 : Incohérence débit :	Pourquoi cette incohérence entre les données horaires et journalières ?
Réponse du maître d'ouvrage :	Les débits journaliers sont généralement calculés pour 20h/24h de fonctionnement

2 – Le commissaire enquêteur

Questions du commissaire enquêteur	Réponses du maître d'ouvrage
Sur le rapport de fin de consultation administrative	
1 – Pouvez-vous fournir au CE les originaux des avis des organismes consultés	Réponse ARS : « Les copies des réponses des organismes consultés dans le cadre de la consultation administrative sont jointes. »
2 – Paragraphe VI : Propositions de l'instructeur : Instructeur : ARS ? L'ARS n'est-elle juge et partie ?	Réponse ARS : « Par protocole du 28 octobre 2016 (protocole départemental relatif aux actions et prestations mise en œuvre par l'Agence Régionale de Santé Haut-De-France pour le Préfet du département du Nord) l'ARS s'assure notamment du respect de l'application des articles L 1321-2, L 1321-7 et R 1321-1 à R 1321-63 et de l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux R. 1321-6 à R. 1321-12 et r. 1321-42 du code de la santé publique. »

<p>3- page 3 : DDTM :</p> <p>« les autorisations se déclinent de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Déclaration d'utilité publique au titre de l'article L1321-2 du Code de la Santé Publique concernant l'instauration des périmètres de captage. ▪ Autorisation préfectorale préalable de traiter et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH), en application de l'article L1321-7 du Code de la Santé Publique ». <p>Conclusion :</p> <p>Compte tenu des résultats de l'expertise hydrogéologique et de la consultation administrative, j'ai l'honneur de proposer à SIDEN-SIAN de poursuivre la procédure d'instauration des périmètres de protection autour de son point d'eau sus à Exhaure de la carrière BOCAHUT, Dans le cadre de cette procédure, SIDEN-SIAN pourra organiser une réunion publique d'information ; préalablement à l'organisation des enquêtes.</p> <p>Le dossier fera l'objet d'une enquête publique de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Déclaration d'Utilité Publique relative à l'instauration des périmètres de protection, (L1321-2 du Code de la Santé Publique) ▪ une enquête parcellaire » <p>Pourquoi pas une enquête environnementale dès maintenant ? la DDTM dans son avis précise qu'une autorisation Loi sur l'Eau sera nécessaire ?</p>	<p>Pour le SIDEN SIAN, la validation de la 1^{ère} phase permet de sécuriser les investissements financiers nécessaires aux études préalables et travaux (gestion de l'argent public)</p>
<p>4 - L'autorisation préfectorale préalable de traiter et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine n'est donc pas soumise à enquête publique ?</p>	<p>Au titre de Code de la Santé Publique, c'est l'instauration de périmètres de protection qui impose une enquête publique</p>
<p>DDTM :</p> <p>« Les dispositifs qui seront installés par le SIDEN-SIAN (bassin, canalisations, unité de traitement) seront potentiellement soumis à la loi sur l'eau en fonction de leur impact sur les zones humides et des rejets dans le milieu naturel. Les impacts potentiels sur la faune et la flore sont aussi à étudier. A ce jour, aucun élément d'information précis sur ces équipements par rapport à ces thématiques n'a été fourni, aussi les implantations et dimensionnements avancés dans les dossiers ne peuvent être validés en l'état ».</p> <p>Pourquoi n'avoir pas demandé dès maintenant une procédure d'examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale ?</p> <p>Pourquoi mettre en place les périmètres de protection avant d'avoir obtenu ces éventuelles autorisations ?</p> <p>IOTA, environnementale ?</p>	<p>Pour le SIDEN SIAN, la validation de la 1^{ère} phase permet de sécuriser les investissements financiers nécessaires aux études préalables et travaux (gestion de l'argent public)</p>
<p>5 - Rejet des eaux polluées du bassin :</p> <p>SIDEN-SIAN :</p> <p>« Les conventions avec les carriers signées avant cette demande de la DREAL feront l'objet d'un avenant modificatif afin de tenir compte de ce changement. La version définitive de la convention ainsi que le projet de lettre d'accompagnement qui sera co-signé par le carrier et le SIDEN-SIAN seront intégrés dans le dossier d'enquête publique ».</p>	<p>Les conventions modifiées ont été mises dans les dossiers d'enquête publique (rapport EDCH préambule annexe 3 et pièce 7). Il n'y aura pas de rejet vers la carrière en cas de pollution</p>

Ces documents sont-ils bien dans le dossier ?	
6 -Quelles sont les filières prévues pour le traitement des eaux polluées ?	Les filières dépendent du type de pollution constatée : écrémage en cas de pollution par des hydrocarbures de types légers, décantation en cas de pollution par des matières en suspension, transport vers des filières de traitement adaptées (cf pièce 7 du rapport EDCH)
7 - De quelle autorisation s'agit-il au paragraphe 2.2 7 - dernier alinéa concernant la constitution de l'usine de traitement ?	L'obligation de traitement est reprise dans le projet d'arrêté de DUP, et sera confortée par l'AP d'autorisation de traiter et de distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine
Sur l'arrêté préfectoral du 1 ^{er} octobre 2021	
<p>8 - Article 30 : Rabattement de nappe : Rabattement limité à la côte 26 m NGF avec limite d'extraction à 28 m NGF. « Le point de prélèvement pour la collecte des eaux d'exhaure sera réalisé au plus près de la zone de résurgence des eaux souterraines drainées par le gisement, de façon à limiter les risques de mélange avec des eaux pluviales et la contamination par des MES » Dans que délai le carrier estime-t-il atteindre la côte 28 m NGF ? Le carrier privilégie-t-il cette zone dans l'extraction de matériaux ? Comment peut-il descendre de 45 m localement ? SIDEN-SIAN n'est-il pas dépendant du carrier ?</p>	<p>Le SIDEN SIAN a interrogé le carrier au sujet de cette décharge. Leur réponse en date du 15 décembre 2022 est la suivante : « D'après le phasage d'exploitation, la côte minimale de 28 m NGF sera atteinte à l'horizon 2030. Un fonçage spécifique sera cependant mis en place localement à partir de 2025 (délais prévisionnel transmis par le SIDEN SIAN) afin de créer un albaque d'exhaure définitif. Ce fonçage à la côte 28 m NGF sera atteint progressivement par approfondissement de gradins de 15 mètres maximum. Cependant comme indiqué à l'article 1 de l'APC du site Haut-Lieu / Saint-Hilaire « le phasage prévisionnel de l'exploitation pourra être mis à jour pour être adapté et mettre en place le point de prélèvement de l'eau d'exhaure dans le respect des délais des besoins en eau du SIDEN SIAN. » »</p>
<p>9 - Arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 de la carrière : Dispositions générales 1.2 §2 : « le phasage prévisionnel de l'exploitation de la carrière est mis à jour régulièrement pour être adapté et mettre en place le point de prélèvement de l'eau d'exhaure dans le respect des besoins en eau du SIDEN-SIAN » Question : Un phasage précis est-il en place ? la fourniture par le carrier de l'eau d'exhaure pour un volume de 200 m³/h est prévue pour quelle date ? (phasage 2022/2025 ?)</p>	<p>Le phasage d'exploitation est présenté en annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire d'octobre 2021 de Bocahut (repris en annexe 1 du préambule de rapport EDCH) Voir réponse précédente</p>

<p>10 - Rejet dans la Cressonnière : <i>« L'équipement minimum du carrier devra permettre de fournir 200 m³/h en respectant prioritairement le rejet au milieu naturel imposé au carrier par arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 »</i> Dispositions générales 1.2 § 4 : <i>« Les rejets des eaux d'exhaure dans le ruisseau de la Cressonnière sont réalisés de la façon la plus continue possible en mettant en place les dispositifs nécessaires pour limiter les variations brutales de débit. Les rejets des eaux d'exhaure doivent permettre de maintenir un débit minimum de 80 m³/h dans le ruisseau de la Cressonnière... Le carrier doit donc produire constamment 280 m³/h Si ce n'est pas le cas, pour une raison ou une autre qui est prioritaire ?</i></p>	<p>L'équipement du carrier devra respecter prioritairement le rejet au milieu naturel imposé au carrier par arrêté préfectoral complémentaire d'octobre 2021 (à savoir 80 m³/h minimum).</p>
<p>11 – Maintien des fonctions écologiques du ruisseau de la Cressonnière : <i>L'exploitant réalise une étude ... à transmettre dans les 18 mois suivant la notification du présent arrêté »</i> Cette étude a-t-elle été réalisée pour septembre 2022 ? Comment est assuré la qualité de l'eau rejetée dans le ruisseau ?</p>	<p>Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf. Arrêté complémentaire du 1er/10/21).</p> <p>Cette étude est à fournir par le carrier en avril 2023 (18 mois après l'autorisation du 1er octobre 2021).</p>
<p>12 – Le plan de la remise en état finale de la carrière ne fait pas apparaître la position du point de prélèvement de l'eau d'exhaure. (Annexe 5.1) Sera-t-il bien maintenu hors d'eau assurant la continuité technique du pompage ?</p>	<p>La fin d'exploitation de chaque site carrier fera l'objet d'un arrêté de fin d'exploitation qui encadrera les conditions de remise en état. Deux scénarios extrêmement opposés sont possibles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. On continue l'exhaure dans la condition précédente et la valorisation d'une partie est maintenue. L'arrêté de fin d'exploitation devra définir qui reste propriétaire du foncier et qui reste responsable de l'exhaure. 2. On arrête l'exhaure, les niveaux d'eau remontent (sur une période de plusieurs années). Cela implique : - L'arrêt du rejet superficiel - L'arrêt de la valorisation AEP temporairement dans l'attente de remontées piézométriques suffisantes par une remise en exploitation de forages AEP classiques.
<p align="center">Sur les conventions SIDEN-SIAN</p>	
<p>13 – Le carrier va-t-il attendre que toutes les conditions suspensives soient levées et que toutes les autorisations soient obtenues par SIDEN-SIAN pour approfondir la carrière ?</p>	<p>Sans objet : Cette observation porte sur l'autorisation environnementale de la carrière Bocahut et l'application de son autorisation environnementale (cf. dispositions reprises dans l'APC du 1er/10/21, titre 1, article 1er (repris en annexe 1 du préambule de rapport EDCH).</p>
<p>14 – L'additif concernant le non-retour d'eau vers la carrière se trouve dans quelle convention ?</p>	<p>La convention est reprise en annexe 3 du préambule de rapport EDCH : « Convention de mise à disposition d'une partie des eaux d'exhaure de la carrière entre le SIDEN SIAN et la Société Bocahut ». La partie concernant le rejet des eaux vers la carrière a été enlevée.</p>

<p>Convention en vue de la valorisation des eaux d'exhaure par le SIDEN-SIAN Site carrière de HAUT-LIEU (BOCAHUT)</p> <p>5.2.2.1.1- Le SIDEN-SIAN s'engage à accomplir, à ses frais exclusifs, toutes les formalités légales et réglementaires nécessaires à l'exercice de son activité de valorisation des eaux d'exhaure.</p> <p>Le SIDEN-SIAN s'engage notamment à obtenir toutes les autorisations administratives indispensables, récépissé de déclaration, agrément, enregistrement ou licence nécessaires à la construction et à l'exploitation de l'installation de valorisation des eaux d'exhaure et, plus généralement, à l'exercice de cette activité, notamment en application du Code de l'environnement et du Code de la santé publique.</p> <p>Le SIDEN-SIAN déclare que ces autorisations comprennent notamment l'autorisation prévue à l'article R.1321-8 du Code de la santé publique.</p> <p>Le SIDEN-SIAN s'engage à accomplir les formalités administratives légales et réglementaires susmentionnées et notamment à déposer tous les dossiers de demandes d'autorisation dans un délai de 18 mois à compter de la signature de la présente convention.</p> <p>Ce délai peut être augmenté de celui nécessaire à la réalisation des études complémentaires qui s'avèreraient indispensables pour l'obtention desdites autorisations, et dont le coût sera pris en charge intégralement par le SIDEN-SIAN.</p> <p>Le SIDEN-SIAN s'engage à obtenir les avis, autorisations visées au présent article dans un délai d'un (1) an à compter du dépôt des dossiers de demandes aux autorités compétentes, prorogeable en cas d'instruction prolongée à l'initiative de l'autorité administrative sous réserve de l'obtention d'une réponse du service instructeur dans ce délai.</p> <p>Le SIDEN-SIAN informe l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de 15 jours de l'accomplissement des formalités administratives mentionnées au présent article et en particulier du dépôt des demandes d'autorisations administratives. Dans les mêmes conditions de forme et de délais, le SIDEN-SIAN informe ensuite l'exploitant de l'obtention de chacune desdites autorisations.</p>	<p>15 - Il s'agit</p> <p>-de l'autorisation à prélever, traiter et distribuer eaux souterraines provenant de l'exhaure issue de l'exploitation de la carrière BOCAHUT située sur la commune de Haut-Lieu, à des fins de consommation humaine et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs à l'instauration des périmètres de protection</p> <p>-Et des éventuelles instructions environnementales liées aux travaux conformément au Code de l'Environnement.</p> <p>Le délai pourra être prolongé en fonction des délais d'instruction</p>
<p>15 – Quelles sont précisément ces autorisations ? Le délai de 18 mois pour le SIDEN-SIAN comprend-il éventuellement le dossier de demande loi sur l'eau ou autorisation environnementale ? 18 mois depuis le 25 mai 2022 porte au 25 novembre 2023... ce délai pourra-t-il être tenu ? 16 – Pourquoi l'exploitant doit accomplir les formalités prévues aux articles L 181-14 et R 181-46 du CE puisque l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 a déjà apporté ces précisions ?</p>	<p>16. Les autorisations du SIDEN SIAN porteront sur la réalisation de l'usine, des bassins et canalisations et non du prélèvement et rejet autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2021</p>
<p>Avis de l'hydrogéologue</p>	
<p>17 – Comment l'hydrogéologue peut-il définir un périmètre à la parcelle cadastrale près ?</p>	<p>Le SIDEN SIAN a consulté l'hydrogéologue agréée pour cette question. La réponse de l'hydrogéologue agréée se trouve annexée à ce rapport.</p>
<p>18 - La zone de protection du forage F3 a-t-elle une incidence sur une pollution éventuelle du nouveau point de prélèvement dans la carrière ? Si oui pourquoi ne pas définir qu'un seul PPR avec les mêmes restrictions ? De plus si ce forage se tarit dans un temps assez proche ?</p>	<p>Chaque PPR est lié à son usage (F3 pour le PPR2 et les eaux d'exhaure pour le PPR1)</p>
<p>19 – La carte des zones de pollution potentielle ne reprend pas la zone d'habitation d'Avesnes-sur-Helpe. Est-il vraiment nécessaire d'englober dans le PPR1 les habitations du quartier d'Avesnes-sur-Helpe ? Quel type de pollution peut-on craindre en provenance de ce secteur ?</p>	<p>Le SIDEN SIAN a consulté l'hydrogéologue agréée pour cette question. La réponse de l'hydrogéologue agréée se trouve annexée à ce rapport.</p>
<p>20 – Une définition plus adaptée des prescriptions entre secteur agricole et urbain n'était-elle pas envisageable ?</p>	<p>Le SIDEN SIAN a consulté l'hydrogéologue agréée pour cette question. La réponse de l'hydrogéologue agréée se trouve annexée à ce rapport.</p>

21 – Les analyses effectuées en 2018 au niveau 73 m NGF seront-elles refaites au niveau 28 m NGF ?	L'eau prélevée en fond de fosse sera prélevée pour analyses (analyse avant mise en service, puis autosurveillance et contrôle sanitaire) à l'entrée du bassin de stockage d'eau brute
22 – Pour quelle raison n'y a-t-il pas de périmètre éloigné ? Il n'est pas nécessaire pourquoi ? Les zones habitations n'auraient-elles pu être dans un périmètre éloigné avec moins de contraintes ?	Le SIDEN SIAN a consulté l'hydrogéologue agréée pour cette question. La réponse de l'hydrogéologue agréée se trouve annexée à ce rapport.
23 – "Le débit réservé à la rivière étant égal à 10% du débit d'exhaureil est à noter que le débit d'exhaure moyen pour 2018 était de 250 m³/h" Soit un rejet de 25 m³/h L'arrêté préfectoral prévoit 80 m³/h ?	Au-delà des études réalisées dans le cadre du projet de valorisation, la DREAL a sécurisé le rejet à la rivière en le fixant à 80 m³/h par APC d'octobre 2021
Questions diverses	
24 - Atteinte au droit de propriété Article 552 du code civil : « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous » Les prescriptions instaurées dans les périmètres de protection ne créent de servitudes que si elles affectent le droit d'usage d'un bien (usage du sol). Une indemnisation n'est possible que si le préjudice est matériel, direct et certain ?	Aucune indemnisation systématique n'est prévue. Toutefois dans le cadre de l'arrêté de DUP, le SIDEN SIAN est tenu de compenser les contraintes liées à la servitude. A titre d'exemple, certains projets inclus dans le périmètre de protection devront préalablement à leur instruction être soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé. Le SIDEN SIAN s'est engagé à indemniser le porteur du projet sur la surcharge financière liée à la consultation de l'hydrogéologue agréé.
25 - Dans quel cas une compensation (ou indemnité) peut-elle être apportée à cette restriction d'usage ? De quelle nature pourrait-elle être ?	
26 - Les propositions de NOREADE reprises dans les notifications seront-elles reprises dans l'arrêté définitif ? - prise en charge : • frais d'hydrogéologue • plan d'épandage - mise à disposition d'un volume d'eau	Réponse de l'ARS : «- la prise en charge des frais d'hydrogéologue sont repris dans l'article 7.3 du projet de l'arrêté de DUP ; -La prise en charge des frais de révision des plans d'épandage sont repris dans l'article 7.1 du projet de l'arrêté de DUP ; -La mise à disposition d'un volume d'eau fera l'objet d'une convention entre le SIDEN-SIAN et le tiers concerné conformément à la réponse du SIDEN-SIAN lors de la consultation administrative. »
27 – Les prescriptions n'ont de force que si elles sont contrôlables. Quels seront les moyens mis en œuvre pour assurer un contrôle efficace ? (sur fertilisation interdite par exemple ?)	Le pouvoir de police appartient au maire et à la police de l'eau. Les services de l'ARS ont la possibilité de faire des inspections. Les équipes SIDEN SIAN, PRPDE restent vigilantes sur leur territoire
28 – Il y a-t-il beaucoup de perte entre le volume d'eau captée et le volume distribué ?	Le rendement Noréade, régie du SIDEN SIAN en 2021 est de 80,44 %
29 - Quel est le délai envisagé pour l'injection après traitement de cette eau d'exhaure dans le réseau de distribution ?	L'injection au réseau de distribution se fera immédiatement en sortie d'unité de traitement (rappel 3 h de stockage initial avant amener vers le traitement)
30 - Le diagnostic assainissement est-il déjà réalisé ?	Le SIDEN SIAN disposera de 2 ans à compter de l'autorisation pour généraliser le contrôle dans le PPR

<p>31 - La fourniture de l'eau à NOREADE doit être assurée à l'avenir et sans limitation dans le temps cependant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière BOCAHUT du 1^{er} octobre 2021 court jusque fin 2035. NOREADE dépend du renouvellement de cette autorisation, n'y a-t-il pas un risque ? - l'article 59 de cet arrêté : Arrêt définitif des travaux <p>Cet article ne fait pas apparaître ce qu'il en advient de la fourniture de l'eau d'exhaure à NOREADE</p>	<p>L'acquisition foncière par le SIDEN SIAN des terrains d'assise des carrières n'est pas actée.</p> <p>Toutefois, le SIDEN-SIAN, dans la convention qui le lie aux carrières, a priorité sur l'acquisition foncière carrier (Convention en vue de la valorisation par le SIDEN-SIAN d'une partie des eaux d'exhaure du site carrier de Haut Lieu, annexe 3 reprise en annexe 3 du préambule du rapport EDCH).</p> <p>Deux scénarios extrêmement opposés sont possibles.</p> <p>3. On continue l'exhaure dans la condition précédente et la valorisation d'une partie est maintenue. L'arrêt de fin d'exploitation devra définir qui reste propriétaire du foncier et qui reste responsable de l'exhaure</p> <p>4. On arrête l'exhaure, les niveaux d'eau remontent (sur une période de plusieurs années). Cela implique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'arrêt du rejet superficiel - L'arrêt de la valorisation AEP temporairement dans l'attente de remontées piézométriques suffisantes par une remise en exploitation de forages AEP classiques
<p align="center">Demandes</p>	
<p>32 – Les conseils municipaux ont-ils un délai après l'enquête pour donner un avis sur le projet ? Si oui communiquer au commissaire enquêteur les éventuels avis reçus.</p>	<p>Les conseils avaient 15 jours à compter du 24 novembre 2022 pour émettre un avis.</p> <p>A ce jour, ni l'ARS ni le SIDEN SIAN n'ont reçu de retour des conseils municipaux</p>
<p>33 – Une recherche complémentaire et une mise à jour de la liste des propriétaires réels est nécessaire avant l'envoi de l'arrêté définitif</p>	<p>L'arrêté définitif sera envoyé à la liste de diffusion telle que décrite dans le projet d'arrêté de DUP, elle ne prévoit pas la diffusion aux propriétaires.</p>
<p>34 - Il serait souhaitable d'envoyer également l'arrêté définitif aux exploitants agricoles concernés dans les PPR ?</p>	<p>Une réunion d'information sera tenue par la chambre de l'agriculture aux exploitants</p>
<p>35 - Une mise à jour du plan cadastral est nécessaire : des divisions de parcelles n'apparaissent pas au plan actuel</p>	<p>Les plans prendront en compte le cadastre actuel localement mis à jour par nos relevés de terrain lors de travaux</p>

Le commissaire enquêteur souhaite une réponse sous forme de mémoire en réponse dans les meilleurs délais et au plus tard en respect des textes réglementaires pour le vendredi 16 décembre 2022 par courrier à son domicile :

Hubert Derieux 29 boulevard de la liberté Résidence Belfort 59400 CAMBRAI

A Cambrai, le 1^{er} décembre 2022

Hubert DERIEUX commissaire enquêteur

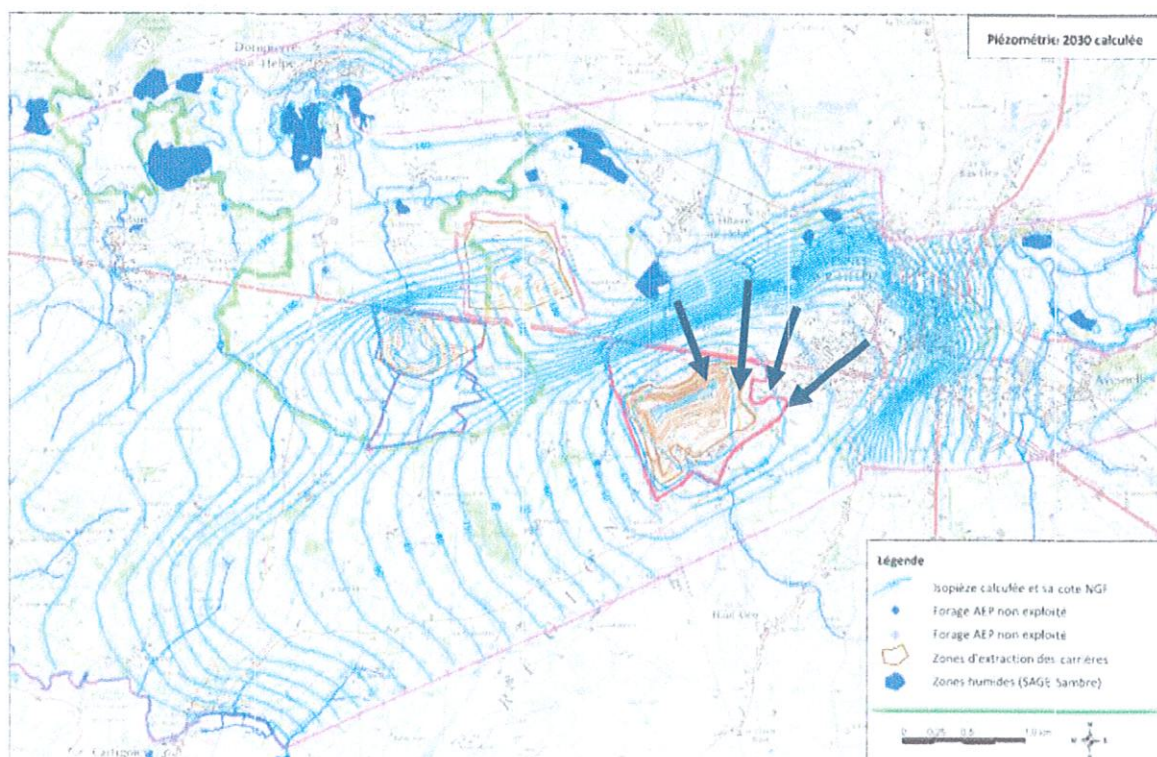
Réponse de l'hydrogéologue agréé aux observations formulées lors de :

ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE VALORISATION DES EAUX DE L'EXHAURE ISSUE DE LA CARRIERE BOCAHUT A HAUT-LIEU ET DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE DU SIDEN-SIAN

9/11	16-Av-1	- Monsieur CACHEUX Bruno, 12 allée Kléber Herbin Avesnes sur Helpe Observation n°1 au registre parcellaire Avesnes/H « Pourquoi ne pas arrêter le périmètre PPR1 à la jonction de la route de Landrecies »
------	---------	--

L'extension du PPR1 a été calculée en tenant compte de différents paramètres conditionnant les écoulements souterrains :

- Les caractéristiques physiques de l'aquifère qui nécessite de le considérer comme un milieu poreux, homogène et anisotrope. Ceci va induire un écoulement de la nappe suivant les directions de perméabilité les plus grandes, c'est-à-dire de manière plus importante selon les axes synclinaux. Le rayon d'action n'aura pas une forme circulaire mais elliptique, correspondant à la répartition des perméabilités obtenue lors du calage du modèle hydrodynamique.
- Le calcul du rayon d'action n'a pas été réalisé en fonction du débit d'exhaure valorisé mais en fonction du débit d'exhaure total (410 m³/h)
- La consultation de la carte piézométrique (Figure ci-dessous) indiquant que le cône de rabattement du pompage ne s'arrête pas à la jonction de la route de Landrecies (Flèches ci-dessous). La zone située au Nord de cet axe routier doit donc être incluse dans le PPR.



19/11	18 – Av2	- Monsieur LESNE Alain : Observation n°2 au registre parcellaire Avesnes/H Pourquoi ne pas avoir arrêté le périmètre à la jonction de la route de Landrecies Pourquoi la parcelle 132 sur Haut-Lieu ne fait pas parti ? Risque-t-il d'y avoir des mouvements de terrains dans l'avenir ?
-------	-------------	---

La réponse est apportée ci-dessus.

En ce qui concerne la parcelle 132 sur Haut-Lieu, elle ne fait pas partie du PPR car elle est en dehors de l'isochrone 50 jours.

Avis de l'hydrogéologue

17 – Comment l'hydrogéologue peut-il définir un périmètre à la parcelle cadastrale près ?

L'hydrogéologue définit en fonction du débit de pompage, grâce aux caractéristiques de l'aquifère, le rayon d'action du pompage pour un temps de transfert de 50 jours et trace l'isochrone 50 jours.

Les isochrones sont les courbes de temps de parcours de l'eau de la nappe vers le captage.

La totalité de la surface définie par l'isochrone 50 jours doit correspondre au périmètre de protection rapprochée qui est tracé à partir du plan cadastral. Etant donné la mise en place de prescriptions à l'intérieur du PPR, l'hydrogéologue essaie dans la majeure partie des cas, de prendre l'intégralité de la parcelle impactée par le tracé de l'isochrone 50j. Par contre lorsqu'une parcelle est de trop grande dimension, elle peut être divisée.

18 - La zone de protection du forage F3 a-t-elle une incidence sur une pollution éventuelle du nouveau point de prélèvement dans la carrière ?

La zone de protection du forage F3 étant situé à l'intérieur de l'isochrone 50 jours, toute pollution éventuelle dans cette zone de protection viendra polluer le point de prélèvement dans la carrière.

Si oui pourquoi ne pas définir qu'un seul PPR avec les mêmes restrictions ?

Le forage F3 implanté à Haut-Lieu a fait l'objet d'une DUP en date du 28 octobre 2002, modifiée le 3 février 2003 au titre de sa protection. Il s'agit donc d'une procédure différente. Dans un souci d'une gestion administrative facilitée des prescriptions, la proposition d'une division du périmètre de protection rapprochée en 2 zones (PPR1 et PPR2) a été retenue. Les prescriptions dans le PPR1 et PPR2 sont assez semblables, excepté quelques différences dues à l'adaptation dans le PPR1 aux caractéristiques de chaque parcelle.

De plus si ce forage se tarit dans un temps assez proche ?

Si le forage F3 se tarit et n'est plus utilisé, il n'y aura pas de conséquence sur le dossier actuel relatif à la prise d'eaux d'exhaure de la carrière Bocahut à Haut-Lieu. Les périmètres PPR1 et PPR2 seront inchangés.

19 – La carte des zones de pollution potentielle ne reprend pas la zone d'habitation d'Avesnes-sur-Helpe.

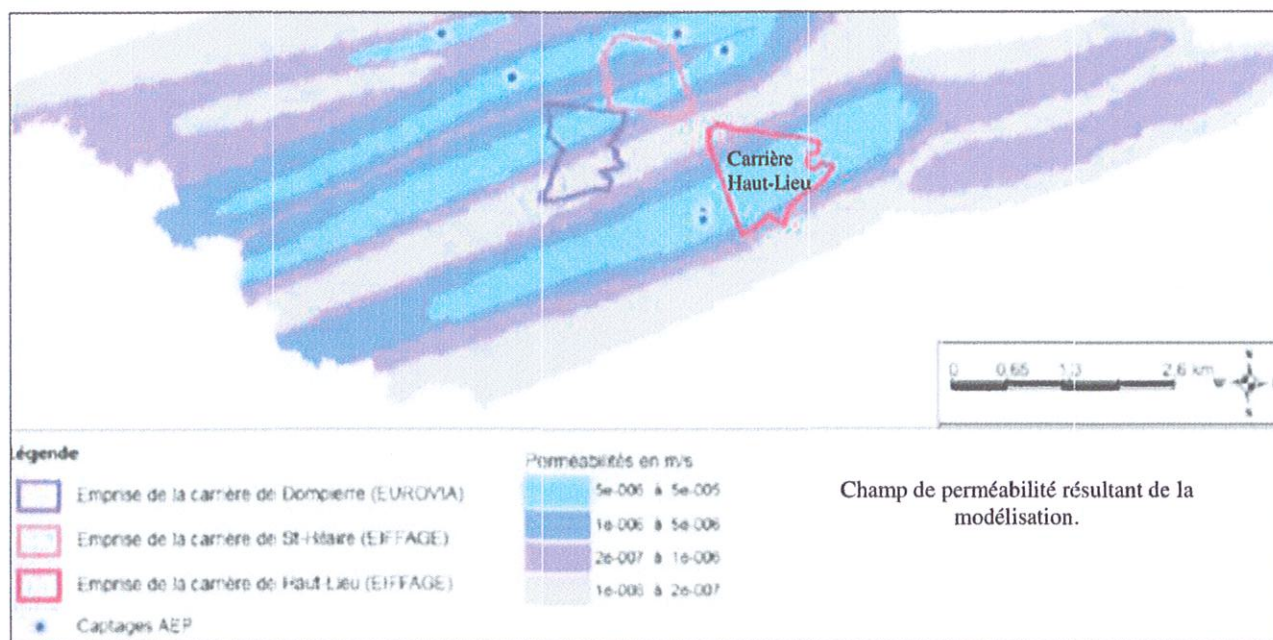
Effectivement la carte réalisée par le bureau d'études en charge de cette mission ne reprend pas la zone d'habitation d'Avesnes-sur-Helpe. Néanmoins, cette zone d'habitation est incluse dans la zone d'appel du captage comme le montre la carte piézométrique calculée ci-dessus.

Est-il vraiment nécessaire d'englober dans le PPR1 les habitations du quartier d'Avesnes-sur-Helpe ?

Quel type de pollution peut-on craindre en provenance de ce secteur ?

Les habitations du quartier d'Avesnes-sur-Helpe faisant partie du PPR1 sont situées à l'intérieur de l'isochrone 50 jours et sur des terrains perméables (carte ci-dessous). Ils doivent donc être inclus dans le PPR1.

Les pollutions pouvant provenir des habitations sont en général dues à la réalisation de travaux, aux installations de stockage d'hydrocarbures ou à l'assainissement. Afin de ne pénaliser les habitations existantes, toutes les prescriptions qui s'y réfèrent sont autorisées.



20 – Une définition plus adaptée des prescriptions entre secteur agricole et urbain n'était-elle pas envisageable ?

Tout est toujours envisageable. Cependant, la méthodologie habituellement utilisée a été conservée de manière à garder une certaine cohérence.

22 – Pour quelle raison n'y a-t-il pas de périmètre éloigné ? Il n'est pas nécessaire pourquoi ? Les zones habitations n'auraient-elles pu être dans un périmètre éloigné avec moins de contraintes ?

Le périmètre de protection éloignée est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes que la nature des terrains traversés ne permet pas de réduire en toute sécurité malgré l'éloignement du captage. Il recouvre en général l'ensemble du Bassin d'Alimentation du Captage (BAC) ou Aire d'Alimentation du Captage (AAC). Il n'est que facultatif. Au sein de ce périmètre les activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux peuvent être réglementées mais non interdites.

Compte-tenu de son caractère facultatif et de l'environnement dans cette zone, il n'a pas été jugé nécessaire de délimiter un PPE.

La réponse relative aux zones d'habitations a été donnée antérieurement.

A Lesquin le 15 décembre 2022,

Barbara Louche
Hydrogéologue agréée pour le département du Nord

Pièce 4.4
Annexes 14-15-16

N°	Désignation
14	Certificat d'affichage des communes (après la fin de l'enquête)
15	Demande de délai pour la remise des documents définitifs et réponse de la préfecture
16	Etat parcellaire

**ATTESTATION DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ
ET D’AFFICHAGE PAR LE MAIRE**

**PROJET D’INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT DE
PRELEVEMENT DES EAUX DE L’EXHAURE ISSUE DE LA CARRIERE
BOCAHUT SUR LA COMMUNE DE HAUT-LIEU**

ATTESTATION

Je soussigné, *Nicolas Degen*,

Maire de *Saint Hilaire sur Helpe*

Certifie :

- Avoir reçu le courrier de l’ARS en date du 4 octobre 2022 ayant pour objet :
« enquêtes publiques relatives au projet de valorisation des eaux de l’exhaure issue de la
carrière Bocahut destinée à la consommation humaine du Siden-Sian sur le territoire de la
commune de Haut Lieu » ;

- Que l’avis d’ouverture des enquêtes conjointes d’utilité publique et parcellaire
sur le projet susvisé a été publié et affiché à la mairie de *Saint Hilaire sur Helpe*

- le *07* *10* *2022*

et restera affiché pendant la durée des enquêtes.

Fait à *St Hilaire sur Helpe*

Le *07* *10* *2022*

Le Maire



**ATTESTATION DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ
ET D’AFFICHAGE PAR LE MAIRE**

**PROJET D’INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT DE
PRELEVEMENT DES EAUX DE L’EXHAURE ISSUE DE LA CARRIERE
BOCAHUT SUR LA COMMUNE DE HAUT-LIEU**

ATTESTATION

Je soussigné, *Sébastien Seguin*
Maire de *Avesnes sur Hefse*

Certifie :


Que l’avis d’ouverture des enquêtes conjointes d’utilité publique et parcellaire sur le
projet susvisé a été publié et affiché à la mairie de *Avesnes sur Hefse*

Du 7 octobre au 24 novembre inclus.

Fait à *Avesnes / Hefse*

Le *25/11/2022*

Le Maire


Mairie (Nord)
Avesnes-sur-Hefse

**ATTESTATION DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ
ET D’AFFICHAGE PAR LE MAIRE**

**PROJET D’INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT DE
PRELEVEMENT DES EAUX DE L’EXHAURE ISSUE DE LA CARRIERE
BOCAHUT SUR LA COMMUNE DE HAUT-LIEU**

ATTESTATION

Je soussigné, *Hervé Cuisset*

Maire de *HAUT - LIEU*

Certifie :

Que l’avis d’ouverture des enquêtes conjointes d’utilité publique et parcellaire sur le
projet susvisé a été publié et affiché à la mairie de *HAUT - LIEU*

Du 7 octobre au 24 novembre inclus.

Fait à *HAUT - LIEU*...

Le... *28 Novembre 2022*...

Le Maire

Cuisset



Hubert DERIEUX
Commissaire enquêteur

Monsieur le Préfet
Direction de la sécurité sanitaire
et de la santé environnementale
Sous-direction de la santé environnementale
Service santé environnementale nord

Cambrai, le 25 novembre 2022

OBJET : Demande de report de délai de remise du rapport d'enquête publique

REFERENCES : - Code de l'environnement – articles L123-15 et R 123-19

- Votre arrêté en date du 12 septembre 2022 – Chapitre 5 quatrième alinéa

Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux d'exhaure issue de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN-SIAN sur le territoire de la commune de Haut-Lieu.

Monsieur le Préfet,

L'enquête publique unique reprise ci-dessus présentée par l'Agence Régionale de Santé et NOREADE s'est terminée ce jeudi 24 novembre 2022 à 19 heures avec le dépôt de quarante nouvelles questions déposées ce dernier jour d'enquête lors de la permanence au siège de l'enquête ainsi que sur le registre dématérialisé.

En respect des délais réglementaires, le procès-verbal de synthèse est à remettre dans les huit jours ; remise prévue le jeudi 1er décembre 2022. Le mémoire en réponse doit être fourni au commissaire enquêteur dans un délai de 15 jours ; remise prévue le vendredi 16 décembre 2022.

Ce mémoire en réponse ne me parvenant qu'à cette date, il me sera difficile pour le vendredi 23 décembre 2022 (soit quatre jours à la veille des fêtes de fin d'année) de terminer la rédaction du rapport et de rédiger d'une part, les conclusions motivées sur l'utilité publique du projet et d'autre part les conclusions concernant le parcellaire sur lequel un certain nombre de propriétaires ont émis de nouvelles propositions.

En conséquence, afin de me permettre de rédiger sereinement mon rapport et ses conclusions motivées, pour les raisons exposées ci-dessus, et conformément aux articles L 123-5 et R 123-19 du Code de l'environnement, j'ai donc l'honneur, monsieur le Préfet, de solliciter un report du délai de remise de mon rapport.

En tout état de cause, je compte tout mettre en œuvre pour vous remettre le rapport et les conclusions motivées pour le mardi 31 janvier 2023.

Veuillez agréer, monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

Hubert Derieux
commissaire enquêteur

Bon pour accord
ARS SIDEN-SIAN



Copie à Monsieur le Président de tribunal administratif de Lille.



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Affaire suivie par : Céline DOUAY
Tél. : 03 20 30 55 52
celine.douay@nord.gouv.fr

Lille, le 9 décembre 2022

Monsieur le commissaire-enquêteur,

Par courrier du 25 novembre reçu le 1^{er} décembre dernier, vous avez sollicité l'octroi d'un délai supplémentaire au 31 janvier pour la remise de votre rapport et vos conclusions concernant l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux de l'exhaure issue de la carrière Bocahut destinée à la consommation humaine du Siden-Sian sur le territoire de la commune de Haut-Lieu

À l'appui de cette demande, vous m'informez de votre incapacité à tenir le délai qui vous est accordé pour remettre votre rapport et vos conclusions, invoquant qu'après clôture de l'enquête le 24 novembre 2022, la remise du mémoire en réponse au procès verbal n'est prévue que le 16 décembre (veille des vacances de fin d'année) et le nombre d'observations à traiter.

Au regard des enjeux de ce projet, je ne peux accepter votre demande de report de 39 jours de la date limite de remise de votre rapport et de vos conclusions.

Je vous accorde un délai de façon exceptionnelle jusqu'au 20 janvier 2023 pour retourner à l'agence régionale de santé votre rapport et vos conclusions motivées accompagnée d'une version numérique signée dont chaque fichier ne devra pas dépasser 50Mo ainsi que les exemplaires des dossiers déposés dans les mairies dont toutes les pièces devront être revêtues de votre visa.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le commissaire-enquêteur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
La chef de bureau,


Céline DOUAY

Monsieur Hubert DERIEUX
29 boulevard de la Liberté
Résidence Belfort
59400 CAMBRAI

Hubert DERIEUX
Commissaire enquêteur

Monsieur le Préfet
Direction de la coordination des politiques
interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Cambrai, le 12 décembre 2022

A l'attention de madame Céline DOUAY

OBJET : Octroi d'un délai de remise du rapport d'enquête publique

Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative au projet de valorisation des eaux d'exhaure issue de la carrière BOCAHUT destinée à la consommation humaine du SIDEN-SIAN sur le territoire de la commune de Haut-Lieu.

Monsieur le Préfet,

J'accuse réception de votre réponse à ma demande de délai pour la remise des documents définitifs relatifs à l'enquête publique reprise ci-dessus.

Je prends acte de votre décision de m'accorder exceptionnellement le délai du vendredi 20 janvier 2023 et vous en remercie vivement.

Je vais tout mettre en œuvre pour remettre à l'agence régionale de santé à Valenciennes le rapport et les conclusions motivées pour cette date. Je contacterai l'agence préalablement à la remise d'un exemplaire papier et d'une version numérisée de ces documents.

Par contre, les dossiers déposés dans les mairies ont été récupérés par NOREADE.

Veuillez agréer, monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

Hubert Derieux



Copie à Monsieur le Président de tribunal administratif de Lille.

ETAT PARCELLAIRE

PROPRIETAIRES ET PARCELLES REPRIS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrée	Cropriétaire	NOM	Date de naissance au 31/12/19	Droit	Adresse 1	Cp	Commune		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0114	terme d'Isidore	2ha20a00ca	Monsieur CONTESSÉ NICOLAS	ANTESSE NICOLAS ANDRÉ JE	01/07/1965 CAMBRAI (59)	P	20A VC DE MONT ORQUEL	59440	BOULOGNE-SUR-MERLE		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0322	terme d'Isidore	0ha71a87ca	Monsieur CONTESSÉ NICOLAS	ANTESSE NICOLAS ANDRÉ JE	01/07/1965 CAMBRAI (59)	P	20A VC DE MONT ORQUEL	59440	BOULOGNE-SUR-MERLE		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0330	colatant	2ha1a10ca	Monsieur CONTESSÉ NICOLAS	ANTESSE NICOLAS ANDRÉ JE	01/07/1965 CAMBRAI (59)	P	20A VC DE MONT ORQUEL	59440	BOULOGNE-SUR-MERLE		
PM2	SAINT-HELMER-SUR-MERLE	055204000 B0304	colatant	2ha1a10ca	Monsieur CONTESSÉ NICOLAS	ANTESSE NICOLAS ANDRÉ JE	01/07/1965 CAMBRAI (59)	P	20A VC DE MONT ORQUEL	59440	BOULOGNE-SUR-MERLE		
PM2	SAINT-HELMER-SUR-MERLE	055204000 B0353	terme d'Isidore	0ha27a87ca	Monsieur CONTESSÉ NICOLAS	ANTESSE NICOLAS ANDRÉ JE	01/07/1965 CAMBRAI (59)	P	20A VC DE MONT ORQUEL	59440	BOULOGNE-SUR-MERLE		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0117	au pres de colatant	0ha20a03ca	Société REGIE SIBERFRANCE	REGIE SIBERFRANCE	45094765	P	23 AV DE LA MARNE	59250	WASQUEHAL		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0333	au pres de colatant	0ha20a03ca	Société REGIE SIBERFRANCE	REGIE SIBERFRANCE	45094765	P	23 AV DE LA MARNE	59250	WASQUEHAL		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0335	au pres de colatant	0ha17a00ca	Société REGIE SIBERFRANCE	REGIE SIBERFRANCE	45094765	P	23 AV DE LA MARNE	59250	WASQUEHAL		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0328	terme d'Isidore	0ha20a03ca	Monsieur DECORMIS CHRISTELLE	DESIN CHRISTELLE MARIE AJ	25/03/1966 FOURBES (59)	P	4 CHE D'YLLIANE	59440	HAUT-LEU		
PM2	HAUT-LEU	055200000 B0112	Chaussée de l'induction	0ha20a03ca	Indivision DARDENNE	DARDENNE ANDRÉ	12/11/1947 AVESNES (59)	U	45 RUE DU PERCE - 51 RUE DU PERCE	59740	FELTERIES		
PM2	HAUT-LEU				Indivision DARDENNE	ENNE JOFFREY MICHEL FRAU	01/12/1977 HIRSON (02)	N	LES GRANDS BILLONS - 5 ALL DES BARREAUX	45450	DONNIERY		
PM2	HAUT-LEU	055200000 B0114	Chaussée de l'induction	0ha27a87ca	Indivision DARDENNE	ENNE JOFFREY MICHEL FRAU	01/12/1977 HIRSON (02)	U	45 RUE DU PERCE - 51 RUE DU PERCE	59740	FELTERIES		
PM2	HAUT-LEU				Indivision DARDENNE	DARDENNE ANDRÉ	12/11/1947 AVESNES (59)	N	LES GRANDS BILLONS - 5 ALL DES BARREAUX	45450	DONNIERY		
PM2	HAUT-LEU	055200000 B0553	Chaussée de l'induction	0ha20a03ca	Indivision DARDENNE	DARDENNE ANDRÉ	12/11/1947 AVESNES (59)	U	45 RUE DU PERCE - 51 RUE DU PERCE	59740	FELTERIES		
PM2	HAUT-LEU				Indivision DARDENNE	ENNE JOFFREY MICHEL FRAU	01/12/1977 HIRSON (02)	N	LES GRANDS BILLONS - 5 ALL DES BARREAUX	45450	DONNIERY		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0108	au pres de colatant	0ha20a03ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0109	au pres de colatant	0ha20a75ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0190	au pres de colatant	0ha20a065ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0199	au pres de colatant	0ha20a03ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0334	au pres de colatant	0ha271a02ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 A0335	au pres de colatant	0ha20a03ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 B0301	la cressonnière	0ha20a07ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 B0302	la cressonnière	0ha20a03ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 B0303	la cressonnière	0ha20a03ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM2	HAUT-LEU	055200000 B0304	la cressonnière	0ha27a10ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LEU DT	Contenance cadastrée	Compte de propriété	NOM	Date de naissance ou SMEN	Droit	Adresse 1	C°	Commune		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0005	la cressacornière	0m14670ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0006	la cressacornière	0m20a10ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0007	la cressacornière	0m26m00ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0008	la cressacornière	0m12400ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0009	la cressacornière	0m171a10ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0010	la cressacornière	0m207a10ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0011	la cressacornière	0m10460ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0012	la cressacornière	0m156a15ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0013	la cressacornière	0m177m00ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0014	la cressacornière	0m111a20ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0015	la cressacornière	0m20m20ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0016	la cressacornière	0m20a15ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0017	la cressacornière	0m202a85ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0018	la cressacornière	0m175a15ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0019	la cressacornière	0m20a10ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0020	la cressacornière	0m26m00ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0021	la cressacornière	0m20a810ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0023	la cressacornière	0m25m400ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0024	la cressacornière	0m20m20ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0025	la cressacornière	0m26a10ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0026	la cressacornière	0m27a50ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0027	la cressacornière	0m204a00ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0028	la cressacornière	0m28m450ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0029	la cressacornière	0m28m40ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PMRL	HAUT-LEU	055290000 B0030	la cressacornière	0m207a10ca	Société BOCCAUT	BOCAUT	445420383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEN DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance au 31/12/19	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80035	gdm	0m62363m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80036	no de camping	0m62363m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80037	gdm	0m62363m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80038	gdm	0m62363m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80040	no de camping	0m61161m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80041	gdm	0m611620m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80042	gdm	0m603230m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80043	no de camping	0m61060m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80045	gdm	0m607330m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80051	terme du torquoy	0m672316m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80052	terme du torquoy	0m65463m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80053	terme du torquoy	0m61363m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80054	terme du torquoy	0m68663m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80055	terme du torquoy	0m63563m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80056	terme du torquoy	2m62627m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80057	terme du torquoy	0m62563m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80058	no de camping	0m60263m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80059	terme du torquoy	0m68620m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80060	terme du torquoy	0m68363m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80061	terme du torquoy	0m60263m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80062	terme du torquoy	0m60563m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80064	terme du torquoy	0m67363m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80065	terme du torquoy	0m61763m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80086	terme du torquoy	0m607330m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	056290000 80087	terme du torquoy	0m68663m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOONH BP 420 51	59362	AVENUES SUR HELPE CEDEX		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEN DT	Contenance cadastrée	Campes de propriété	NOM	Date de naissance au 31/01/2019	Droit	Adresse 1	Cp	Commune
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0301	gdm	0m00m7ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0302	tranche du tronçay	0m00m5ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0312	gdm	0m00m5ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0313	re de carpiennes	0m10m7ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0314	gdm	2m02m17ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0320	gdm	0m00m7ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0321	220 re de carpiennes	0m10m5ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0322	tranche du tronçay	0m35m45ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0323	tranche du tronçay	0m17m8bca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0324	tranche du tronçay	0m02m40ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0325	tranche du tronçay	2m10m3bca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0327	re de carpiennes	0m00m3ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0340	re de carpiennes	0m04m82ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0341	re de carpiennes	0m00m17ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0346	re de carpiennes	0m00m74ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0349	tranche du tronçay	0m04m70ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0352	tranche du tronçay	0m00m32ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0353	tranche du tronçay	0m01m34ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0409	gdm	2m02m72ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0418	tranche du tronçay	0m17m87ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0448	gdm	0m05m90ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0330	tranche du tronçay	0m04m55ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0336	re de carpiennes	0m00m3ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX
PMEL	HAUT-LEU	055290000 B0337	les gravettes	0m00m45ca	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVESNES SUR HELPE CEDEX

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEN DDT	Contenance cadastrée	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou 3981N	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B02036	les grèves	0m01b72m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B02069	terre de torquoy	0m175b17m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B04068	la cressonnière	0m000b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B04069	la cressonnière	0m000b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B04172	la de camphas	0m000b07m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B04067	gèsin	0m077b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B04173	la de camphas	0m105b02m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059530000 B04060	gèsin	0m020b15m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03119	la tpe de la cressonnière	0m156b02m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03020	la tpe de la cressonnière	0m020b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03021	la tpe de la cressonnière	0m020b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03022	la tpe de la cressonnière	0m000b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03025	1 rue de l'ancienne	0m020b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03029	la tpe de la cressonnière	0m020b10m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03030	la tpe de la cressonnière	0m177b00m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03031	la tpe de la cressonnière	0m077b00m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03032	la tpe de la cressonnière	0m077b01m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03033	la tpe de la cressonnière	0m077b02m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03035	la tpe de la cressonnière	0m000b00m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03036	la tpe de la cressonnière	0m087b020m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03037	la tpe de la cressonnière	0m000b00m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03038	la tpe de la cressonnière	0m000b04m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03039	la tpe de la cressonnière	0m000b05m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03040	la tpe de la cressonnière	0m020b00m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		
PM11	HAUT-LEU	059534000 B03041	la tpe de la cressonnière	0m000b00m	Société BOCAHUT	BOCAHUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 420 51	59362	AVENES SUR HELPE CEDEX		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	Utili DUF	Contenance cadastrée	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou SMEN	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0342	le titre de la cessionnaire	0m61a70ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0343	le titre de la cessionnaire	0m23a20ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0344	le titre de la cessionnaire	0m17a470ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0345	le titre de la cessionnaire	0m17a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0350	Si rne du livraisons	0m62a30ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0351	le grand monument	0m07a560ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0352	le grand monument	0m18a380ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0353	le grand monument	0m17a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0354	le grand monument	0m18a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0355	le grand monument	0m07a70ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0356	le grand monument	0m18a20ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0357	le grand monument	0m14a70ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0358	le grand monument	0m18a73ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0359	le grand monument	0m18a30ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0360	le grand monument	0m07a56ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0367	la republique	0m18a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0369	la republique	0m17a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0371	la republique	0m17a70ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0372	la republique	0m07a77ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0374	la republique	0m14a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0446	le titre de coulant	0m18a20ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0447	le titre de coulant	0m18a900ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0448	le titre de coulant	0m18a507ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0449	le titre de coulant	0m17a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		
PM11	SAINT-HELAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0450	le titre de coulant	0m17a60ca	Société BOCAUUT	BOCAUUT	445420383	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEDEX		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrée	Compte de propriété	NOM	Date de naissance ou SMEN	Droit	Adresse 1	C ^o	Commune
PM11	HAUT-LEU	059520000 B0470	terre de l'hervey	0m0014ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	HAUT-LEU	059520000 B0471	terre de l'hervey	0m111203ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0286	le vin de la cressonnière	0m134m6ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0287	le vin de la cressonnière	0m00044ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0288	le vin de la cressonnière	0m01409ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0289	le vin de la cressonnière	0m06083ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0290	le vin de la cressonnière	0m03040ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0291	le vin de la cressonnière	0m00010ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0292	3 rpe de l'ardevras	0m01403ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0293	le vin de la cressonnière	0m00025ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0304	le vin de la cressonnière	0m04402ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0305	le vin de la cressonnière	0m07403ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0674	le grand moulinement	0m02041ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0675	le grand moulinement	0m05085ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0676	le grand moulinement	0m03304ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0677	le grand moulinement	0m02910ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0680	colant	0m07003ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59862	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0681	colant	0m05005ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59864	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM12	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0685	colant	0m02914ca	Société BOCAULT	BOCAULT	44520383	P	HAMEAU DE GODIN BP 400 51	59865	AVESNES SUR HELPE CEBEX
PM11	HAUT-LEU	059520000 B02540	28 rpe de l'ardevras	0m02204ca	Monsieur ROELANDT ANTOINE	ROELANDT ANTOINE	71101990 AVESNES-SUR-HELPE (9)	P	28 RTE DE LANORECHES	59440	HAUT-LEU
PM11	HAUT-LEU	059520000 B02541	châussee de l'ardevras	0m02910ca	Monsieur ROELANDT ANTOINE	ROELANDT ANTOINE	71101990 AVESNES-SUR-HELPE (9)	P	28 RTE DE LANORECHES	59440	HAUT-LEU
PM11	HAUT-LEU	059520000 B0110	rpe de l'ardevras	0m15033ca	Monsieur DEWILDE QUENTIN	WILDE QUENTIN MAURICE JE	31071983 MAUREGUE (69)	P	4 RTE DE LANORECHES	59440	HAUT-LEU
PM11	HAUT-LEU	059520000 B0262	châussee de l'ardevras	0m03027ca	Monsieur DEWILDE QUENTIN	WILDE QUENTIN MAURICE JE	31071983 MAUREGUE (69)	P	4 RTE DE LANORECHES	59440	HAUT-LEU
PM11	HAUT-LEU	059520000 B0408	rpe de l'ardevras	0m04055ca	Société COTTEAZ	COTTEAZ	44011760	P	IMMEUBLE BORA - 5 RUE TALON NORDLING FENELON	92777	BOIS COLOMIES CEBEX
PM11	HAUT-LEU	059520000 B0447	châussee de l'ardevras	0m04055ca	Société COTTEAZ	COTTEAZ	44011760	P	IMMEUBLE BORA - 5 RUE TALON NORDLING FENELON	92777	BOIS COLOMIES CEBEX

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou SMERN	Droit	Adresse 1	CP	Commune
			chaussée de lavoirs			EL MARTINE ELISABETH GILE	10/12/1950 JEUMONT (99)	P	6 ALL. WELSER HERBIN RES FENELON	59440	AVENNES-SUR-HELPE
	HAUT-LEU	059290000 B0296	ru de carpiennes	0ha12a80ca	Monsieur MICHAUX JACQUES	MICHAUX JACQUES	26/09/1946 BAS LIEU (99)	P	4 RTE DE CARTONIES	59440	HAUT-LEU
	HAUT-LEU	059290000 B0397	route du trouquoy	1ha01065ca	Monsieur MICHAUX JACQUES	MICHAUX JACQUES	28/09/1946 BAS LIEU (99)	P	4 RTE DE CARTONIES	59440	HAUT-LEU
	HAUT-LEU	059290000 B0442	route du trouquoy	0ha72a65ca	Monsieur MICHAUX JACQUES	MICHAUX JACQUES	28/09/1946 BAS LIEU (99)	P	4 RTE DE CARTONIES	59440	HAUT-LEU
	HAUT-LEU	059290000 B0100	2 rue de carpiennes	0ha01a675ca	M. et Mme LEBOUCC	DUJO PHILIPPE HENRI FRAN	18/03/1994 CAMBRAI (59)	P	8 RUE DES ROBELETS	59440	SANT-AUBIN
						M. et Mme LEBOUCC	16/09/1964 HIRSON (02)	P	8 RUE DES ROBELETS	59440	SANT-AUBIN
	HAUT-LEU	059290000 B0539	2 rue de lavoirs	0ha16a80ca		DT EMMANUEL JEAN CLAUDE	20/04/1968 HAZEBROUCK (59)	P	2 RTE DE LANDRECHES	59440	HAUT-LEU
					M. et Mme ROBLAOT	WILLOT ODILE SYLVIE	22/06/1967 MAUBEUGE(59)	P	2 RTE DE LANDRECHES	59440	HAUT-LEU
	HAUT-LEU	059290000 B0555	chaussée de lavoirs	1ha88a13ca	M. et Mme ROBLAOT	DT EMMANUEL JEAN CLAUDE	20/04/1968 HAZEBROUCK (59)	P	2 RTE DE LANDRECHES	59440	HAUT-LEU
						WILLOT ODILE SYLVIE	22/06/1967 MAUBEUGE(59)	P	2 RTE DE LANDRECHES	59440	HAUT-LEU
	HAUT-LEU	059290000 B0553	chaussée de lavoirs	0ha52a22ca	Société SCI DE L'HELPE	SCI DE L'HELPE	81/96/779	P	425 RUE JEAN KONNET	2220	GURBE
	HAUT-LEU	059290000 B0554	chaussée de lavoirs	0ha07a75ca	Société SCI DE L'HELPE	SCI DE L'HELPE	81/96/8779	P	425 RUE JEAN KONNET	2220	GURBE
	HAUT-LEU	059290000 B0544	ru de carpiennes	0ha05a01ca	Société OFFICE PUBLIC DE L'HYABRAT DU NORD	Société OFFICE PUBLIC DE L'HYABRAT DU NORD	37/80/2144	P	27 BD VAUBAN	59800	LILLE
	HAUT-LEU	059290000 B0345	godin	0ha02a05ca	Société OFFICE PUBLIC DE L'HYABRAT DU NORD	Société OFFICE PUBLIC DE L'HYABRAT DU NORD	37/80/2144	P	27 BD VAUBAN	59800	LILLE
	HAUT-LEU	059290000 B0111	chaussée de lavoirs	0ha01a27ca	Monsieur DEMATTE STEPHANE	DEMATTE STEPHANE PIERRE	02/07/1950 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	ELEVEUR 8 RUE DU LAVOR	59440	SANT-HILAIRE-SUR-HELPE
	HAUT-LEU	059290000 B0329	le grand monument	0ha05a83ca	Société BOCCAUT	BOCCAUT	44/42/0363	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVENNES SUR HELPE CEDEX
	HAUT-LEU	059290000 B0370	le grand monument	0ha0a0a7ca	Société BOCCAUT	BOCCAUT	44/42/0363	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVENNES SUR HELPE CEDEX
	HAUT-LEU	059290000 B0335	le grand monument	0ha07a65ca	Société BOCCAUT	BOCCAUT	44/42/0363	P	HAMEAU DE GOON BP 400 51	59362	AVENNES SUR HELPE CEDEX
	HAUT-LEU	059290000 B0316	au pin des charennes	2ha12a79ca	Monsieur BOCCAUT PATRICK	BOCCAUT PATRICK JOSEPH JE	27/12/1949 HAUT LIEU (99)	P	12 CHE GOON	59440	HAUT-LEU
	HAUT-LEU	059290000 B0317	les gravettes	1ha66a21ca	Monsieur BOCCAUT PATRICK	BOCCAUT PATRICK JOSEPH JE	27/12/1949 HAUT LIEU (99)	P	12 CHE GOON	59440	HAUT-LEU
	HAUT-LEU	059290000 B0319	ru de carpiennes	0ha03a51ca	M. et Mme GOON	GOON DOMINIQUE OLIVIER	02/07/1973 BELLOUE(MONS) (99)	P	32 RUE DES SANS	59600	MAUBEUGE
					LEUXE VANESSA MARIE JEANNE V1907787BELLOUE(LETTREBEN) (99)						
	HAUT-LEU	059290000 B0367	route de la maladrerie	0ha01a74ca	COMMUNE D AVENNES SUR HELPE		27/90/0366	P	MAIRE	59440	AVENNES-SUR-HELPE
	HAUT-LEU	059290000 B0308	route de la maladrerie	0ha0a0a3ca	COMMUNE D AVENNES SUR HELPE		27/90/0366	P	MAIRE	59440	AVENNES-SUR-HELPE

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou 31/12/19	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0208	terche de la maladrerie	0ha02071ca	COMMUNE D'AVESNES SUR HELPE		215000366	P	MAIRE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0209	terche de la maladrerie	0ha06040ca	COMMUNE D'AVESNES SUR HELPE		215000366	P	MAIRE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0207	terche de la maladrerie	0ha03033ca	COMMUNE D'AVESNES SUR HELPE		215000366	P	MAIRE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0202	10 no de cartignes	1ha011277ca	COMMUNE D'AVESNES SUR HELPE		215000366	P	MAIRE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0465	terche de la maladrerie	1ha011803ca	COMMUNE D'AVESNES SUR HELPE		215000366	P	MAIRE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0498	terche de la maladrerie	0ha13002ca	COMMUNE D'AVESNES SUR HELPE		215000366	P	MAIRE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0495	terche de la maladrerie	1ha03110ca	COMMUNE D'AVESNES SUR HELPE		215000366	P	MAIRE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0140	no de cartignes	0ha70454ca	COOP ELEVADE VIANDE	CEV	U14089603	P	RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0141	32 no de cartignes	2ha00042ca	COOP ELEVADE VIANDE	CEV	U14089603	P	RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0259	terche de la maladrerie	1ha04420ca	COOP ELEVADE VIANDE	CEV	U14089603	P	RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0389	terche de la maladrerie	0ha02023ca	COOP ELEVADE VIANDE	CEV	U14089603	P	RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0464	terche de la maladrerie	0ha0012ca	CENTRE HOPITALIER D'AVESNES		265000750	P	BP 209 RUE DE HAUT LIEU	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0205	chateau gailard	1ha04000ca	CENTRE HOPITALIER D'AVESNES		265000750	P	BP 209 RUE DE HAUT LIEU	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0206	chateau gailard	0ha011803ca	CENTRE HOPITALIER D'AVESNES		265000750	P	BP 209 RUE DE HAUT LIEU	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0128	au pre des charrenes	1ha00043ca	DC COOP AGRICOL CEREALES ET APPROVISIONN		301522223	P	4 RUE JOSEPH RIVIERE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0255	30 no de cartignes	1ha00040ca	DC COOP AGRICOL CEREALES ET APPROVISIONN		301522223	P	4 RUE JOSEPH RIVIERE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0256	au pre des charrenes	1ha01043ca	DC COOP AGRICOL CEREALES ET APPROVISIONN		301522223	P	4 RUE JOSEPH RIVIERE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0495	terche de la maladrerie	1ha02044ca	CENVINO		U22651251	P	RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0487	terche de la maladrerie	0ha02042ca	CENVINO		U22651251	P	RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0188	no de cartignes	0ha011803ca	Indivision CHOQUET / JAATT	DUET PASCALE MARIE DOHM	011010186 MAURELUE (09)	P	613 RES JEAN MOSSAV BD PASTEUR	59600	MAURELUE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0401	goéti	0ha03044ca		JAATT BERNASSA	060017064 (MAROC)	P	613 RES JEAN MOSSAV BD PASTEUR	59600	MAURELUE		
PM11	HAUT-LIEU	050200000 B0206		0ha00007ca	Indivision MABILLE	MABILLE LOUIS ANDRE	060801966	P	4 RES LE VILLAGE	59670	BIANNOVOIE		
						MABILLE YVONNE NAOMIE	171111866	P	130 RUE DES PLACIES	59244	CARTIGNES		
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	050200000 B0284	chateau gailard	1ha00040ca	Monsieur DARDENNE JOFFREY	ENNE JOFFREY MICHEL PRA	011219177 HISSON (02)	P	LES GRANDS BILLONS 5 ALL DES BARREAUX	45550	DONNERY		
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	050200000 B0285	chateau gailard	0ha10040ca	Monsieur DARDENNE JOFFREY	ENNE JOFFREY MICHEL PRA	011219177 HISSON (02)	P	LES GRANDS BILLONS 5 ALL DES BARREAUX	45551	DONNERY		

Secteur concerné	Commune	Identification parcelle	LIU DT	Contenance cadastrale	Copie de propriété	NOM	Date de naissance ou SMN	Droit	Adresse 1	CP	Commune	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0296	château gaffard	0ha60410ca	Monsieur DARDENNE JOFFREY	ENNE JOFFREY MICHEL FRA	01/23/1977 HIRSON (02)	P	LES GRANDS BILLOIS 5 ALL DES BARREAUX	42432	DONNERY	
	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0297	château gaffard	1ha2040ca	Monsieur DARDENNE JOFFREY	ENNE JOFFREY MICHEL FRA	01/23/1977 HIRSON (02)	P	LES GRANDS BILLOIS 5 ALL DES BARREAUX	42433	DONNERY	
	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0243	château gaffard	0ha3340ca	Monsieur DEBAILLE STEPHANE	DEBAILLE STEPHANE PIERRE	07/19/1950 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	ELEVEUR 8 RUE DU LAVOR	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0299	château gaffard	0ha6840ca	Monsieur DEBAILLE STEPHANE	DEBAILLE STEPHANE PIERRE	07/19/1950 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	ELEVEUR 8 RUE DU LAVOR	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0292	château gaffard	1ha2040ca	Monsieur DEBAILLE STEPHANE	DEBAILLE STEPHANE PIERRE	07/19/1950 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	ELEVEUR 8 RUE DU LAVOR	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0293	château gaffard	0ha9990ca	Monsieur DEBAILLE STEPHANE	DEBAILLE STEPHANE PIERRE	07/19/1950 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	ELEVEUR 8 RUE DU LAVOR	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0299	château gaffard	0ha7200ca	Monsieur DEBAILLE STEPHANE	DEBAILLE STEPHANE PIERRE	07/19/1950 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	ELEVEUR 8 RUE DU LAVOR	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0299	château gaffard	0ha6640ca	Monsieur COURLAUD MICHEL	COURLAUD MICHEL MAX	07/19/1930 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	2 CHATEAU GAILLARD	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0270	château gaffard	1ha0140ca	Monsieur COURLAUD MICHEL	COURLAUD MICHEL MAX	07/19/1930 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	2 CHATEAU GAILLARD	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0271	château gaffard	0ha8890ca	Monsieur COURLAUD MICHEL	COURLAUD MICHEL MAX	07/19/1930 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	P	2 CHATEAU GAILLARD	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0291	château gaffard	1ha7840ca	Monsieur LEFEBVRE BRUNO	LEFEBVRE BRUNO MICHEL PIER	23/02/1983 MAUBEUGE	P	3 VC BRUNEAUT	59440	MAUT-LEU	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0292	château gaffard	1ha3170ca	M. et Mme ROCHE Mathieu	PLANQUE AMANDAINE	25/04/1981 SOMAIN (59)	P	2 RTE DE LANDRECIES	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
			2 m de landrecies			ROCHE MATHIEU	23/11/1985 MAUBEUGE (59)	P	2 RTE DE LANDRECIES	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM11	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0653	château gaffard	0ha22451ca	M. et Mme ROCHE Mathieu	PLANQUE AMANDAINE	25/04/1981 SOMAIN (59)	P	2 RTE DE LANDRECIES	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
			2 m de landrecies			ROCHE MATHIEU	23/11/1985 MAUBEUGE (59)	P	2 RTE DE LANDRECIES	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM12	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0292	la repenseance	0ha20217ca	M. et Mme BADIO	ANTOINE JACQUES EMMANUEL	10/77/1981 AVESNES-SUR-HELPE (6)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
						JE AUDE COLETTE JOSETTE	30/03/1983 HIRSON (59)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM12	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0293	la repenseance	0ha20349ca	M. et Mme BADIO	ANTOINE JACQUES EMMANUEL	10/77/1981 AVESNES-SUR-HELPE (6)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
						JE AUDE COLETTE JOSETTE	30/03/1983 HIRSON (59)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM12	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0294	la repenseance	0ha20542ca	M. et Mme BADIO	ANTOINE JACQUES EMMANUEL	10/77/1981 AVESNES-SUR-HELPE (6)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
						JE AUDE COLETTE JOSETTE	30/03/1983 HIRSON (59)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM12	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0296	la repenseance	0ha15608ca	M. et Mme BADIO	ANTOINE JACQUES EMMANUEL	10/77/1981 AVESNES-SUR-HELPE (6)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
						JE AUDE COLETTE JOSETTE	30/03/1983 HIRSON (59)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM12	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 B0647	chaussée brunehaut	0ha00973ca	M. et Mme BADIO	ANTOINE JACQUES EMMANUEL	10/77/1981 AVESNES-SUR-HELPE (6)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
						JE AUDE COLETTE JOSETTE	30/03/1983 HIRSON (59)	P	12 CHAUSSEE BRUNEAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété		NOI	Date de naissance ou SMEN	Droit	Anciens 1	C ²	Commune		
PM22	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 804643	Chaussée Brunehaut	0m26247ca	M. et Mme BADIO		ANTOINE JACQUES EMMANUEL	10/07/1981	AVENUES-SUR-HELPE (9)	P	12 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
							JEANNE COLETTE JOSETTE	30/07/1980	HERSON (59)	P	12 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM22	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 804427	terre de coulant	2m26288ca	Monsieur DOYER JEAN-RAPHAEL		OYER JEAN-RAPHAEL CLAUD	02/03/1989	CAMBRAY (59)	P	1 COULTANT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM22	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 804328	terre de coulant	2m17203ca	Monsieur DOYER JEAN-RAPHAEL		OYER JEAN-RAPHAEL CLAUD	02/03/1986	CAMBRAY (59)	P	1 COULTANT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM22	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 804339	terre de coulant	0m263811ca	Monsieur DOYER JEAN-RAPHAEL		OYER JEAN-RAPHAEL CLAUD	02/03/1989	CAMBRAY (59)	P	1 COULTANT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM22	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 804440	coulant	0m12800ca	Monsieur DOYER JEAN-RAPHAEL		OYER JEAN-RAPHAEL CLAUD	02/03/1989	CAMBRAY (59)	P	1 COULTANT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM22	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 804442	coulant	0m24405ca	Monsieur DOYER JEAN-RAPHAEL		OYER JEAN-RAPHAEL CLAUD	02/03/1989	CAMBRAY (59)	P	1 COULTANT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 804586	terre de coulant	0m17465ca	Monsieur DOYER JEAN-RAPHAEL		OYER JEAN-RAPHAEL CLAUD	02/03/1986	CAMBRAY (59)	P	1 COULTANT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 803716	la repenseance	0m27265ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 803718	la repenseance	0m263811ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 803719	Chaussée Brunehaut	0m268400ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 803780	la repenseance	0m21808ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 807112	la repenseance	0m202006ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 807113	la repenseance	0m300624ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 807114	la repenseance	0m27277ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 807116	terre de coulant	0m21842ca	Madame DAVID ELODIE		DAVID ELODIE	18/08/1982	SAINT SALUYE (59)	P	10 CHAUSSEE BRUNEHAUT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80427	terre de coulant	0m218171ca			BLAMPAIN SEVERINE	31/05/1973	MAUBEUGE (59)	P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80430	terre de coulant	0m12103ca			NECART ERIC PATRICK JMC	27/08/1987	MAUBEUGE (59)	P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80431	terre de coulant	2m27260ca						P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80432	terre de coulant	0m178400ca	M. et Mme HANNECART					P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80433	terre de coulant	0m23300ca						P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80435	terre de coulant	0m20209ca						P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80715	la repenseance	2m20266ca						P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80717	terre de coulant	0m20206ca						P	26 ROUTE D AVESNES	59440	HAUT-LIEU	
PM21	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059534000 80303	terre de coulant	0m24400ca	Monsieur LEFFEVRE Bruno		LEVINE BRUNO MICHEL MEN	22/02/1983	MAUBEUGE (59)	P	38 VC BRUNEHAUT	59440	HAUT-LIEU	

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou SIREN	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0483	cochant	0ha33ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0491	cochant	0ha26ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0492	cochant	0ha60ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0463	cochant	0ha17ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0494	cochant	3ha59ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0486	cochant	0ha07a12ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0580	cochant	0ha02ab25ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z P991	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0554	cochant	0ha55ab15ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0631	cochant	0ha01a12ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0651	2 cochant	0ha00ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0652	2 cochant	0ha02ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B0653	2 cochant	0ha0ab05ca	Société SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	SCI AGRICOLE DE ST HILAIRE	U14086658	P	PAR MAITRE LANDMANN 10 PL DU GENERAL LECLEERC	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	056534000 B07100	la parcelle	0ha07ab05ca	Madame BRION FRANCOISE JULIA	VERVER BRION FRANCOISE J	060271803 AVESNES (99)	P	9 CHE D HOUJMAN	59470	SAINT-VAAST		
P99Z	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE		la parcelle	0ha07ab05ca	M. et Mme LEROUQU	LEROUQU MAITRE HENRI FRANCOIS FRÈS MAYOTTE GERNESE CHRISTIANE	180231964 CAMBRAU (59) 160971964 HIRSON (02) 160971964 HIRSON (02)	P1	8 RUE DES BODELETS	59440	SAINT-ALBIN		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02041	un abbe baronien res foncier	0ha07ab05ca	Madame DUCONNET PASCALE	DUCONNET PASCALE DENISE	140471967 FONTENELLE (02)	P	INDOUS DES OMBRES NEES FENELON 3 RUE ABBE BAUDOUIN RES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02043	un abbe baronien res foncier	0ha07ab05ca	M. et Mme MATON	ALBERT TIPPYANNE AMANDINE	070941982 MAURELLE (59)	P1	5 RUE ABBE BAUDOUIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE					CON MAYANNE ALAIN JEAN PIERE	071711980 MAURELLE (59)	P1	5 RUE ABBE BAUDOUIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02045	un abbe baronien res foncier	0ha07ab05ca	Indivision HOUREZ / SCHADEU	HOUREZ EVELYNE	220031964 AULNOYE (59)	P1	4 RUE ABBE BAUDOUIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02052	un abbe baronien res foncier	0ha00a78ca	SCHADEU GERARD	SCHADEU GERARD	060041967 AVESNES	P1	4 RUE ABBE BAUDOUIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02075	un abbe baronien res foncier	0ha00a78ca	Société COMMUNE D AVESNES SUR HELPE	MAJANNE D AVESNES SUR HELPE	215950298	P	13 PL DU GENERAL LECLEERC BP 208	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02071	un abbe baronien res foncier	0ha07ab05ca	Société COMMUNE D AVESNES SUR HELPE	MAJANNE D AVESNES SUR HELPE		P	13 PL DU GENERAL LECLEERC BP 208	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02049	un abbe baronien res foncier	0ha00a17ca	Société COMMUNE D AVESNES SUR HELPE	MAJANNE D AVESNES SUR HELPE		P	13 PL DU GENERAL LECLEERC BP 208	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
P99Z	AVESNES-SUR-HELPE	056530000A02050	un abbe baronien res foncier	0ha00a02ca	Société COMMUNE D AVESNES SUR HELPE	MAJANNE D AVESNES SUR HELPE		P	13 PL DU GENERAL LECLEERC BP 208	59440	AVESNES-SUR-HELPE		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parental	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Campes de Propriété	NOM	Date de naissance ou SMENY	Droit	Adresse 1	CP	Commune	
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0208	af labeur herbin nos lenevdy	0ha27463ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR HEULPE	MAURINE D'AVESNES SUR HEULPE		P	13 P. DU GÉNÉRAL LECLENC BP 208	59440	AVESNES-SUR-HEULPE	
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0206	jeu abbe baraud nos lenevdy	0ha03142ca		Bernadette LESNIE ALAIN	WASROT MICHEL	09071987 CALOYR (59)	P	6 RUE ABBE BAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0218	af labeur herbin nos lenevdy	0ha02972ca		GRAND CHANTAL DOETTE M ^{me}	WASROT MICHEL	1808/1948 SAINT OUBENTIN (02)	P	5 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0219	af labeur herbin nos lenevdy	0ha02972ca	M. et Mme WASROT	PRADO CHANTAL ANDRÉE	WASROT MICHEL	02041947 AVESNES (59)	P	5 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						MINNET DAVID VINCENT	MINNET DAVID VINCENT	14051992 MAUBEUGE (59)	P	3 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						GARCIA ELVIRA	GARCIA ELVIRA	23041996 Espagne	P	5 CHE DE LA PRASSENE	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0213	af labeur herbin nos lenevdy	0ha02978ca	Madame GARCIA ELVIRA	LES SITE D ETUDES ET DE PROMOTION IMMOBILIERES ET DE PROMOTION BAI	LES SITE D ETUDES ET DE PROMOTION IMMOBILIERES ET DE PROMOTION BAI	U22254132	P	10 RUE ANTOINE REVAUD	59610	FOURNIES
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0196	ran rene café nos lenevdy	0ha21483ca		LES SITE D ETUDES ET DE PROMOTION IMMOBILIERES ET DE PROMOTION BAI	LES SITE D ETUDES ET DE PROMOTION IMMOBILIERES ET DE PROMOTION BAI	U22254132	P	10 RUE ANTOINE REVAUD	59610	FOURNIES
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0198	jeu abbe baraud nos lenevdy	0ha072417ca		M. et Mme BLANDO	BLANDO SERGE	22031978 MAUBEUGE (59)	P	21 CHE DE LA JAMBRE DE BOIS	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0207	af labeur herbin nos lenevdy	0ha02461ca	M. et Mme BLANDO	PREVOST CHRISTELLE	PREVOST CHRISTELLE	30021976 AVESNES-SUR-HEULPE (59)	P	21 CHE DE LA JAMBRE DE BOIS	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0202	af labeur herbin nos lenevdy	0ha05013ca		JE CIVILE IMMOBILIERES FRANJAUX PAR ABREVA	JE CIVILE IMMOBILIERES FRANJAUX PAR ABREVA	802417014	P	6 ALL KLEBER HERBIN	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0203	ran du château gabard	0ha04133ca		Imposition LEROY / OZDILMEN	JOY ALINE MARCELINE VOLA	18021988 LA REOLE (33)	P	2 RUE DE MONTREAL	76260	FU
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0204	ran du château gabard	0ha0403ca	M. et Mme HEVIN	OZDILMEN TURDAY	OZDILMEN TURDAY	30271989 AVESNES-SUR-HEULPE (59)	P	2 RUE DE MONTREAL	76260	FU
						N JEAN-MICHEL JULES FRAN	N JEAN-MICHEL JULES FRAN	27021964 ALLNOYE (59)	P	13 RUE DU CHATEAU GALLARD	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						TANOPE MARIE-JOSE	TANOPE MARIE-JOSE	16081952 AVESNES (59)	P	13 RUE DU CHATEAU GALLARD	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0202	af labeur herbin nos lenevdy	0ha02455ca	Madame MICHEL MARTINE	EL MARTINE ELISABETH GILIE	EL MARTINE ELISABETH GILIE	10121953 JEUMONT (59)	P	6 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						DOH IYANE THERESE JEANN	DOH IYANE THERESE JEANN	14081928 PLOVAN (29)	P	8 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						M. et Mme MONTAVE	MONTAVE JEAN CLAUDE	11101954 AVESNES (59)	P	8 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0223	af labeur herbin nos lenevdy	0ha02481ca	Madame BRILLAND MAGALIE	NO MAGALIE MARTINE JACQ	NO MAGALIE MARTINE JACQ	13081987 MAUBEUGE (59)	P	10 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						Madame LENTIER ANNE	ANNE LAURETTE MARIE LOUIE	05091953 ROUBRES (59)	P	12 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						Madame LICHONNE DELPHINE	MAE DELPHINE YVETTE ANNE	19911991 LE NOUVELOUX-THERACHE	P	7 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
PMEL	AVESNES-SUR-HEULPE	05903000AA0207	jeu abbe baraud nos lenevdy	0ha02455ca	Imposition LESCUTC	LESCUTC GUY ARTHUR	LESCUTC GUY ARTHUR	19081981 AVESNES (59)	N	775 RUE DU PALUX	59550	MARNOULLES
						LESCUTC CHRISTIAN GUY	LESCUTC CHRISTIAN GUY	171982 FLAMMONT-WALDRECHES	UI	EMPLOYE 53 RTE DE SAUNS	59440	AVESNES-SUR-HEULPE
						PICCOU LUISA	PICCOU LUISA	24071939 Italie	UI	EMPLOYE 53 RTE DE SAUNS	59440	AVESNES-SUR-HEULPE

Secteur concerné	Commune	Identifiant parental	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou SIREN	Droit	Adresse 1	CP	Commune
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00220	all habier hartin nos fenêtr	0ha02a73a	M. et Mme CABRETTE	CABRETTE LUCIEN EDOUARD	12027141 SALLY-LEZ-LANNY (59)	P	1 ALL MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						COLENNIE EDITH VIRGINIE R	28091944 MONTDIER (80)	P	1 ALL MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A002314	all habier hartin nos fenêtr	0ha02a73a	Indivision FRAMENWICZ	JANKEWICZ FRANCOIS JOSE	01101940 MARCQ-LEZ (59)	U	13 ALL MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						JEWICZ SOPHIE JEANNE FRYA	08091877 CAMBRAI (59)	NI	42 RUE ROGER SALENGRO	59750	FEMINES
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00236	all habier hartin nos fenêtr	0ha04553a	M. et Mme DUBOLOV	JANKEWICZ SYLVIE MARIE DE	19021974 MAYEULLE (59)	NI	2 CH GRAND RUE	59550	NOVELLES-SUR-SAMBRE
						DUBOVY FREDERIC LUCIEN AL	09081972 PARIS 14 (75)	P	16 AV PIERRE MENDES FRANCE	59820	GRAVELINES
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00239	all habier hartin nos fenêtr	0ha02553a	Monsieur MERLANT CHRISTIAN	MERLANT CHRISTIAN MARCE	1711937 TAINIERES-EN-THEMACHIE	P	910 HUBMONT	59440	DOMPHERME-SUR-HELPE
						DUBREY JEAN-CLAUDE GEORG	02081960 FLOYON (59)	P	13 RUE ABIE DAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00239	all habier hartin nos fenêtr	0ha02123a	M. et Mme LEQUESNE	LENGRAND MICHELLE	19071940 SAINT-ETIENNE (42)	P	14 ALL MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						LEQUESNE PAUL RENÉ DESIR	15051937 ROMON (59)	P	14 ALL MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00238	all habier hartin nos fenêtr	0ha03078a	Madame LEPONON MONIQUE	LEPON MONIQUE MARCELLE R	27041961 SENOULESE (59)	P	11 ALL MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						ROQUET EVELYNE JACQUEL	03081949 AVESNES (59)	P	11 ALL MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A002315	all habier hartin nos fenêtr	0ha02a73a	M. et Mme SERUSIER	SERUSIER CHRISTIAN	02101949 (59)	P	11 RUE ABIE DAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						ELONIE CHRISTINE JACQU	05111985 MAYEULLE (59)	P	11 RUE ABIE DAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00237	all habier hartin nos fenêtr	0ha02553a	M. et Mme MINET	MINET STEVE PIERRE	06071977 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	5 ALL ENILE MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						RANDAT EDOUARD	09041942 MARENGO (59)	P	5 ALL ENILE MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00172	all habier hartin nos fenêtr	0ha03013a	M. et Mme RAMBAT	TOMAT MARIE THERESE	27081941 SARRIS-POTIERES (59)	P	3 ALL ENILE MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						BALSAMELLI SALVATORE	14051929 LIAIN (59)	P	3 ALL ENILE MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00173	all habier hartin nos fenêtr	0ha07233a	Indivision BALSAMELLI-CHATELLE	CHATELLE NICOLE THERESE GHS	11081940 MAYEULLE (13)	P	4 ALL ENILE MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						BOGA MICHEL	291941 SAINT-HEAIRE-SUR-HELPE	P	6 ALL ENILE MEIER HERGIN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00177	all habier hartin nos fenêtr	0ha05143a	Monsieur BALLEUX RAYMOND	BALLEUX RAYMOND	03121931 PROSCHE (59)	P	17 RUE ABIE DAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						HOCQUET BAPTISTINE NOEAL	11081982 FOULMIES (59)	P	10 RUE ABIE DAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PMU1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A00239	all habier hartin nos fenêtr	0ha02553a	Madame HOCQUET BAPTISTINE	DUMESNIL BENOT THIERRY	19121960 FOULMIES (59)	P	10 RUE ABIE DAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						VAULT PASCALE MARIE CECI	10081964 INDE (99)	P	10 RUE ABIE DAUDJAN RES FENELON	59440	AVESNES-SUR-HELPE

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou décès	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02292	au abbe bauduin res fenelon	0ha00a29ca	Madame FLUMART NATHALIE	ART NATHALIE MARCELLE D	06/07/1966 MAUBEUGE (59)	P	12 RUE ABBE BAUDUIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02295	au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	COPY MAURICE ALEXIS	COPY MAURICE ALEXIS	06/04/1948 CARTIGNIES (59)	P	22 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
			au abbe herbin res fenelon		M. et Mme COPY	QUILAN CHANTAL REINE	22/10/1947 SAINT-DENIS (59)	P	22 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02294	au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	Madame LEFEVRE GENEVIEVE	LEFEVRE GENEVIEVE	10/11/1988 LE CHATEAU-CAMBRESIS (59)	P	24 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02297	au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	DUVIER MAIRE CHRISTINE	DUVIER MAIRE CHRISTINE	24/04/1952 ETHELINGT (59)	P	18 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02298	D au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	BRESCHER VANICK THIERRY	BRESCHER VANICK THIERRY	10/04/1951 DOUPPERE-SUR-HELPE (59)	P	20 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
		20 au abbe herbin res fenelon			M. et Mme BRESCHER	GEZ JACQUELINE RAYMOND	27/10/1950 AVESNES (59)	P	20 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A03116	au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	LET JEAN-JACQUES DANIEL	LET JEAN-JACQUES DANIEL	31/03/1955 LOUVROU (59)	NI	196 ALL DES EGLANTIERES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						CHARLET LAURENCE GINETT	17/09/1961 MAUBEUGE (59)	NI	31 RUE GASTON MARISSSE FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
					Indivision CHARLET	RIET PHILIPPE ANDRE FRAN	31/07/1964 MAUBEUGE (59)	NI	219 RUE DU FLOCON FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						LET SYBILLE JEANNINE MARC	09/11/1959 LOUVROU (59)	NI	22 RUE SAINTE GERMEINE FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						IN NICOLE JEANNINE MAURIN	13/07/1957 MAUBEUGE (59)	U	9 ALL KLEBER HERBIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A01163	au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	Monsieur LEVENS DIDIER	LEVENS DIDIER REINE	11/11/1962 TOURCOING (59)	P	11 RUE DU CHATEAU GALLARD FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A01166	5 rue du chateau gallard	0ha00a29ca	Indivision MONIE	DELHAYE NICOLE	09/09/1938 AVESNES-SUR-HELPE (59)	U	5 RUE DU CHATEAU GALLARD FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						MONIE CATHERINE NICOLE	10/07/1966 MAUBEUGE (59)	NI	VILLA 49 LE CLOS D'AGATE 3 AV JEAN MERKIOZ FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						RIET LIONEL GEORGES GENE	25/04/1965 MAUBEUGE (59)	NI	67 RUE DE PARIS FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A01167	2 rue reine carle res fenelon	0ha00a29ca	Monsieur MAILLARD JEAN	MAILLARD JEAN PAUL	03/09/1960 AVESNES (59)	P	2 RUE REINE CARLE RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A01164	au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	Indivision DELMALLE / MANDY	ELMALLE MARC CHARLES RE	24/09/1941 CAMBRAI (59)	P	9 RUE DU CHATEAU GALLARD FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						ROY REINE HENRIETTE CLA	19/09/1943 CAMBRAI (59)	P	9 RUE DU CHATEAU GALLARD FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A01165	au abbe herbin res fenelon	0ha00a29ca	Indivision DELJEUNE-ET-ANDRIN	ANDRE SAMUEL DANIEL JEAN	23/09/1960 FOURMIES (59)	P	6 PL GUILLEMIN FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						LANDRIN HELENE PRODRONC	27/02/1999 MAUBEUGE (59)	P	41A TROUENNEBRE FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A03039	au abbe bauduin res fenelon	0ha00a29ca	M. et Mme BRUSSART	BRUSSART JEAN	7/03/1947 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	7 RUE ABBE BAUDUIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						CERNICA EVELYNE CLAUDINE	04/09/1944 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	7 RUE ABBE BAUDUIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A03038	au abbe bauduin res fenelon	0ha00a29ca	M. et Mme WAUTIER	DEMAET ANDREA	09/11/1939 MARCQ-LES-BAZILLIERS (59)	P	1 RUE ABBE BAUDUIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						WAUTIER SERGE LEON	06/05/1938 ETHELINGT (59)	P	1 RUE ABBE BAUDUIN RES FENELON 59440 AVESNES-SUR-HELPE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		

Secteur concerné	Commune	Identification parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou DÉCÈS	Droit	Adresse 1	CP	Commune
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02071	au abbe barthelemy ras fenêtré	0ha00a00ca	Mme Marie MEZIERE AUBRELE	ME AUBRELE JEANNE-MARIE 31-1991 SAINT SAULVE (SAINT SAULV)	19 RUE ABBE BALDOUN RES FENELEON	P	19 RUE ABBE BALDOUN RES FENELEON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02040	26 ans de meuble ras fenêtré	0ha00a07ca	Monsieur GAG JEAN-CHRISTOPHE	JEAN-CHRISTOPHE MICHEL 02/11/1987 AVESNES-SUR-HELPE (P)	1 ALL EMILE MERCIER RES FENELEON	P	1 ALL EMILE MERCIER RES FENELEON	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02009	ras verdu ras argente	0ha00a08ca	POE PUBLIC D'AMENAGEMENT CONSTRUCTION	MONTECATINE DIRECTEUR GENERAL	U2257415	P	MONTECATINE DIRECTEUR GENERAL 27 BD VALBAN	59800	LILLE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02012	ras verdu ras argente	0ha07a00ca	POE PUBLIC D'AMENAGEMENT CONSTRUCTION	MONTECATINE DIRECTEUR GENERAL	U2257415	P	MONTECATINE DIRECTEUR GENERAL 27 BD VALBAN	59800	LILLE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02042	av du 164 ri	0ha11a16ca	Mme LOUDINE ACHIA	LOUDINE ACHIA	28/04/1974 ALGERIE (99)	P	41 AV DU 164 RI	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02044	av du 164 ri	0ha11a09ca	Monsieur ZENONZEYAK YVES	ZENONZEYAK YVES	06/08/1971 VILLENEUVES (99)	P	CHEZ MME COLARTS 43 AV DU 164 RI	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02047	av du 164 ri	0ha14a2ca	Monsieur GRENIER PATRICK	GRENIER PATRICK	09/01/1959 AVESNES (99)	P	59440 AVESNES-SUR-HELPE 42 RTE D'AVESNES	59440	HAUT-LEU
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02154	av du 164 ri	0ha00a00ca	M. et Mme MOREL	DOLY JOSELINE LAURE	31/03/1938 LOURBOCHES (99)	PI	49 AV DU 164 RI	59440	AVESNES-SUR-HELPE
			av du 164 ri			CHIEL LOUIS JEAN HENRI NO	24/12/1902 ROUEUX (59)	PI	49 AV DU 164 RI	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02107	ras de carpiennes	0ha00a00ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02273	5 rue pierre luthere	0ha00a72ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02010	ras de carpiennes	0ha00a01ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02031	ras verdu ras argente	0ha00a01ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02029	ras pierre luthere	0ha00a06ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02032	ras de carpiennes	0ha00a00ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02034	ras de carpiennes	0ha11a03ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02084	ras de carpiennes	0ha00a00ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02085	terras du cabaret	0ha00a05ca	Société COMMUNE D'AVESNES SUR-HELPE	MARIE	21/90/0086	P		59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02156	av du 164 ri	0ha07a08ca	Indivision BARBIEZ	BARBIEZ JACQUES BERNARD	23/01/1947 MAURELLE (99)	U	47 AV DU 164 RI	59440	AVESNES-SUR-HELPE
						BARBIEZ FABIENNE MARCEAU ALFRED	16-01-1972 AVESNES-SUR-HELPE (P)	NI	47 AV DU 164 RI	59440	AVESNES-SUR-HELPE
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02281	ras pierre luthere	0ha00a02ca	Société ORANGE	ORANGE	38/07/1986	P	78 RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02148	av du 164 ri	0ha00a07ca	Monsieur BILLOIR BERNARD	BERNARD GHSVAN ALBERT EMILE		P	1035 RUE DES VALLEES	59550	PREBOCHES
PPE1	AVESNES-SUR-HELPE	05903000A02149	av du 164 ri	0ha00a00ca	Mme COVIN CHRISTELLE	COVIN CHRISTELLE DOETTE	22/04/1972 LILLE (99)	P	59 AV DU 164 RI	59440	AVESNES-SUR-HELPE

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	URU DPT	Contenance cadastrale	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou SMERN	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000AA0186	au abbe baudouin nes fendo	0ha00a17ca	Indivision TROUILLEZ-PINCHAERT	NOCHAERT EDITH MARIE CLAUDE	16/11/1951 PONTENELLE (02)	PI	28 RUE ABBE BAUDOUIN RES FENELOIN	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						TRUILLEZ CHRISTIAN ROBERT	17/02/1942 BELIGNES (09)	PI					
						BARBIER JEAN-YVES	4/09/1960 AVESNES-SUR-HELPE (09)	NI	4 N RTE NATIONALE	59219	LARQUILLIES		
						BARBIER JEAN-ROBERT	28/03/1961 AVESNES (09)	NI	1620 RTE D AVESNES	59620	MONCEAU-ST-WAFAST		
						BARBIER ROBERT JEAN MARIE	06/01/1928 WATTRELOS	U	53 AV DU SA RD	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000AA0152	av du SA R	0ha05a79ca	Indivision BARBIER	SALEZ DANIELLE	27/12/1966 (SCAMM)	P	51 av du SA R	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						DILLY LILIANE MONIQUE LEON	05/04/1942 HIRSON (02)	PI	57 AV DU SA RD	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						CORPELUX MARCEL ALBERT	19/07/1908 AVESNES-SUR-HELPE (09)	PI	57 AV DU SA RD	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						DRUILLE SUZANNE MARIE ZIE	20/09/1949 HEM-ENGLLET (59)	P	55 AV DU SA RD	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						MAURICETTE GERMAINE GIL	29/03/1938 VALENTIGNON (59)	U	4 RUE GEORGES CLEMENCEAU	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000AA0279	nan groupes d'annecreau	0ha02a18ca	Indivision PORT	ROCE MONIQUE MAURICETTE	20/12/1960 AVESNES (09)	NI	46 VC LES CLOCHES RUE GERVAISE	59860	BRUAY-SUR-L'ESCAUT		
						PORT JEREMIE DANNY PATRICE GIL	12/07/1969 MAUREBOUE (09)	NI	16 RUE DU BOIS GEORGES	59138	POINT-SUR-SAMBE		
						VALLANT JOCELIN DANIEL	20/10/1942 SAINT-QUENTIN (02)	PI	29 CHE DE D'OMPRENE	59244	PETIT-FAYT		
						VALLANT MARIE CLAUDE	05/04/1945 BAS-LEU (09)	PI	PAR MR VALLANT FABRICE 13 RUE DU DAUPHINE	58550	SABLONS		
						BOCHAUT	44/02/2003	P	HAIEAU DE GODIN BP 400 51	59362	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000AA0104	rue de cartignes	0ha03a17ca	Société BOCHAUT	BOCHAUT	44/02/2004	P	HAIEAU DE GODIN BP 400 51	59363	AVESNES-SUR-HELPE		
						Société GARAGE JEAN LOUIS RICHARD	12/22/1947	P	25 RUE DES SPORTS	40350	BARBASTE		
						PREVOST PAUL JEAN GUY	30-05-1909 ALLNOYE-AVIGNERES (04)	PI	38 RUE DE TURBENNE	59145	BERLAUMONT		
						COLETTE COLETTE CHRISE	15-05-1971 MAUREBOUE (09)	PI	39 AV DU SA RD	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						ME et Mme PREVOST	19/02/1975 MAUREBOUE (09)	P	28 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPRL	AVESNES-SUR-HELPE	059030000AA0225	rue de cartignes	0ha01a70ca	Indivision LEVAYE / SERVEN	VALERE NATHALIE JACQUE	06/07/1972 FOULBRIES (09)	PI	32 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						RIEN ALAIN JACQUES ALBERT	04-09-1973 AVESNES-SUR-HELPE (04)	PI	32 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						ALL GUILLE ANNE SIMONE	20/10/1971 HIRSON (02)	PI	30 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Compte de propriété	NOM	Date de naissance ou 30/04/1974	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0251	rue de cartignes	0ha00a77ca	M. et Mme KRIEUS	IRNIO FRANCK	23/09/1974 AVESNES-SUR-HELPE (59)	PI	30 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
								PI		59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0257	rue pierre lamyere	0ha05a68ca	M. et Mme LEBRAND	DELVIGNE GINETTE MARIE	24/04/1955 CARTIGNES (59)	PI	1 RUE PIERRE LAMIERE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						GRAND PIERRE LOUIS GAST	13/05/1937 SAINT GOBERT (02)	PI	1 RUE PIERRE LAMIERE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0226	rue de cartignes	0ha02a77ca	Société HELM L AYESNOISE	HELM L AYESNOISE	44/03/2085	P	7 PL ALFRED DENIGNY	59610	FOURNIES		
								P					
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0231	rue pierre lamyere	0ha01a02ca	Individuel CARNOT			P					
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0235	res arden nrm nat galbre	0ha25a00ca									
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0258	rue pierre lamyere	0ha04a04ca									
					M. et Mme CORREAU	NOY DANIEL MARCEL DOMINIQUE	09/07/1970 AVESNES-SUR-HELPE (59)	U	3 RUE PIERRE LAMIERE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0114	rue de cartignes	0ha07a80ca		CARNOT GAELE DANIEL GUY	17/10/1988 FOURNIES (59)	N	3 RUE PIERRE LAMIERE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						CHÉAU JEROME JEAN-CLAUDE	02/09/1977 AVESNES-SUR-HELPE (59)	PI	22 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						ACHESNE CELINE MICHELE	09/09/1988 AVESNES-SUR-HELPE (59)	PI	22 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0252	rue de cartignes	0ha00a00ca	M. et Mme BLANDO	BLANDO ANTONIO	12/09/1904 (89)	PI	34 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0236	rue de cartignes	0ha01a71ca		MARCHAND JEANINE COLETT	09/09/1945 VIMY (02)	PI	34 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0233	rue de cartignes	0ha01a89ca				P	28 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0255	rue de cartignes	0ha07a18ca				P		59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0248	rue de cartignes	0ha04a79ca	M. et Mme HEDON	BLOCC VALERIE	7/07/1989 AVESNES-SUR-HELPE (59)	PI	20 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						DOM PASCAL GILBERT MAUR	03/09/1971 FOURNIES (59)	PI	20 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0256	20b rue de cartignes	0ha04a11ca	Madame BRUPPE JEANINE	JANNINE VICTORINE AIEL	11/04/1945 FLOYON (59)	P	208 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0237	rue de cartignes	0ha02a83ca		MON AURELE THERSE EDW	5/05/1983 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	38 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0230	rue de cartignes	0ha00a00ca		CONTESSSE ANDRE	05/09/1929	U	58 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM11	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0237	rue de cartignes	0ha02a03ca		CONTESSSE ANDREE	12/03/1955	NI	342 AV JEAN MAURES	59400	MAUBERGE		
					Madame CANNON AIMELE	CONTESSSE CATHERINE	11/11/1985	NI	107 RTE DE SAUNS	59440	AYEHELLES		
						CONTESSSE CORINNE RAYMON	21/12/1974	NI	29 RUE DU CORREAU	59600	MAUBERGE		
						CONTESSSE DOMINIQUE	01/09/1960	NI	BOULTE D'AYESNES 63 RUE D AYESNES	59177	SAUNS-DU-MOIND		
						CONTESSSE ERIC PAUL	15/02/1970	NI	58 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIEU DIT	Contenance cadastrale	Cropriétaire	NOM	Date de naissance ou décès	Droit	Adresse 1	C ^o	Commune		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA0204	rue de cartognes	0ha02a13ca	M. et Mme THEBAUX	AUFRID MARGUERITE MARIE	30/07/1908 SANS-POTERIES (59)	P	50 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						THEBAUX DANIEL ANDRE	09/09/1938 AVESNES (59)	P	50 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02046	rue de cartognes	0ha03a16ca	M. et Mme HADORN	HADORN JEAN-MICHEL	16/04/1971 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	3 RUE DU LAVOIR	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						KOVALCHUK OLGA	01/02/1977 U.R.S.S.(LEMBURGAD)1991	P	54 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02235	rue de cartognes	0ha02a73ca	Madame LEROY CORINNE	LY CORINNE ALPINE GEORGES	04/02/1956 AVESNES (59)	P	2 AV HENRI	60750	CHORRY AU BAC		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02239	rue de cartognes	0ha02a16ca				P					
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02212	rue de cartognes	0ha03a10ca				P					
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02055	rue de cartognes	0ha03a16ca									
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02218	rue de cartognes	0ha02a15ca	Indivision LEVENS	LELEU ODETTE	05/05/1940 PRISCHES (59)	U	80 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						LEVENS JEAN-CHRISTOPHE	01/11/1962 AVESNES-SUR-HELPE (59)	NI	APPT 2 11 RUE DE MONS	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
						LEVENS JEAN-PIERRE BRUN	01/05/1957 LAMBERSART (59)	NI	3 RUE DU BOISQUET	63500	FENOLLIER LEO		
						LEVENS JEAN-SEBASTIEN	25/02/1970 MAUREBOUE (59)	NI	17 RUE DES ECOLES	59740	PELLEBRES		
						LEVENS JEAN-STEPHANE	01/11/1966 AVESNES-SUR-HELPE (59)	NI	14 RTE DE GUERSIGNES	59440	DAS LIEU		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02210	rue de cartognes	0ha03a16ca	Indivision SKOWRONSKI	POULAIN ANDREA MARIE	22/04/1938 ETROUJUNGT (59)	P	70 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02223	rue de cartognes	0ha02a15ca		NSI FRANCOISE MICHELLE JANE	08/12/1951 SANS-POTERIES (59)	P	1 RUE JULES VERNE	22140	BEGANO		
						SKOWRONSKI FREDY	19/03/1959 LA GROISE (59)	P	ETAGE 04 PORTE 42 370 AV ALBERT CAMUS	77150	DAMMARIE LES LYX		
						SKOWRONSKI JEAN-PIERRE MARIE	24/08/1953 SANS-POTERIES (59)	P	28 RUE DU PRESSOTAIL	59570	SAINT-MAAST		
						SKOWRONSKI MONIQUE	02/09/1957 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	27 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU	59540	CANDRY		
						SKOWSKI PATRICK MARTHE E	05/09/1956 BURON-ROSE (02)	P	03 RTE DE MONS	59600	MANREUX		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02059	rue de cartognes	0ha03a16ca	M. et Mme ARIOUA	ARIOUA KAMEL	29/07/1983 ALGERIE(ET)1991	P	72 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02222	rue de cartognes	0ha02a15ca		CHICH YVONNE	8/02/1962 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	72 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02208	rue de cartognes	0ha03a16ca	Indivision FLANQUET-DOMY	DOMY REGINE ROSELINE	18/10/1946 AVESNES (59)	P	74 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02217	rue de cartognes	0ha02a15ca		FLANQUET CLAUDE	22/09/1944 AVESNES (59)	P	74 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02006	rue de cartognes	0ha01a16ca	Monsieur ALBERT	LEANDRE JACQUES FRANCOIS	07-1987 BRIVE LA GAULLE (19)	P	78 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02219	rue de cartognes	0ha02a15ca				P		59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PM21	AVESNES-SUR-HELPE	05903000AA02229	rue de cartognes	0ha02a15ca	Madame NOSETTE ISABELLE	ETTE ISABELLE CLAUDETTE	25/04/1981 CARTIGNES (59)	P	0057 RUE DE LA MARCELLE	5640	COUVIN Belgique		

Secteur concerné	Commune	Identifiant parcelle	LIU DIT	Contenance cadastrée	Compte de Propriété	NOM	Date de naissance ou décès	Droit	Adresse 1	CP	Commune		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02003	rua de cartignes	0ha02a70ca	Madame PLINGUET	PIERRE CORINNE CHANTAL JIC	20-06-1972 CAMBRAI (59)	P	84 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02016	rua de cartignes	0ha02a80ca				P		59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02004	rua de cartignes	0ha02a80ca	Madame BOQUET MARIE	TI MARIE CATHERINE JULIA A	00/07/1965 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	62 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02017	rua de cartignes	0ha02a80ca				P		59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02027	rua de cartignes	0ha02a80ca	M. et Mme MERLANT	CONNIE MARIE-PAULE SOUJ	21/03/1903 SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	PI	17 RUE DE PETIT FANT	59244	GRAND-FANT		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02020	rua de cartignes	0ha02a27ca		MERLANT JEAN MARC	01/06/1951 TAINSBRES-EN-THERACHE	PI	17 RUE DE PETIT FANT	59244	GRAND-FANT		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02011	rua de cartignes	0ha02a27ca	M. et Mme GRAVET	GRAVET PAUL FERNAND JEAN	00/07/1965 AVESNES-SUR-HELPE (59)	PI	STADE MUNICIPAL 1 RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02024	rua de cartignes	0ha02a70ca		LAURE HELENE THERESE	14/07/1968 AVESNES-SUR-HELPE (59)	PI	STADE MUNICIPAL 1 RTE DE CARTIGNES	59440	HAUT-LIEU		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02027	rua de cartignes	0ha02a10ca	M. et Mme GRAVET	GRAVET FRANCIS MICHEL	11/11/1968 AVESNES-SUR-HELPE (59)	P	62 RUE DE CARTIGNES	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02068	13 rue de cartignes	0ha02a50ca		SQ J F C T	90/16/4082	P	35 RUE DU RAUT	59740	PELLERIES		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02064	terres du cadastre	0ha01a80ca	Société CENTRE HOSPITALIER D'AVESNES	NITRE HOSPITALIER D'AVESNES	26/09/0750	P	BP 209 RUE DE HAUT LIEU	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02051	terres du cadastre	0ha02a80ca			26/09/0750	P	BP 209 RUE DE HAUT LIEU	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02030	11 RUE DE CARTIGNES	0ha02a80ca	M. SAMPERE CLAUDE	PIERRE CLAUDE PIERRE ANDR	1959 LE MOULON-EN-THERACHE	P	CENTRE D'AFFAIRES ARTEN 2 RUE JOSEPH-MARIE JACQUARD	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02033	rua de cartignes	0ha1a10ca	Société TERRITOIRES SOUVAINTE DEUX	TERRITOIRES SOUVAINTE DEUX	32/79/0604	P	CENTRE D'AFFAIRES ARTEN 2 RUE JOSEPH-MARIE JACQUARD	62800	LEVIN		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02108	1a rue de cartignes	0ha02a27ca		M. BEAUMONT François	22/02/1945 AVESNES (59)	P	28 RUE ABBE BALDIJN RES JACQUARD	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02032	8004 rue de cartignes	0ha10a27ca	Société TERRITOIRES SOUVAINTE DEUX	TERRITOIRES SOUVAINTE DEUX	32/79/0604	P	CENTRE D'AFFAIRES ARTEN 2 RUE JOSEPH-MARIE JACQUARD	62800	LEVIN		
PPR1	AVESNES-SUR-HELPE	059030000A02086	rua de cartignes	0ha02a27ca		COMMANDE D'AVESNES SUR-HELPE	21/09/0086	P	MARIE	59440	AVESNES-SUR-HELPE		
PPR1	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE	059030000000451	terres du cadastre	0ha01a00ca	M. LANDMANN	LANDMANN EMMANUEL FREDERIC	01/03/1962 SAINT-QUENTIN (02)	P	2 COURTANT	59440	SAINT-HILAIRE-SUR-HELPE		

